

ISSN 0004 - 5934

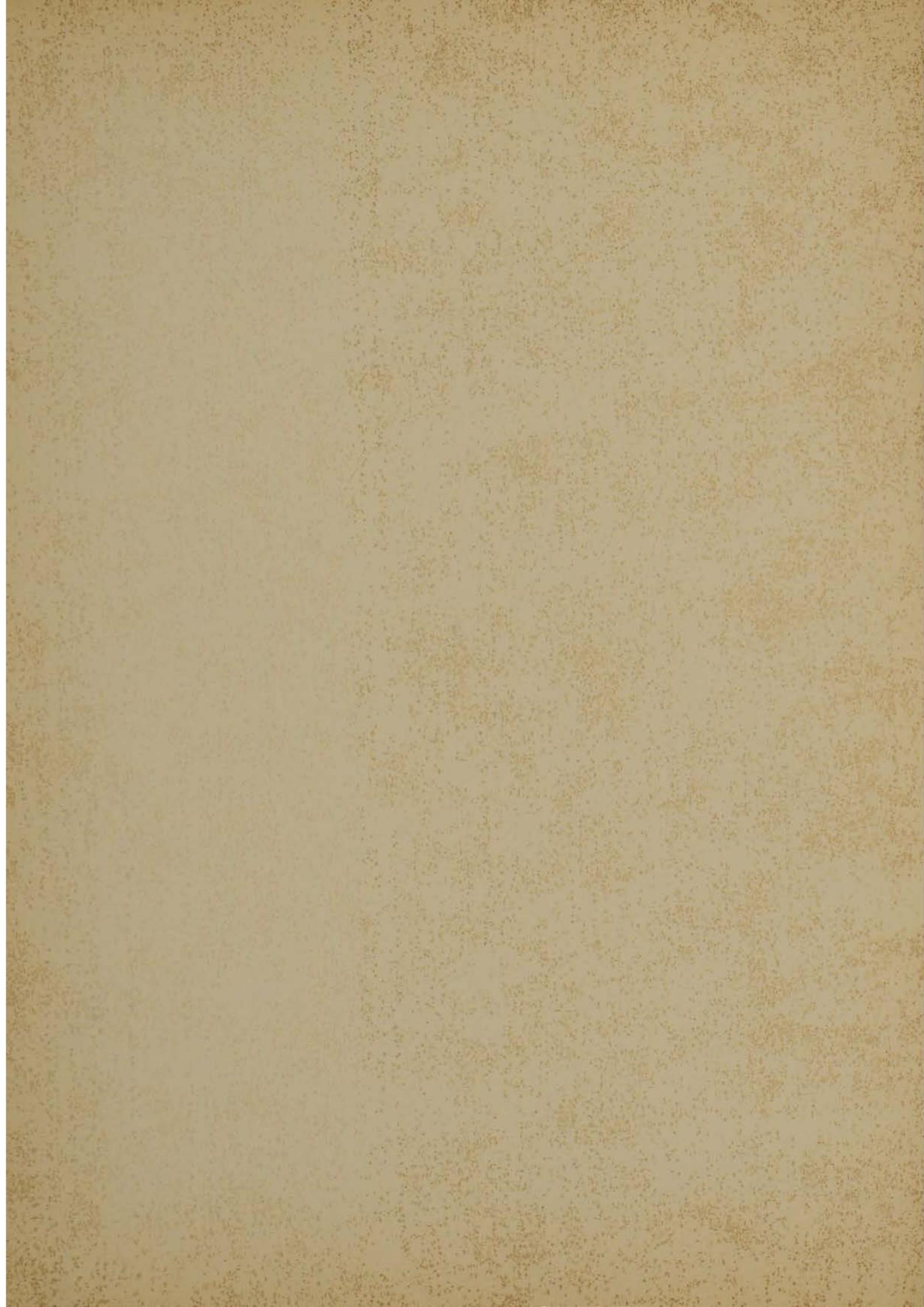
Associazione Italiana Biblioteche

Bollettino d'informazioni

trimestrale

N. S. Anno XIII, n. 2-3

Aprile - Settembre 1973



Associazione Italiana Biblioteche

Bollettino d'informazioni

trimestrale

Piazza Sonnino 5 - 00153 Roma

N. S. ANNO XIII, n. 2-3

APRILE-SETTEMBRE 1973

Sommario

- JEAN-CLAUDE GARDIN - Linguistique et documentation pag. 67
GIORGIO DE GREGORI - L'Associazione Italiana Biblioteche e l'Amministrazione dei beni culturali . . . » 87

Note e Discussioni

- FRANCESCO BARBERI - Inaugurazione a Castro Pretorio » 107

Vita dell'Associazione

- Pareri delle Sezioni sull'Amministrazione dei beni culturali » 117
Gruppo di lavoro n. 7 » 120

Congressi e Convegni

- MARINO CASSINI - Congresso dell'Associazione dei bibliotecari francesi » 122
MARIA PIA CAROSELLA - 1° Congresso europeo sui sistemi e le reti documentarie . . . » 123
MARIA PIA CAROSELLA - Il documento merceologico per l'informazione sul prodotto . . » 124
MARIA VALENTI - Commissione UNI-DRD « Documentazione e riproduzione documentaria » » 125

Cronache e Notizie

- ISA DE PINEDO - Il sistema bibliotecario britannico. Rapporto su un viaggio di studio . . » 127

LUCIANA MANCUSI CRISARI - Corso di qualificazione tecnica sull'uso degli elaboratori elettronici	pag. 135
FRANCO BALBONI - Corso di aggiornamento per bibliotecari di enti locali	» 138
Corso superiore di documentazione internazionale	» 139
Corsi internazionali di scienza dell'informazione e automazione bibliotecaria	» 149
SERENELLA BALDELLI CHERUBINI - Teresa Lodi e <i>l'editio princeps</i> della seconda Centuria di Angelo Poliziano	» 141
Mostre a Bologna	» 142
Conferenze Gardin	» 143

Rassegne e Recensioni

MARIA VALENTI - Documentazione professionale 1971-72	» 144
PH. GASKELL - A new introduction to bibliography. Oxford, 1972. (N. Vianello)	» 149
R. LUNATI - La scelta del libro per la formazione e lo sviluppo delle biblioteche. Firenze, 1972. (C. Revelli)	» 152
S. A. ROXAS - Library education in Italy: an historical survey (1870-1969). Metuchen, N. J., 1972. (N. Vianello)	» 155
Elsevier's dictionary of library science, information and documentation. Amsterdam, 1973. (S. Caiazza)	» 157

Necrologio

LUIGI MARCHINI - Giuseppe Piersantelli	» 159
--	-------

Antologia

JOSÉ BERGAMIN - L'ordine alfabetico	» 161
---	-------

Linguistique et Documentation *

Le titre de la conférence que l'on m'a invité à faire, sur « la linguistique et la documentation », indique dans quel sens je prends ici la notion de documentation: il s'agit essentiellement de considérer cette partie de l'activité des documentalistes qui concerne l'analyse des textes. Je suppose que tout le monde s'accorde sur l'objectif de l'analyse des textes en documentation: c'est de dégager le sens des textes que l'on étudie, ceci en vu des recherches rétrospectives d'information, ou recherches documentaires, lesquelles portent le plus souvent sur le contenu, sur la signification des textes.

Cette définition montre que nous sommes dans un domaine qui devrait intéresser aussi la linguistique, puisque la linguistique elle-même a pour but, comme l'écrit le linguiste américain Langendoen, de proposer « les règles qui permettent de comprendre et de fabriquer des énoncés », parlés ou écrits. Or, « comprendre » implique une référence au sens, une référence à la signification. Nous sommes donc en présence de deux univers: un univers pratique, la documentation, et un univers théorique, la linguistique, qui ont l'un et l'autre pour but de dégager le sens des textes étudiés. Il doit par conséquent exister une parenté, une convergence entre les techniques de la documentation et les techniques de la linguistique, et c'est cette convergence que je voudrais rechercher (1).

(*) Conferenza tenuta a Roma il 26 marzo 1973, per conto del Laboratorio di studi sulla ricerca e sulla documentazione del CNR. Alla conferenza ha fatto seguito una discussione.

(1) Pour un exposé plus documenté, voir: J.-C. GARDIN, *Documentary analysis and linguistic theory*, « Journal of documentation », v. 29 (1973), n. 2, p. 137-68.

Je partirai des démarches de l'analyse documentaire, et proposerai de les classer tout d'abord, pour aller un peu vite, en deux grands groupes.

A. — Le premier groupe comprend les démarches de tabulation: par « tabulation », j'entends que l'objectif de l'analyse est de fabriquer des *tables*, des tables d'occurrence de mots, ou de groupes de mots trouvés dans les textes que l'on étudie. Ces tables ont le plus souvent la forme d'un index ou d'une concordance, l'idée sous-jacente étant que les index et les concordances sont des instruments utiles pour apprendre la signification des textes soumis à l'analyse documentaire. Les opérations distinctives de la fabrication d'un index ou d'une concordance sont faciles à définir. La première consiste à choisir les mots ou les groupes de mots que l'on désire faire entrer dans la table, comme « entrées » de l'index ou de la concordance; la seconde opération, dans le cas d'une concordance, consiste à définir l'unité de contexte que l'on associera à chacune de ces entrées, à chacun des mots de la table. Il s'agit donc d'opérations de *sélection* d'une part — sélection des termes qui doivent figurer dans la table — et de *segmentation* d'autre part, où l'on découpe le texte en certaines unités définissant le cadre contextuel des mots choisis au cours de la première étape.

On peut se demander déjà si la linguistique a été de quelque utilité pour les documentalistes engagés dans ces deux catégories d'opérations. Ma réponse est résolument négative: la linguistique, quoiqu'on en ait pu dire, n'a été d'aucune espèce de secours pour définir les mécanismes de la sélection et les mécanismes de la segmentation dans la fabrication des index et des concordances. Il serait un peu long de démontrer ceci en détail; je me bornerai à suggérer l'argumentation. Comment opère-t-on en documentation lorsqu'on veut choisir tout d'abord les mots ou les groupes de mots constitutifs d'un index? Essentiellement en fabriquant ce qu'on peut appeler un dictionnaire positif ou un dictionnaire négatif. Un « dictionnaire positif » c'est un dictionnaire qui doit

contenir tous les termes jugés intéressants — c'est volontairement que j'emploie le mot « intéressants », avec toute son imprécision — c'est-à-dire les mots dont on estime à priori qu'ils sont plus porteurs de signification que d'autres. Si l'on travaille en chimie, par exemple, on constituera un dictionnaire des termes spécialisés de la chimie, où se trouveront des noms de substances, des noms de propriétés, des noms d'inter-actions entre les corps, etc., et ce sera ce vocabulaire spécialisé qui formera en quelque sorte la table de référence pour le documentaliste ou pour la machine chargés de déterminer les mots à retenir dans les textes de chimie. Tout ce qui ne figure pas dans cette table de référence sera rejeté comme non significatif. Il est clair que la fabrication de ces dictionnaires de référence est tout à fait empirique, un empirisme d'ailleurs dont les fondements varient d'un domaine à l'autre, et d'un objectif à l'autre; et il est non moins clair que la linguistique ne saurait aider en quoi que ce soit à la fabrication de dictionnaires de ce type, étrangers à son propos.

Les « dictionnaires négatifs » sont en quelque sorte l'inverse, c'est-à-dire, des dictionnaires où l'on énumère tous les termes qui ne sont pas supposés porteurs de signification du point de vue documentaire. Par exemple, ceux qu'on appelle quelquefois en linguistique « termes vides » ou « mots outils », comme les prépositions, les conjonctions, les adverbes, et quelques substantifs aussi, dont on postule qu'ils n'ont pas de signification majeure du point de vue de la recherche documentaire. A cette différence près, le fonctionnement d'un dictionnaire négatif est le même que pour un dictionnaire positif, en ce sens, qu'on demande encore, au documentaliste ou à la machine qui le remplace, de rejeter tous les termes du dictionnaire négatif et de retenir tous les autres. Le produit final obtenu est une table, la table des mots « signifiants », laquelle est du même ordre dans les deux cas. Ici encore, pour la constitution des dictionnaires négatifs, on ne peut pas dire que la linguistique ait été d'aucun secours. Il ne suffit pas, en effet, de prendre une liste des adverbes d'une langue, ou des conjonctions, des prépositions, etc.; les dictionnaires négatifs utilisés en documentation comprennent bien d'autres mots, com-

me vous pouvez l'imaginer, et ce n'est pas à la linguistique qu'il faut demander d'en dresser une fois pour toutes la liste.

Examinons maintenant les procédures de segmentation, dans le cas d'une concordance: on veut associer aux termes que l'on a retenus un « contexte », qui peut être une phrase, une clause, une proposition, ou encore, d'une manière plus mécaniste, un, deux,... n mots avant et après l'entrée considérée, etc. Ici encore, il n'existe en linguistique, si étonnant que cela puisse paraître, aucune procédure rigoureusement définie de segmentation des textes en aucune de ces unités (sauf bien sûr la dernière, mécaniste). En d'autres termes, on ne sait pas reconnaître de façon algorithmique une phrase dans aucune espèce de langue écrite. L'idée qui vient à l'esprit est que peut-être tout groupe de mots compris entre deux points constitue une phrase; mais il existe toutes sortes de points dans les langues écrites, et pas seulement les points qui séparent les phrases. Le point est donc ambigu, et il n'existe pas d'algorithme de « désambiguation », comme on dit parfois.

B. — Passons maintenant à une seconde catégorie de démarches, que j'appellerai de « représentation », et non plus de tabulation. Dans la tabulation, le fait distinctif est en somme que l'on reste au niveau des mots ou groupes de mots rencontrés dans les textes étudiés: on ne « sort » pas du texte que l'on lit; si celui-ci est français, on travaille avec des mots français, s'il est chinois, on travaille avec des mots chinois, ceux-là mêmes que l'on rencontre dans les textes en question. Dans les méthodes de représentation, au contraire, on utilise des « descripteurs », c'est-à-dire des termes désignant certaines notions bien définies, et qui n'appartiennent pas nécessairement au langage des textes étudiés.

Prenons un exemple: lorsqu'un texte décrit un arrêt du coeur, un arrêt cardiaque, déclenché par une certaine drogue chimique, et que l'on représente une partie du contenu de ce texte par le concept « inhibition » (inhibition du coeur par un certain produit chimique), le mot « inhibition » ne se trouve pas dans le texte initial; il s'agit d'un concept impliqué par la phrase « arrêt du coeur consécutif à une certaine injection chi-

mique, ou à un certain évènement physique », etc. C'est l'analyste, le documentaliste qui induit le concept d'inhibition à partir du texte; mais ce concept n'est pas nommé dans le texte en question. Maintenant, me direz-vous, si le texte avait été « inhibition du coeur par un produit chimique », notre documentaliste aurait utilisé le même descripteur « inhibition », lequel appartient dans ce cas au texte initial. Erreur: le mot « inhibition » figure bien dans le texte, le mot « inhibition » est bien utilisé par l'analyste pour en représenter le contenu, *mais ce ne sont pas les mêmes mots*. Le premier, est un mot de la langue française, dont l'emploi est régi par la grammaire et par la sémantique française, le second est le résumé d'une définition qui renvoie *entre autres* au mot français « inhibition », mais aussi à une quantité d'autres mots, ou d'autres situations, qui peuvent s'exprimer sans que l'on utilise le terme « inhibition ». Autrement dit, on opère dans ce dernier cas au niveau d'un langage de descripteurs, ou « langage documentaire », défini sur un plan autre que le langage naturel, même lorsque la terminologie semble superficiellement la même dans les deux cas.

Voyons maintenant si la linguistique a été de quelque utilité pour la constitution de ces langages documentaires. Sous leur forme la plus simple, ceux-ci se ramènent à une liste de descripteurs, c'est-à-dire une liste de notions bien définies, représentées chacune par un mot conventionnel appelé « descripteur », lequel, je répète, n'appartient à aucune langue naturelle. L'histoire de ces listes suffit à montrer que la linguistique est restée complètement étrangère à leur construction. Il existe sans doute plusieurs milliers de langages documentaires importants dans le monde (par « importants », je veux dire largement utilisés, relativement stables), pour les disciplines les plus variées; or, je ne crois pas qu'on pourrait citer un seul de ces langages dont la fabrication ait été le produit d'une collaboration entre des linguistes et des documentalistes. Les auteurs sont en général des spécialistes du *domaine* concerné, ou des documentalistes, mais non les spécialistes de telle ou telle *langue*, bien évidemment, d'autant que les textes que l'on est appelé à traiter au moyen d'un langage documentaire peuvent appartenir à des dizaines de

langues différentes. Les mêmes langages documentaires sont utilisés pour exprimer le contenu de textes russes, anglais, français, néerlandais, italiens, chinois et autres, qui tous sont réduits, en quelque sorte, à une même « base », linguistique si l'on veut, mais sur un autre plan que j'appellerai tout à l'heure métalinguistique, et qui n'a rien à voir avec le champ de la linguistique.

Cette manière de voir le problème montre bien que nous sommes sur des plans différents en linguistique et en documentation. La distinction est encore plus claire si l'on se tourne vers un aspect un peu plus savant des langages documentaires, à savoir non plus seulement la fabrication de descripteurs, mais la construction de syntaxes, de grammaires destinées à indiquer des relations logiques entre les descripteurs. Dans tout langage documentaire un peu évolué on fait appel, en effet, non seulement à un *lexique* de descripteurs, mais aussi à une *grammaire*, qui sert à établir certaines relations logiques entre les descripteurs dans la représentation d'un document donné. Prenons encore un exemple dans le domaine de la physiologie: soit un certain nombre de textes concernant les « troubles ou dysfonctionnements du sommeil et leur traitement », et imaginons que nous les représentions au moyen de trois descripteurs: « traitement », « sommeil » et « trouble ». Il est clair que la combinaison de ces trois descripteurs peut être logiquement interprétée de deux manières différentes: il peut s'agir d'un « traitement des troubles du sommeil », ou il peut s'agir du « traitement de certains troubles par le sommeil », par des cures de sommeil.

Si l'on veut exprimer cette différence, il va falloir utiliser certaines structures logiques, qui ne seront pas celles du français, ni du chinois, ni de l'italien, etc., mais celles du langage documentaire en question — donc, des structures artificielles, si l'on veut, par opposition aux structures des langues naturelles. Quels sont ces procédés syntaxiques des langages documentaires? Ce sont, par exemple, des affixes de cas, indiquant des fonctions logiques, un peu comme dans les langues à déclinaison. On dira dans la première interprétation ci-dessus que le sommeil est le *moyen* du traitement (traitement par le sommeil), et l'on ajoutera au descripteur « sommeil » un affixe indiquant qu'il est con-

sidéré d'un point de vue instrumental, tandis que dans l'autre interprétation on dira que le sommeil est l'*objet* du traitement, en le dotant d'un autre affixe. Il existe bien d'autres procédés que les affixes pour exprimer les relations syntaxiques entre descripteurs; sans entrer dans les détails, disons simplement que la plupart des langages documentaires avancés font appel à des procédés syntaxiques et que ceux-ci ne sauraient être confondus avec les procédés d'aucune grammaire naturelle particulière.

On peut dès lors postuler la réponse à la question suivante: la linguistique a-t-elle aidé à constituer les syntaxes documentaires? Ma réponse est non; mais je voudrais tout de suite évoquer une des objections à ce « non ». L'objection tient au fait qu'un certain nombre d'auteurs, dont certains se disaient d'ailleurs linguistes, ont utilisé des grammaires de type plus ou moins chomskien pour analyser la structure syntaxique des textes scientifiques dans une perspective documentaire. Leur postulat était que le genre d'information logique fournie par une analyse grammaticale de ce type était utile pour les besoins de la documentation; en d'autres termes, devant deux phrases telles que « traitement des troubles du sommeil » et « traitement de troubles par le sommeil », une analyse syntaxique conduite au moyen d'une grammaire transformationnelle permet de différencier la structure, et par conséquent le sens.

Certains d'entre vous connaissent certainement les écrits auxquels je fais allusion; la plupart sont américains, et font référence dans leur titre à un acronyme désignant le système proposé: par exemple, QUERY, BASEBALL, DEACON, SYNTHEX, etc. (2). Toutes ces entreprises avaient en commun qu'elles se recommandaient de la linguistique, plus spécifiquement de la linguistique chomskienne; on pourrait donc m'objecter que, dans ce cas au moins, la linguistique a été utile à l'analyse des textes en documentation. Ma réponse est cependant négative, pour une raison fort simple: aucun de ces algorithmes linguistiques, aucune de ces grammaires, ou pseudo-grammaires, n'a en fait jamais été

(2) Liste dans: R. F. SIMMONS, *Natural language question-answering systems*, « Communications of the ACM », v. 13 (1970), p. 15-30.

utilisée en documentation. On voit mieux aujourd'hui, rétrospectivement, qu'il s'agissait plutôt d'exercices de méthode, dont les objectifs premiers n'étaient pas d'ordre appliqué; toujours est-il qu'ils n'ont eu aucune espèce de suite concrète. Nous pouvons donc poser que ces entreprises, si intéressantes soient-elles du point de vue de l'histoire du traitement de l'information scientifique, n'ont pas démontré l'utilité de la linguistique pour l'analyse des textes dans cette perspective.

II

Le bilan, à ce stade de mon exposé, est entièrement négatif; pour les méthodes de tabulation, la fabrication des index et des concordances, aucun recours à la linguistique; et pour la construction des langages documentaires innombrables, qui sont aujourd'hui l'outil essentiel du traitement de l'information scientifique, aucun recours non plus à la linguistique.

Si cette conférence avait eu lieu il y a trois ou quatre ans, j'aurais dû terminer sur ce constat, faute de trouver aucune espèce d'exemple d'une véritable relation entre l'analyse de textes du point de vue de la linguistique et l'analyse de textes du point de vue de la documentation. Ce qui n'aurait pas manqué d'être troublant, avouons-le, dans la mesure où l'on s'occupe dans les deux cas de dégager le sens des textes dont on parle: pour l'information scientifique, il s'agit de rapprocher des textes qui ont des sens voisins, et pour la linguistique il s'agit de décrire les mécanismes de la compréhension des textes. Comment se peut-il que deux entreprises, en ce sens assez comparables, n'aient absolument rien en commun? Fort heureusement, il est apparu depuis peu, à la fois aux États Unis et en URSS (à vrai dire, depuis assez longtemps dans le cas de l'URSS), des nouvelles écoles de linguistique qui rejettent la plupart des postulats chomskiens, au profit de positions beaucoup plus proches de celles de l'analyse documentaire.

C'est du moins ce que je voudrais maintenant montrer, dans la partie positive de mon exposé, après le début plutôt pessimiste. Pour faire apparaître les points de convergence entre ces nouvelles écoles de linguistique et la pratique de l'analyse documen-

taire, telle du moins que je la conçois, je voudrais résumer tout d'abord les caractéristiques de celle-ci, en rappelant la manière dont on pratique l'analyse documentaire dans le domaine de l'information scientifique depuis une quinzaine d'années.

1. Mon premier point est que toute analyse documentaire implique l'emploi d'un métalangage. Je l'ai déjà montré chemin faisant, et n'y reviens pas: la définition même de l'analyse documentaire implique une référence métalinguistique.

2. Mon second point est que ces métalangages de l'analyse documentaire peuvent tous, si nombreux et si divers soient-ils, être décrits au moyen d'un même modèle, lequel comprend trois composantes, ou trois aspects. D'abord, bien sûr, le *lexique*, c'est-à-dire la liste des termes du métalangage, laquelle n'est autre que la liste des concepts ou notions utilisés pour représenter le contenu des textes étudiés. La seconde composante, facultative, mais presque toujours attestée, réside dans l'établissement de *relations sémantiques* entre les termes du lexique. L'exemple le plus banal et le plus ancien est celui des classifications, hiérarchiques ou autres, où les termes du métalangage, c'est-à-dire les notions, les mots-vedette, les mots-sujet, etc., sont groupés en fonction des relations « analytiques » que l'on veut exprimer entre les entités correspondantes (un « cheval » est un « animal », etc.). La troisième composante, également facultative, mais elle aussi de plus en plus souvent attestée, concerne l'expression de *relations syntaxiques* entre les descripteurs, à savoir les relations observées au moment de l'analyse des textes, du type de celles dont s'occupent par conséquent les grammaires. Tout langage documentaire, ou tout métalangage dans le sens que je donnerai désormais à ce mot, peut ainsi être décrit comme la combinaison particulière d'un certain *lexique* avec un certain jeu de relations sémantiques établies à priori entre les termes du lexique, complétées, le cas échéant, de *relations logiques* introduites au fur et à mesure qu'elles sont observées dans les textes analysés.

3. Cette distinction entre relations sémantiques et relations logiques me conduit au troisième point : toute étude sérieuse des langages documentaires existant montre qu'il n'existe aucune différence de nature, aucune différence de substance entre relations sémantiques et relations logiques. Si l'on considère le sens de ces relations, ce qu'elles veulent dire, on constate que les mêmes relations se retrouvent sur le plan sémantique et sur le plan syntaxique. La seule différence qui puisse légitimer la distinction est d'ordre pratique. Sur le plan sémantique sont prises en compte les relations qui sont toujours valides dans un certain domaine d'étude, autrement dit les relations les plus banales, celles qui, dans ce domaine, sont tenues pour acquises — le fait, par exemple, que le cheval est un animal, encore que cette relation puisse ne pas être acquise partout (dans un contexte ethnographique, on serait obligé d'admettre des relations inattendues, comme, par exemple, le fait que la résine est parfois considérée comme une pierre, ou encore que le chat n'est pas uniquement un animal au même titre qu'un chien, mais plus pertinemment un objet de luxe au même titre qu'un manteau de fourrure, etc.). Sur le plan syntaxique, au contraire, apparaissent plutôt les relations nouvelles, celles qui font l'objet d'un discours parce qu'elles ne sont pas établies au même degré. L'histoire des sciences n'est d'ailleurs, à certains égards, qu'un passage du plan syntaxique au plan sémantique : par conséquent, les relations que nous tenons aujourd'hui naturelles dans l'ordre sémantique, ont dû auparavant faire l'objet de « discours » dans l'ordre syntaxique.

4. Cette évidence souvent négligée me conduit au quatrième point : s'il est vrai que dans tout langage documentaire la distinction entre sémantique et syntaxe est contingente, il s'ensuit que les outils relationnels de tels langages doivent être définis indépendamment de cette distinction. En effet, dans un modèle général des langages en question, il faut que relations sémantiques et syntaxiques puissent s'y exprimer de la même manière, au moyen d'une même unité relationnelle qui permette de décrire aussi bien les organisations sémantiques, ou classifications, que la structure logique des textes.

5. Le cinquième et dernier point est le suivant. Nous avons défini un métalangage caractérisé par un lexique, une organisation sémantique et une organisation syntaxique, ces deux organisations étant exprimées au moyen des mêmes unités relationnelles; quel rapport y-a-t-il dès lors entre ces constructions métalinguistiques et les constructions linguistiques des langues naturelles? Autrement dit, quel rapport peut-on observer entre un texte écrit en portugais et sa représentation dans tel ou tel langage documentaire de cette nature? Ou encore, s'agissant d'un même thème de recherche que des spécialistes reconnaissent comme tel à travers des énoncés différents, quel rapport y-a-t-il entre la formulation portugaise, italienne, française, danoise, etc., de ce thème et sa représentation métalinguistique dans un langage documentaire donné?

Mon cinquième point est que l'on n'a pas achevé la définition d'un métalangage tant que l'on n'a pas posé des règles de correspondance de ce genre entre au moins une langue naturelle et le métalangage en question. Pourquoi au moins une? En raison d'un postulat que je me contenterai ici d'énoncer: c'est que si l'on réussit à poser des règles de correspondance entre une langue naturelle et un métalangage donné, il est probable qu'on le pourra aussi pour d'autres langues naturelles vers le même métalangage.

III

Tels sont donc, en cinq points, les éléments d'un modèle commode, me semble-t-il, pour rendre compte des démarches de l'analyse documentaire les plus variées. Il n'est pas nécessaire d'être très versé dans les méthodes de la linguistique générative-transformationnelle pour apercevoir le fossé: rien dans la « théorie standard » de Chomsky et de ses épigones ne semble pouvoir être mis en rapport avec un tel modèle.

1. Pourtant, dès 1963, l'un des postulats initiaux de cette théorie était battu en brèche, d'une manière qui allait conduire ensuite à des reformulations parfois peu éloignées de celles que je viens de donner. Alors que pour Chomsky la sémantique ne

pouvait entrer dans le champ de la linguistique, toute entière vouée à l'étude de la syntaxe, Katz et Fodor (3) montraient en 1963 qu'il était impossible de résoudre certaines difficultés de l'analyse syntaxique sans faire appel à des données sémantiques : les « semantic markers », d'une part, prolongeant les catégories grammaticales, et les règles de sélection, d'autre part, construites au moyen de ces « semantic markers ».

Un exemple rappellera ce dont il s'agissait. Supposons qu'on rencontre dans un texte le groupe de mots suivant : « des rêves de pommes ». Un algorithme strictement grammatical aboutit en l'occurrence à une indécision, une ambiguïté. Il peut s'agir d'un rêve qui a pour objet des pommes — on peut rêver de pommes comme de n'importe quoi d'autre — mais il peut aussi s'agir des rêves faits par la pomme, de la même manière qu'on parle des rêves d'un chat, des rêves d'un enfant, etc., c'est-à-dire des rêves faits par l'enfant ou par le chat. Donc la phrase est ambiguë. Pour résoudre cette ambiguïté, rien ne sert de se creuser la tête sur le plan grammatical ou syntaxique, la phrase est par construction indécidable sur ce plan-là; on ne peut pas choisir entre les deux sens autrement qu'en faisant appel à une information de type sémantique, celle, à savoir, que dans l'usage courant de la langue la pomme peut être un objet de rêve, mais rarement un sujet. La pomme ne rêve pas, sauf peut-être dans la poésie; et si l'on exclue les textes poétiques du champs de la langue dite « naturelle » — ce qu'un linguiste comme Roman Jakobson répugnerait d'ailleurs à faire — il ne reste que l'interprétation « rêve de pommes », où la pomme est objet et non pas sujet. Un « semantic marker », c'est l'indication qui, associée à « pomme » ou à « rêve », comme on voudra, permet de poser une règle spécifiant que les objets des rêves peuvent être animés ou inanimés, mais que les sujets des rêves sont animés; une règle de sélection, c'est l'énoncé formel de ce que je viens de dire de façon informelle, à savoir, qu'une pomme ne rêve pas.

(3) J. KATZ and J. A. FODOR, *The structure of a semantic theory*, « Language », v. 39 (1963), p. 170-210.

En acceptant d'ajouter ce genre de règle à la théorie de la syntaxe, on déclenchait un processus dont on ne voit pas encore la fin. En effet, on assiste depuis lors à une véritable prolifération, au sens cancéreux du terme, de l'appareil sémantique dans l'analyse linguistique. C'est maintenant au niveau des « semantic markers » que se joue l'enrichissement des grammaires, « semantic markers » qui sont d'ailleurs devenus en 1971 des *arbres sémantiques*, c'est-à-dire des structures déjà plus compliquées (4), et aujourd'hui des *réseaux sémantiques* plus élaborés encore. Ces réseaux sémantiques, dans l'état où les linguistes nous les présentent, ressemblent comme des frères jumeaux aux réseaux sémantiques proposés, il y a une dizaine d'années, pour l'analyse des textes documentaires (5). Ce sont exactement les mêmes objets, au sens conceptuel de ce mot. Autrement dit, lorsque les documentalistes traitaient naguère le problème que je citais plus haut, à savoir, le passage d'un texte naturel à sa représentation métalinguistique, ils construisaient des réseaux sémantiques *ad hoc*, où l'on peut voir une pré-figuration des réseaux sémantiques de la linguistique actuelle. Voilà un premier point de convergence, et il est de taille.

En effet, sous des noms divers (par exemple les « présuppositions », etc.), on retrouve maintenant dans la plupart des écoles de linguistique ce genre de caractérisations et de règles sémantiques, dont l'analyse documentaire avait découvert le besoin il y a une dizaine d'années. Le phénomène est manifeste non seulement dans la linguistique américaine (6), mais aussi en URSS, où d'ailleurs les théoriciens russes se sont engagés beaucoup plus tôt dans cette voie que leurs homologues américains. L'équipe

(4) P. M. POSTAL dans: C. J. FILLMORE and P. T. LANGENDOEN, ed., *Studies in linguistic semantics*. New York, Holt, Rinehart and Winston, 1971, p. 170-80.

(5) R. ZYGOURIS, *Un exemple de réseau sémantique pour l'analyse automatique vers le SYNTOL*. Paris, Section d'Automatique Documentaire, 1963; J. NOËL, *L'indexation mécanisée de résumés anglais: quelques hypothèses et analyses sémantiques*, Octobre 1966 (Université de Liège).

(6) Bibliographie dans: D. D. STEINBERG and L. A. JAKOBOVITS, ed., *Semantics. An interdisciplinary reader in philosophy, linguistics and psychology*. Cambridge, University Press, 1971.

de Mel'chuk est sans doute la plus importante dans ce domaine; on y construit depuis maintenant douze ans à peu près, de façon très suivie, un dictionnaire « combinatoire-raisonné » de la langue russe, qui n'est autre qu'une immense organisation sémantique de la langue russe, une immense image, en quelque sorte, des pré-suppositions des locuteurs soviétiques, destinée à servir de base à la fois aux grammaires des théoriciens et aux constructions appliquées des praticiens. Il a paru déjà douze ou quinze fascicules de ce dictionnaire (7), « raisonné » en ce sens que l'on en connaît la destination précise, et « combinatoire » en raison du rôle qu'y jouent les règles de sélection évoquées plus haut. Sous l'entrée du dictionnaire « rêve », par exemple, on trouvera l'information suivante, parmi d'autres: les sujets des rêves sont animés, les objets sont inanimés ou animés. En d'autres termes, on peut combiner « rêve » avec des sujets animés et des objets inanimés. Les réseaux sémantiques de l'analyse documentaire ne fonctionnent pas autrement.

2. Un second point de convergence concerne l'ordre relatif de la sémantique et de la syntaxe dans le déroulement de l'analyse. Alors que dans la théorie générative classique la sémantique n'intervenait pas du tout, ou seulement après la phase essentielle de l'analyse syntaxique, aujourd'hui on a, comme dit plaisamment un linguiste anglais, « turned Chomsky's theory on its head » (8), on a mis la théorie de Chomsky à l'envers, dans la mesure où l'on commence par la fin, c'est-à-dire par l'analyse sémantique, laquelle précède ou imprègne désormais toute l'analyse grammaticale. C'est la démarche qu'ont suivie très tôt les analystes documentaires (9); et c'est maintenant la démarche à laquelle arrivent

(7) *Materialy k tolkogo-kombinatoromu slovarju russkogo jazyka* (Matériaux pour un dictionnaire raisonné combinatoire de la langue russe). Moscou, Groupe de Recherche de Linguistique Expérimentale et Appliquée, Institut de Linguistique, 1970 sq.

(8) Y. A. WILKS, *Grammar, meaning and the wartime analysis of language*. London, Routledge and Kegan Paul, 1972, p. 94.

(9) M. COYAUD et M. SIOT-DECAUVILLE, *L'analyse automatique des documents*. Paris, Mouton, 1967.

aussi les linguistes, après avoir proclamé pendant des années, avec l'assurance que l'on sait, que seule la syntaxe était le point de départ raisonnable de l'analyse linguistique.

J'ai là quelques citations qui montrent à quel point le renversement est brutal: en voici une de Paul Postal, naguère disciple de Chomsky: « l'analyse des textes, l'analyse linguistique doit commencer à un niveau notablement antérieur aux structures profondes » (10). Les structures profondes, dans le formalisme de Chomsky, c'est le niveau le plus bas de l'arbre syntaxique, la partie la plus fine donc de l'analyse; par conséquent, Postal pose ainsi que c'est *en deça* de cette structure profonde qu'il faut se placer pour *commencer* à structurer des énoncés, donc à un niveau pré-syntaxique, pré-grammatical, Postal dit même — on ne saurait aller plus loin... — pré-lexical. L'expression est assez extraordinaire dans la bouche d'un linguiste, pour qu'on s'y arrête: la structuration d'un texte doit s'aborder d'abord sur un plan non seulement pré-syntaxique, ce qui est déjà fort nouveau, mais pré-lexical, c'est-à-dire avant même que l'on considère les mots naturels pour ce qu'ils sont. Qu'est-ce que ceci veut dire? Eh bien, qu'il faut se placer sur un plan pré-linguistique, que je préfère appeler métalinguistique, et que lorsqu'on rencontre, par exemple, le mot « rêve », ce que l'on doit manipuler n'est pas le mot « rêve » de la langue française, mais une notion métalinguistique [RÊVE], qui peut être mise en correspondance avec beaucoup d'autres mots ou phrases, et que c'est à ce niveau pré-lexical que l'on trouvera les informations nécessaires pour structurer l'énoncé autour de cette notion. Ce que Postal appelle le niveau pré-lexical, d'autres linguistes l'appellent le niveau formationnel, d'autres le niveau cognitif, etc.; toutes ces expressions montrent du moins qu'on a reconnu l'utilité de la distinction « métalangage - langage », même si on la désigne par d'autres noms, pour rendre compte de la formation et de la compréhension des énoncés.

3. Ayant construit ces organisations sémantiques de référence,

(10) P. M. POSTAL, *op. cit.*, p. 249-50.

sous quelle forme va-t-on structurer les énoncés? On se servait jusqu'ici exclusivement des outils traditionnels, à savoir, les catégories grammaticales établies par l'usage (substantif, adjectif, verbe, etc.) et les fonctions grammaticales habituelles (sujet, complément, etc.). C'est avec des notions de ce type qu'on formulait les règles de la grammaire, en utilisant les symboles popularisés par les « structures syntaxiques » de Chomsky en 1957. Cependant, certains linguistes proposent aujourd'hui des catégories qui n'ont plus guère à voir avec ces catégories traditionnelles. Un exemple extrême est fourni par Bach qui proposait, en 1968, de remplacer les catégories de noms, substantifs, adjectifs et verbes, tout ensemble, par une seule catégorie dite des « contentives », la seule, disait-il, qui eût une réalité métalinguistique (11). On trouve depuis longtemps dans les métalangages des documentalistes des suggestions tout à fait comparables, visant à remplacer des catégories grammaticales telles que nom, substantif, etc., par d'autres catégories dont la définition est plus logique que linguistique, telle que Entité, État, Processus, Action, sans correspondance univoque avec les catégories de la grammaire.

De la même manière, les fonctions grammaticales définies entre un sujet et un verbe, un verbe et un complément, un adjectif et le nom auquel il se rapporte, cèdent maintenant la place à des fonctions logiques: on considère au lieu du sujet l'agent, et un agent logique n'est pas la même chose qu'un sujet grammatical. Et l'on voit ainsi apparaître en linguistique des notions, dont le sens et la désignation sont exactement les mêmes que ceux dont l'analyse documentaire fait usage depuis quinze ans, à savoir, la notion de *rôle*, la notion de *cas*, dont chacun sait la place qu'elles occupent dans les langages documentaires. Fillmore, par exemple, faisait il y a quelques années une apologie du cas en linguistique théorique, et proposait une grammaire fondée sur des notions logiques de cas, plutôt que sur les notions grammaticales traditionnelles (12). De même encore, Langendoen fait

(11) E. BACH dans: BACH et HARMS, ed., *Universals in linguistic theory*. New York, Holt, Rinehart and Winston, 1968, p. 90-122.

(12) C. J. FILLMORE, *The case for case*, dans: BACH and HARMS, *op. cit.*, p. 1-90.

appel maintenant à des structures de « rôle » (13), notion banale entre toutes dans la pratique de l'analyse documentaire, où les affixes, dont je parlais tout à l'heure à propos de l'expression des relations syntaxiques, sont utilisés sous le nom d'« opérateurs de rôle » depuis une quinzaine d'années. D'autres, comme Bever, parlent de « structures relationnelles de base » (14), d'autres, comme Wilks, de « grilles mentales » (15), etc.; et l'on retrouve sous ces noms divers les mêmes cadres logiques que ceux dont se sert l'analyse documentaire depuis qu'elle existe, avec les notions d'agent, d'instrument, de but, de moyen, de localisation dans l'espace, localisation dans le temps, etc. Les correspondances entre ces concepts logiques et les différentes manières de les exprimer par le langage ne sont pas des plus claires et la linguistique ne les a pas élucidées; certaines études relevant de l'analyse documentaire sont, à cet égard, plus réelles que celles des théoriciens (16).

4. Les linguistes reconnaissent donc désormais l'utilité de certaines structures sémantiques de référence d'une part, et, d'autre part, l'utilité de ces grammaires de rôle, ou grammaires logiques, que je viens d'évoquer. Or, vous vous souvenez qu'il y a, dans ma conception du métalangage documentaire, identité formelle entre les relations sémantiques définies sur le premier plan et les relations syntaxiques définies sur le second. Et que lit-on aujourd'hui sous la plume de McCawley, un des plus brillants linguistes de la nouvelle école? Ceci: « semantic representations can be considered to be objects of exactly the same formal nature as syntactic representations » (17). C'est l'opposé de tout

(13) P. T. LANGENDOEN, *Essentials of English grammar*. New York, Holt, Rinehart and Winston, 1970, p. 66 sq.

(14) T. G. BEVER, *The cognitive basis for linguistic structures*, dans: J. R. HAYES, ed., *Cognition and the development of language*. New York, Wiley, 1970, p. 279-352.

(15) Y. A. WILKS, *op. cit.*

(16) M. BELY, A. BORILLO, M. SIOT-DECAUVILLE, A. VIRBEL, *Procédures d'analyse sémantique appliquées à la documentation scientifique*. Paris, Gauthier-Villars, 1970.

(17) McCAWLEY, dans: D. D. STEINBERG and L. A. JAKOBOVITS, *op. cit.*, p. 221.

ce qui a été affirmé pendant dix ans, avec tant d'insistance, au nom de la séparation entre sémantique et syntaxe; et ici encore, l'analyse documentaire semble avoir vu plus juste, et plus tôt.

IV

Il faut conclure. On trouve dans la sémantique générative américaine, d'une part, et dans la linguistique de Mel'chuk et d'autres en URSS, d'autre part, certaines réponses conformes à ce que l'analyse documentaire demande depuis quinze ou vingt ans à la linguistique, c'est-à-dire au moins des cadres conceptuels communs, à défaut d'outils d'analyse proprement dits. Ainsi prend fin le paradoxe que je citais, à savoir, l'existence de deux groupes de gens étudiant l'un et l'autre la signification des textes, et qui, jusqu'il y a deux ans, ne pouvaient pas se parler.

Aujourd'hui un certain dialogue est possible, grâce à l'apparition de ce cadre commun; et la convergence est d'autant plus frappante que les deux groupes en question se sont, pour ainsi dire, toujours ignorés, du moins aux États-Unis (la situation sur ce plan est, en effet, toute différente en URSS). Cette ignorance mutuelle commence à reculer devant la curiosité de certains linguistes. Je citerai, par exemple, les cas de Joseph Grimes, dont une étude inédite, diffusée récemment sous le titre « The thread of discourse », commence par une centaine de pages consacrées aux travaux des *praticiens*, dans des domaines aussi variés que la rhétorique, l'analyse littéraire, l'analyse des récits, l'analyse documentaire, etc., pour aboutir à la conclusion que les outils conceptuels forgés dans ces domaines appliqués semblent être très exactement ceux dont on a besoin en linguistique théorique.

J'aurais voulu terminer cette conférence par une réflexion sur le sens de cette convergence, ou plus exactement sur ses implications. L'une des plus « grosses » et certainement des moins faciles à traiter, est que si la linguistique théorique rejoint la linguistique appliquée sur le plan de l'analyse du discours, on peut se demander si elle conserve encore son domaine propre, et si l'on peut encore parler d'une linguistique pure. Vous voyez

pourquoi: si, pour développer les mécanismes de l'analyse linguistique « pure », il faut faire appel à des choses aussi « impures » que les présuppositions, autrement dit l'organisation du savoir dans l'ensemble des domaines de références possibles du discours — non seulement l'organisation du savoir en physique, en chimie, en archéologie et ailleurs, mais aussi l'organisation du savoir quotidien, celle qui supporte la pratique de la langue quotidienne, comme l'organisation du savoir chimique supporte la pratique du discours chimique — on peut se demander si ce que l'on construit sous le titre de mécanisme linguistique est encore un mécanisme linguistique, et si l'on n'est pas en train de substituer plutôt l'apprentissage de l'univers à l'apprentissage de la langue...

C'est une difficulté que Chomsky avait très clairement vue dès 1960, et contre laquelle il se défendait en acceptant que le « bien formé » grammatical puisse n'avoir aucune interprétation sémantique. Dix ans plus tard, Victor Yngve ne voyait d'autre issue que dans la disparition de la linguistique, condamnée à se fondre dans les sciences de l'information... (18). Les linguistes ne sont pas de son avis, cela va de soi, et d'ailleurs je ne le suis pas non plus. Il y a là un problème de frontières compliqué; la meilleure manière de le résumer, en guise de conclusion, est cette phrase que j'emprunte à Christine Montgomery, auteur d'une excellente étude, parue en 1972 aux États-Unis, sur le même sujet: « information science has gone about as far as it can go without linguistics, and conversely ».

JEAN-CLAUDE GARDIN

(18) V. YNGVE, *On achieving agreement in linguistics*, dans: *Papers for the 5th Regional Meeting, Chicago Linguistic Society*. Department of Linguistics, University, of Chicago, 1969, p. 445-62.

SOMMARIO — *L'autore studia i rapporti fra i tipi di analisi testuale sviluppati nella teoria linguistica e nella pratica documentaria. Dal punto di vista della seconda, le constatazioni si dimostrano tutte negative: la teoria linguistica non ha parte nella messa in opera delle più note tecniche di analisi documentaria, siano esse di tabulazione (indici, concordanze) o di rappresentazione (tecniche di indicizzazione). Tuttavia negli Stati Uniti e nell'URSS nuove scuole di linguistica hanno messo in discussione la maggior parte dei postulati di Chomsky, adottando posizioni vicine a quelle dell'analisi documentaria.*

La seconda parte dell'articolo è rivolta a dimostrare tale convergenza di posizioni. Riassunte le caratteristiche dell'analisi documentaria e constatato che esse non hanno nulla in comune con la «teoria standard» di Chomsky, si indica il 1963 come punto di partenza del nuovo indirizzo: l'analisi semantica entra nel campo della linguistica e si moltiplicano nuove teorie che adottano principi o mezzi metodologici già utilizzati nell'analisi documentaria.

I principali punti di convergenza sono: a) la reintegrazione dell'analisi semantica nella teoria linguistica e l'abbandono del principio della «autonomia» delle strutture sintattiche; b) come corollario, il rifiuto della concezione della frase come unità privilegiata dell'analisi linguistica e la riabilitazione di un'analisi del discorso che si imponga il rigore proprio della «grammatica trasformativa»; c) il riconoscimento della parte essenziale che talune strutture semantiche di riferimento — le «presupposizioni» — sostengono nella formazione del discorso; d) l'apparizione delle nozioni logiche di «ruolo» o di «caso» nell'analisi delle strutture sintattiche. Grazie a tali quadri concettuali comuni, acquisiti indipendentemente dalla linguistica e dall'analisi documentaria, un dialogo è ormai possibile tra queste due discipline che hanno per comune oggetto l'analisi dei testi. Tale dialogo pare destinato ad ampliarsi.

L'Associazione Italiana Biblioteche e l'Amministrazione dei beni culturali

I DOCUMENTI PRESENTATI DALL'AIB ALLE VARIE AUTORITA'
DAL 1971 AL 1973

Il primo atto di diretto intervento dell'AIB nei progetti di ristrutturazione dell'amministrazione dei beni culturali in Italia risale al 1967, quando tra le varie relazioni all'ordine del giorno del XVII Congresso (Fiuggi, 14-16 maggio 1967) fu accolta anche quella della dr. Angela Vinay dal titolo « La Commissione Franceschini e le biblioteche » (1).

E' noto, infatti, che il problema della carenza delle strutture amministrative preposte in Italia alla tutela e alla valorizzazione dei beni culturali era stato affrontato da una Commissione parlamentare, istituita con Legge 26 aprile 1964, n. 310 e presieduta dall'on. Franceschini, la quale aveva il compito di « condurre un'indagine sulle condizioni attuali e sulle esigenze in ordine alla tutela e alla valorizzazione delle cose d'interesse storico, archeologico, artistico e del paesaggio e di formulare proposte concrete al fine di perseguire i seguenti obiettivi: 1) revisione delle leggi di tutela (in coordinamento, quando necessario, con quelle urbanistiche) nonché delle strutture e degli ordinamenti amministrativi e contabili; 2) ordinamento del personale, in rapporto alle effettive esigenze; 3) adeguamento dei mezzi finanziari » (2).

(1) La relazione consta di 11 p. (Di questo documento e degli altri citati può aversi fotocopia).

(2) Nella Commissione Franceschini, composta di parlamentari e di studiosi, rappresentava questi ultimi per i settori degli archivi e delle biblioteche il prof. Augusto Campana, affiancato da « esperti esterni »: per le biblioteche dal prof. Francesco Barberi e occasionalmente da altri.

La dr. Vinay esordiva nella sua relazione riconoscendo al Consiglio direttivo dell'AIB il merito di averla voluta inserire nell'ordine del giorno del Congresso: nella questione poteva così farsi sentire la voce dei bibliotecari, visto che la Commissione nominata a suo tempo dal Consiglio direttivo stesso per seguire gli studi della Franceschini non aveva potuto, per varie ragioni, « prendere corpo ».

La relazione che era, sostanzialmente, un'esposizione delle linee generali del Progetto Franceschini con alcune osservazioni a titolo personale della relatrice, mentre riconosceva ampiamente alla Commissione i meriti di carattere conoscitivo circa le reali disastrose condizioni in cui in Italia s'operava in materia di tutela e valorizzazione dei beni culturali, rifiutava invece, almeno per quanto riguardava le biblioteche, i rimedi proposti, e cioè la costituzione di quell'Azienda autonoma governata da un Consiglio nazionale, « vero e proprio parlamento ristretto ad alta qualificazione ». A questa non venivano riconosciuti, innanzi tutto, gli sbandierati requisiti di democratizzazione, poiché non era dato « sapere in alcun modo chi e secondo quali scelte sarà chiamato a far parte degli organismi rappresentativi »; veniva, poi, messo in forte dubbio che i problemi delle biblioteche potessero ottenere giusto posto nell'attenzione dei cinque al vertice dell'Azienda (Consiglio d'amministrazione, posto tra il Ministro e il Soprintendente generale equivalente all'allora Direttore generale) di « nomina presidenziale, rinnovabili vita natural durante, scelti a livello politico senza alcuna garanzia di competenza, senza alcuna garanzia, prima ancora, che le biblioteche, come tali, siano rappresentate ».

Questo concetto fondamentale era meglio ripetuto e ribadito nel seguente passo della relazione: « Terzo mistero: quale possa essere il destino delle biblioteche dello Stato che entrano in un carrozzone i cui posti a sedere sono visibilmente prenotati da compagni di viaggio così grossi e vocianti che sarà loro assai difficile trovare un posticino d'angolo. E' chiaro, infatti, che l'Azienda nasce all'infuori dei concreti problemi delle nostre biblioteche... ». Affermazione, quest'ultima, purtroppo corrispondente ad una ben nota e ricorrente realtà, della quale non c'è da

stupirsi se si considera, fra l'altro, anche il non «avere preso corpo» di quella Commissione dell'AIB che avrebbe dovuto seguire dall'esterno i lavori della Franceschini. Sicché la dr. Vinay concludeva amaramente la sua relazione con le seguenti parole: « Che le cose siano andate così avanti con questi frutti è l'aspetto doloroso della vicenda: non siamo stati abbastanza uniti e consapevoli per seguire i lavori della Commissione dal di fuori intervenendo nel miglior modo prima che fosse tardi; chi ha potuto seguirli non ha pensato che potessimo avere qualcosa da dire anche noi... Siamo stati vittime della pigrizia nostra e del paternalismo altrui, i due vizi che più hanno cooperato all'attuale deterioramento delle biblioteche statali ». Onesta e coraggiosa autocritica, questa, che molti bibliotecari, certamente, sarebbero disposti a sottoscrivere, ma fatta al vento, perché la storia successiva del problema non mostra che sia servita a far cambiare il costume, a stringere nella categoria una maggiore unità e coesione, a scrollare, soprattutto, di dosso pigrizia e assenteismo.

Infatti, come avviene nei Congressi, a conclusione della relazione della dr. Vinay furono approvati due ordini del giorno: uno chiedeva la nomina di una Commissione che « approfondisca i temi della relazione e che collabori con gli organi chiamati a tradurre in legge le indicazioni di fondo della Commissione parlamentare di indagine »; l'altro indicava la necessità che nel quadro della ristrutturazione dell'amministrazione dei beni culturali si tenesse presente, specialmente ai fini dell'adeguamento dei mezzi finanziari, l'enorme quantità di beni culturali posseduti dagli Enti locali.

Ebbene il Consiglio direttivo, subito dopo il Congresso di Fiuggi, nominò la richiesta Commissione, che risultò costituita dagli stessi soci che avevano fatto parte di quella mista Archivi-Belle Arti-Biblioteche; ma di quella Commissione, dopo una prima riunione tenuta il 10 ottobre 1967, non c'è più traccia tra gli atti d'archivio, né sulle pagine del « Bollettino d'informazioni ». In quella riunione la Commissione si limitò a sottoscrivere e a ribadire ciò che già nel giugno 1967 la Commissione mista sopra ricordata aveva osservato nei riguardi della Proposta di legge del Ministero della Pubblica Istruzione sull'Azienda autonoma dei beni culturali. Quelle osservazioni, che il Consiglio direttivo del-

l'AIB presentò alla Direzione generale delle accademie e biblioteche e per la diffusione della cultura, sono contenute nella seguente relazione della Commissione (3):

« La Commissione nominata dall'AIB per l'esame della legge di delega sull'Amministrazione autonoma dei beni culturali, nelle persone dei dr. Alaimo (assente), Bottasso, Frattarolo (dimissionario), Lunati, Pagetti, Vinay, riunita in Roma il giorno 10 ottobre u.s., ha espresso in linea generale un giudizio positivo sui risultati della Commissione d'indagine presieduta dall'on. Franceschini sulla costituzione di una Amministrazione autonoma quale organismo destinato a presiedere l'intero settore dei beni culturali e sulla partecipazione delle biblioteche alla nuova struttura.

Ha dovuto tuttavia riconoscere che il testo legislativo predisposto dal Ministero della Pubblica Istruzione si discosta in senso negativo dalle conclusioni della Commissione d'indagine tradendone spesso lo spirito informatore.

A tale proposito ha ritenuto di fare proprie le osservazioni formulate da una Commissione paritetica Archivisti Bibliotecari Archeologi in un documento diffuso nello scorso mese di luglio, i cui punti essenziali qui di seguito si riportano:

A) Perché l'« Amministrazione autonoma » meriti davvero questo nome, e non si risolva in un nuovo apparato burocratico che erediti tutti i difetti di quello attuale o scada addirittura a strumento di sottogoverno, è indispensabile che vengano adottate tutte le norme atte a fondare in modo democratico e decentrato l'esercizio dei poteri decisionali e operativi dell'Amministrazione stessa. A tal fine sono, in particolare, da proporre come necessari i punti seguenti:

a) i poteri del ministro devono essere circoscritti nell'ambito della responsabilità politica;

b) i cinque comitati nazionali di settore devono essere costituiti su base elettiva. Il numero dei loro membri deve essere stabilito dalla legge. Il corpo elettorale deve essere composto dai funzionari scientifici della rispettiva branca dell'Amministrazione autonoma e dai docenti universitari delle materie interessate;

c) il consiglio nazionale dei beni culturali deve essere composto dalla riunione dei cinque comitati nazionali di settore;

d) i comitati di settore e il consiglio nazionale devono costituire il fulcro dell'Amministrazione autonoma e i loro poteri decisionali e operativi devono essere reali e fissati in modo chiaro e inequivocabile, usan-

(3) Vedi: « Bollettino d'informazioni dell'Associazione italiana biblioteche », 7 (1967), p. 128-39.

do parole che abbiano un senso preciso nel sistema del diritto amministrativo italiano;

e) il consiglio di amministrazione deve essere l'organo esecutivo della Amministrazione autonoma. Deve essere composto da due rappresentanti per ciascuno dei cinque comitati nazionali di settore, eletti dai comitati stessi. Il consiglio di amministrazione può essere integrato da non più di cinque funzionari amministrativi di nomina ministeriale;

f) la durata dei comitati di settore, del consiglio nazionale e del consiglio di amministrazione deve essere fissata dalla legge.

B) L'equiparazione dello *status* dei funzionari scientifici a quello dei professori universitari, richiesta dalla commissione parlamentare, deve essere affermata in modo netto dalla legge, con inequivocabile contrapposizione allo *status* attuale di impiegati civili dello Stato. Solo così sarà possibile dotare l'Amministrazione autonoma del personale culturalmente qualificato di cui essa ha bisogno.

C) Lo snellimento della procedura amministrativa e contabile deve essere stabilito con la precisione necessaria a rendere impossibile che gli scopi sostanziali della riforma siano poi frustrati dal sopravvento dei paralizzanti indirizzi prevalenti in seno alla Ragioneria generale dello Stato.

Concludendo la Commissione è unanime nel riconoscere che l'approvazione dell'attuale testo di legge delegata non porterebbe alcun rimedio alle deficienze dell'attuale struttura dell'amministrazione e renderebbe inefficaci in gran parte i maggiori stanziamenti di spesa previsti».

Nessuna presenza ufficiale dell'AIB, attraverso quella sua Commissione, nella prima Commissione Papaldo, insediata il 9 aprile 1968 e composta di ben 38 membri, che doveva studiare la revisione ed il coordinamento delle norme di tutela relative ai beni culturali: della quale, tuttavia, furono chiamati a far parte il Direttore generale prof. Accardo e gli ispettori generali prof. Barberi e dr. Carlo Frattarolo. Il testo preliminare del Disegno di legge, frutto dei lavori di quella Commissione (4) non è stato mai oggetto di discussione, né in sede parlamentare, né in altre sedi qualificate a darne un giudizio tecnico: sicché può sembrare anche strano che, nel mare di incertezza e di indefinitezza in cui si navigava ancora per la mancanza della legge fondamentale sulla tutela e la valorizzazione dei beni culturali (di cui esisteva soltanto quel « testo preliminare di progetto »), si procedesse alla costituzione

(4) Pubblicato in: « Rivista trimestrale di diritto pubblico », 1970, p. 905-53.

di una nuova Commissione ministeriale (luglio 1970), quella che fu poi chiamata « Papaldo II » perché presieduta dallo stesso dr. Antonino Papaldo, per il riassetto delle strutture amministrative nel settore dei beni culturali e per la formazione del regolamento di esecuzione del disegno di legge sulla tutela dei beni stessi.

Ma così si è: e questa volta l'AIB fu invitata ufficialmente a designare un suo rappresentante in seno alla Commissione. La scelta cadde sulla dr. Gina Risoldi, che aveva già fatto parte delle precedenti commissioni incaricate dello studio del problema e che presiedeva quella permanente per i problemi delle biblioteche statali, particolarmente interessata all'attuazione delle nuove strutture per l'amministrazione dei beni culturali. Dall'aprile 1971, epoca della prima convocazione della Commissione Papaldo II, al dicembre dello stesso anno in cui fu decretata, con un « nulla di fatto », la chiusura dei lavori, l'AIB concorse a questi con la presentazione di tre successivi documenti — quelli che seguono — frutto di intensa attività del Consiglio direttivo, della dr. Risoldi e di una nuova Commissione che, ad affiancarla, era stata nominata dopo il XXI Congresso (Perugia, maggio 1971).

DOCUMENTO I

(Presentato alla Commissione Papaldo II nell'aprile 1971 [5])

L'Associazione Italiana Biblioteche ha consegnato recentemente al signor Ministro della Pubblica Istruzione un documento contenente le « Osservazioni dei bibliotecari italiani a proposito del progetto di riforma amministrativa del servizio bibliotecario nell'ambito della riforma generale del Ministero della Pubblica Istruzione ».

Tale documento è stato elaborato — come si desume dall'intitolazione stessa di esso — in funzione e in vista della progettata ristrutturazione del Ministero della Pubblica Istruzione, delegata dal Parlamento al Governo con la Legge 28 ottobre 1970 n. 775, al pari degli altri Ministeri.

Nelle più ampie prospettive, ora, dello studio da parte di un'apposita Commissione presieduta dal prof. Antonino Papaldo, « delle nuove strutture

(5) Questo documento, con poche varianti nel preambolo, fu presentato al Ministro Misasi il 22 marzo 1971 relativamente alla ristrutturazione del Ministero della Pubblica Istruzione, che in quel momento sembrava dovesse essere operata in tutta fretta ed in anticipo rispetto ai tempi previsti dalla Legge 28 ottobre 1970, n. 775.

degli organi che dovranno fare applicazione delle norme predisposte» dal disegno di legge sulla « Tutela e valorizzazione dei beni culturali », la validità di quel documento dell'Associazione resta circoscritta alla deteiorazione delle ipotesi avanzate dalla Commissione Papaldo.

A quella, cioè, che le « nuove strutture » debbano restare nell'ambito del Ministero della Pubblica Istruzione — così, come del resto è previsto nel progetto di ristrutturazione del Ministero stesso — venendo a formare, insieme con le Belle Arti, una Direzione generale dei beni culturali: ipotesi che viene considerata deteiorata dall'Associazione in quanto il suo concretarsi rappresenterebbe una ulteriore, e forse definitiva, frustrazione delle aspettative create negli operatori del settore dei beni culturali, sia dagli studi della Commissione Franceschini, sia dalla traduzione di essi in schema di disegno di legge da parte della prima Commissione Papaldo.

Tra le altre due ipotesi, l'Associazione italiana biblioteche concorda nella perplessità dimostrata in altri settori circa la costituzione di un'Azienda autonoma dei beni culturali, e propende, piuttosto, per una soluzione intermedia, che potrebbe essere rappresentata dalla creazione di un Ministero atipico, sulla falsariga di quello, ad esempio, dei trasporti.

Un Ministero di questo genere, infatti, senza esporci ai pericoli che possono sospettarsi in un'Azienda autonoma, potrebbe consentire, proprio per i suoi caratteri di atipicità, da correlazionare naturalmente alle materie di competenza:

- 1) speciali norme di amministrazione e contabilità, sganciate da quelle vigenti per le normali amministrazioni statali, e più consentanee alla gestione di istituti e servizi di ricerca, di studio, di conservazione e diffusione della cultura;
- 2) autonomia amministrativa per determinati istituti e servizi di preminente interesse nazionale e centrale;
- 3) atipicità dei ruoli, delle carriere e delle retribuzioni del personale addetto agli istituti e ai servizi, che non può continuare a confondersi col personale amministrativo e per il quale è stato già elaborato un disegno di legge prevedente la creazione di un elenco degli abilitati alla professione.

Il bibliotecario svolge lavoro di cultura e tecnico insieme, per il quale è necessaria una preparazione specifica, come dimostrano gli stessi attuali programmi d'esame per l'accesso alla carriera: personale che non è possibile retribuire, perciò, nella stessa misura del personale amministrativo se non si vuole sempre di più accettare, a danno degli istituti e dei servizi, il depauperamento qualitativo degli operatori del settore e se si vuol far fronte all'esigenza sempre più sentita di una certa percentuale di personale con qualificazioni scientifiche e tecniche specifiche (laureati in materie scientifiche per i lavori di classificazione, soggettazione, indicizzazione, ecc.; programmatori e tecnici dell'automazione, ecc.);

- 4) assegnazione in prevalenza a personale tecnico (bibliotecario) della direzione e dei servizi delle nuove strutture centrali che dovranno curare l'applicazione delle norme per la tutela e la valorizzazione dei beni culturali.

Per quanto riguarda la ripartizione dei servizi relativi alle biblioteche nell'ambito di un Ministero atipico per i beni culturali, che dovrà accogliere anche i settori Archivi e Belle Arti — dando per scontato che ciascuno dei tre settori avrà una sua distinta individualità — resta valida la ripartizione delineata nell'allegato I del Documento già presentato al signor Ministro della Pubblica Istruzione, al quale sono state apportate, per maggior chiarimento, soltanto poche aggiunte. Anche l'allegato II a quel documento, nel quale sono spiegate le ragioni delle proposte dell'Associazione, viene unito al presente testo, con qualche breve aggiunta.

Allegato I

PROPOSTE PER LA RISTRUTTURAZIONE DELL'UNITA' OPERATIVA PER I SERVIZI BIBLIOTECARI

1) *Divisione del programma*

Politica generale dei servizi bibliotecari. Rapporti, ai fini generali dei servizi, con istituti bibliotecari non dipendenti dalla Direzione generale (Regioni, Università, Scuole, Ministeri, Istituti scientifici ecc.). Elaborazione di programmi di ricerca e di sviluppo di interesse nazionale.

2) *Divisione del personale*

Formazione ed aggiornamento dei bibliotecari italiani. Elenco degli abilitati alla professione. Assegnazione del personale tecnico per la direzione ed il funzionamento di tutte le biblioteche e dei servizi bibliografici di interesse nazionale dipendenti dallo Stato anche se non appartenenti patrimonialmente alla Direzione generale (Università, Ministeri, Istituti superiori ecc.). Borse di studio. Scambi di personale con l'estero. Congressi e convegni.

3) *Divisione delle strutture*

- a) Servizi bibliotecari e bibliografici centrali d'interesse nazionale gestiti direttamente dallo Stato e in cooperazione con istituzioni culturali, scientifiche, amministrative e scolastiche (biblioteche statali, universitarie, scolastiche, amministrative, di istituti scientifici ecc.; bibliografie e repertori bibliografici nazionali, generali e speciali; Catalogo unico e cataloghi collettivi; servizi informazione e documentazione).

Per pochi istituti o servizi di maggiore importanza (Biblioteche nazionali centrali di Firenze e di Roma, Istituto di patologia del libro, Centro del

restauro di Firenze, Centro nazionale per il Catalogo unico) potrebbe essere prevista un'autonomia amministrativa, ferma restando la dipendenza, agli effetti del coordinamento e della direzione, dall'unità operativa per i servizi bibliotecari;

- b) Servizi delle biblioteche pubbliche svolti dagli Enti locali (Comuni e Province) e da Enti culturali vari, in collegamento e collaborazione con le Regioni, per l'attuazione dei programmi di sviluppo nazionale e regionali;
- c) Soprintendenza alla tutela del patrimonio librario.
Organi periferici, dipendenti da questa divisione, dovrebbero restare le Soprintendenze bibliografiche regionali o comprensoriali, adeguatamente potenziate di personale qualificato e di mezzi e suddivise in due distinti settori: l'uno per la vigilanza e il coordinamento su tutte le biblioteche statali non dipendenti, quanto a gestione, dall'Unità operativa per i servizi bibliotecari (biblioteche universitarie, scolastiche, dei Ministeri, di Istituti ecc.), nonché per i rapporti con le Regioni ai fini della programmazione generale di tutti i servizi bibliotecari e del coordinamento del servizio di pubblica lettura; l'altro per la conservazione e la tutela dei beni librari.

4) *Divisione dei servizi tecnici*

- a) Teoria e ricerca di tecniche biblioteconomiche relative alla costruzione, all'ordinamento e al funzionamento di ogni tipo di biblioteca;
- b) Applicazione delle tecniche biblioteconomiche relative alla costruzione, all'ordinamento e al funzionamento delle biblioteche di ogni tipo;
- c) Studi e tecniche per la conservazione e il restauro del materiale librario.

5) *Divisione delle pubblicazioni e pubbliche relazioni*

Edizioni scientifiche e tecniche. Rapporti con istituzioni italiane e straniere, con la stampa ed altri mezzi di comunicazione per la pubblicizzazione dei problemi e dei programmi di sviluppo in atto relativi alla politica delle biblioteche.

6) *Divisione dell'amministrazione*

Ufficio legislativo. Operazioni attinenti ai capitoli di bilancio amministrati dalla Direzione generale. Controllo amministrativo delle Divisioni e dei servizi tecnici. Ufficio contabilità. Archivio della Direzione generale.

7) *Consiglio Superiore*

Consiglio superiore delle biblioteche composto dalle seguenti rappresentanze di biblioteche statali e di enti pubblici, elette democraticamente

secondo regolamento: 3 direttori di biblioteche di studio e ricerca; 3 direttori di biblioteche pubbliche; 3 soprintendenti ai beni librari. Il Consiglio superiore avrà facoltà di riunirsi in modo plenario per i problemi di carattere generale e separatamente per settori per i rispettivi problemi.

Allegato II

NOTE ILLUSTRATIVE SULLA NECESSITA' DI UNA POLITICA PER LE BIBLIOTECHE ITALIANE

1) *Biblioteche pubbliche*

Il servizio di pubblica lettura (biblioteche pubbliche) non può concepirsi avulso, come servizio a sé stante, dal sistema bibliotecario del Paese, per le seguenti ragioni:

- a) se è vero che con tale servizio si vuole, soprattutto, favorire l'evoluzione culturale di tutti i cittadini e se, perciò, esso è uno degli strumenti dell'azione per l'educazione permanente, tuttavia non si può assolutamente accettare ancora l'idea di una sottocultura (già definita con l'attributo di « popolare ») e di una cultura superiore tra loro nettamente indipendenti. Bisogna inoltre pensare a quella fascia di cittadini che ha raggiunto gradi di istruzione media, ma che tuttavia ha sempre bisogno di aggiornarsi e di informarsi. Quindi l'azione della biblioteca pubblica e di quelle di ricerca e di studio devono vicendevolmente integrarsi in una stretta cooperazione, che non potrebbe essere assicurata se non attraverso un unico centro direzionale tecnico per entrambi i settori;
- b) la lettura non è il solo strumento di azione per l'educazione permanente dei cittadini. Questa si attua, soprattutto, attraverso una continua creazione di stimoli, nella comunità, a restare a contatto o a riprendere il contatto con il mondo della cultura, intesa nel senso più ampio: mondo al quale non possono ritenersi estranei i Musei, le Gallerie, i Monumenti in genere, le Biblioteche di conservazione, di ricerca e di studio, gli Archivi, le Accademie e le Università stesse, sia per i cimeli di storia e d'arte che tutti questi istituti conservano e valorizzano, sia per la ricerca scientifica che essi promuovono, stimolano, alimentano;
- c) seppure si afferma in questo documento che il servizio di pubblica lettura deve essere compito prevalentemente degli Enti locali (Regioni, Province, Comuni), tuttavia nell'attuale situazione del Paese sono molte, per non dire quasi tutte, le biblioteche di Stato — affidate nel progetto alla Direzione dei beni culturali — che svolgono funzioni anche di pubblica lettura. Sicché non si vede come tali biblioteche potrebbero andare a dipendere, per quanto riguarda questa parte della loro azione, da una Direzione diversa, e cioè da quella dell'educazione permanente.
- d) l'altissimo numero di comunità minime presenti nel nostro Paese non consente l'affermazione di un efficiente servizio di pubblica lettura che non

sia concepito in una struttura di sistemi comprensoriali, risultando accertata l'impossibilità, per evidenti ragioni economiche, di far vivere e prosperare in modo autonomo una biblioteca (che possa dirsi veramente tale) in comunità inferiori ai 10.000 abitanti. Alla organizzazione e al funzionamento dei sistemi comprensoriali concorrono biblioteche di gestione diversa (Stato, Regioni, Province, Comuni, Enti vari), ma è assolutamente necessario che da una fonte unica promanino le direttive, i criteri organizzativi, la programmazione, le metodologie e le tecniche; fonte unica che non può essere diversa da quella cui è attribuita la competenza nei riguardi dell'intero sistema bibliotecario del Paese;

- e) lo Stato concorre, e continuerà a concorrere per un tempo che è da prevedere ancora lungo, alle spese per la gestione del servizio di lettura, non solo direttamente con le sue stesse biblioteche, ma anche con l'erogazione dei contributi ordinari e di stanziamenti straordinari nell'ambito della programmazione economica nazionale. Ben lungi dal pensare ad un centralismo gestionale anacronistico e antifunzionale in tempi maturi per un decentramento democratico del potere, è nella realtà delle cose sottolineare che è necessario che i fondi erogati, a qualsiasi titolo, ai fini della promozione, dell'istituzione e del funzionamento del sistema bibliotecario italiano, siano controllati da un'unica unità funzionale tecnico-amministrativa. Ciò allo scopo di evitare dispersione di tali fondi in iniziative diverse, inadatte e incapaci di raggiungere i fini prefissi perché avulse dalla giusta sfera di competenze, come è avvenuto fino ad oggi. Ci si vuole qui riferire in particolare ai Centri di lettura (oggi Centri sociali) gestiti dalla Direzione generale dell'educazione popolare, ai Centri dei servizi culturali gestiti dal Formez con finanziamenti della Cassa del Mezzogiorno, all'Ente nazionale per le biblioteche popolari e scolastiche ecc.

Non sarà difficile riassorbire sotto una Direzione unitaria, nei sistemi bibliotecari istituiti o da istituire e per quanto riguarda la loro funzione bibliotecaria, quei centri di cultura che sono incapaci di essere biblioteche vere e proprie e che acquisteranno efficienza solo se inseriti nel contesto dei sistemi stessi.

D'altro canto anche gran parte delle stesse biblioteche degli Enti locali, in particolare quelle di capoluoghi di provincia, svolgono compiti, nello stesso tempo, di conservazione, di studio e di biblioteca centrale dei sistemi di pubblica lettura e quindi, dal punto di vista tecnico, si troverebbero di fronte a tre possibili impostazioni diverse con risultati facilmente ipotizzabili e non sempre eliminabili nell'ambito della direzione delle singole biblioteche.

In sostanza, alla Direzione generale dei beni culturali dovrà competere la gestione dei fondi erogati dallo Stato per la promozione, l'organizzazione e il coordinamento delle *biblioteche del servizio di lettura o pubbliche*; mentre alla Direzione generale dell'educazione permanente competerà sia la programmazione dell'azione culturale da svolgere, sia la prepa-

razione e l'assegnazione del personale adatto a svolgere quell'azione (animatori culturali) presso Centri che troveranno nelle biblioteche e nelle altre strutture culturali spunti e materiale ausiliario al loro lavoro.

L'inserimento nella Direzione generale dei beni culturali di un servizio di pubblica lettura, concepito non più nell'angusta visione di un pullulare di piccoli, asfittici nuclei librari, indipendenti e isolati, ma nel contesto di strutture comprensoriali, collegate fra loro stesse e con il sistema bibliotecario nazionale, non potrà sembrare un controsenso: quel servizio, infatti, essendo parte integrante di questo sistema, ben rientra nel concetto di bene culturale sia come patrimonio librario, sia come azione di cultura.

Del resto ciò è già riconosciuto al Capo I del Titolo III dello schema del disegno di legge «Tutela e valorizzazione dei beni culturali». Al secondo comma dell'art. 87 vi si legge infatti tra l'altro «Le Regioni regolano l'organizzazione e il funzionamento dei musei e delle biblioteche degli enti locali... ai fini... di concorrere a costituire un sistema bibliotecario nazionale, unitario e articolato, che assicuri a tutti i cittadini un idoneo servizio di lettura, di informazione e di prestito, e di promuovere lo sviluppo e la diffusione della cultura e dell'educazione civica e la ricerca scientifica».

2) *Biblioteche universitarie*

Poche Università sono dotate di una propria biblioteca generale; la maggior parte di esse è servita, invece, da una biblioteca statale, che oggi dipende dalla Direzione generale delle accademie e biblioteche e domani dipenderà da quella dei beni culturali. Questa situazione ha comportato e comporterà, nella maggior parte dei casi, per la diversità di dipendenza amministrativa e gestionale della biblioteca generale rispetto alle biblioteche periferiche (di facoltà e di istituti), l'assoluta mancanza di qualsiasi forma di cooperazione e coordinamento tra l'una e le altre. Queste ultime, poi, numerosissime, si sono venute formando e sviluppando in modo autonomo e caotico, prive di personale specializzato, con organizzazioni, strumentazioni e servizi a livello artigianale, del tutto inadeguati agli scopi istituzionali. Sicché il patrimonio librario di cui ciascuna Università è complessivamente ricca non viene pubblicizzato e utilizzato se non in minima parte e attraverso difficoltà e disagio acuti: e ciò con enorme e irrazionale dispendio di pubblico denaro.

2/1 *Biblioteche scolastiche*

Un discorso simile può farsi nei riguardi delle biblioteche scolastiche, con riferimento specialmente a quelle della Scuola media superiore. L'inusitato e sproporzionato sviluppo che gran parte di esse è andata assumendo durante un secolo circa di vita amministrativa italiana è dovuto, probabilmente, all'assoluta mancanza di un adeguato servizio di biblioteche pubbliche, e di conseguenza di biblioteche o sezioni speciali per ragazzi.

Molte volte l'Associazione ha discusso sul problema delle biblioteche

scolastiche, che finiscono per rappresentare un infruttuoso impiego di pubblico denaro in quanto non sono generalmente utilizzate né dai docenti né dai discenti. La Scuola media, quando non si tratti di istituti ad accentuata specializzazione, non può non essere aperta all'interesse verso tutti i rami dello scibile, sicché una biblioteca capace di rappresentare compiutamente, e in continuo aggiornamento, queste esigenze, viene ad assumere dimensioni tali attraverso il tempo da risultare sproporzionata rispetto alla quantità dell'utenza, e da imporre altresì problemi di finanziamento, di sede, di attrezzature, di servizi, di personale qualificato, difficilmente risolvibili nell'ambito di ogni singola scuola.

2/2 Biblioteche dei Ministeri

Una categoria di biblioteche, la cui importanza non può sfuggire per l'apporto che esse rappresentano ai fini della ricerca e della documentazione specializzata, è quella dei Ministeri. La situazione attuale di esse è ben nota e, salvo pochissime eccezioni, può essere senz'altro definita assolutamente inadeguata: povere di dotazione, anguste nei locali, scadenti quanto ad attrezzature, a strumenti di valorizzazione e di ricerca, sono quasi sempre affidate a personale amministrativo intercambiabile, sfornito di una qualsiasi specifica preparazione.

Ai difetti che qui si sono messi in rilievo riguardo alle biblioteche universitarie, scolastiche e ministeriali (altre se ne potrebbero aggiungere come quelle di Accademie e Istituti scientifici), non sarà mai possibile ovviare adeguatamente fino a quando la competenza, non gestionale, ma in fatto di promozione, coordinamento, metodologie e tecniche, personale, non sarà riunita in quel centro direzionale che, presso il Ministero dei beni culturali, dovrà stabilire le linee direttrici per tutti i servizi bibliotecari e bibliografici del Paese.

DOCUMENTO II

(Presentato alla Commissione Papaldo II il 5 ottobre 1971)

L'Associazione Italiana Biblioteche esprime le proprie preoccupazioni perché, dall'inizio dei lavori della Commissione Papaldo II ad oggi, il discorso intorno ai beni culturali si è andato, anziché chiarendo, estremamente complicando, soprattutto per le discordanze e per la confusione in cui si vanno evolvendo gli atteggiamenti dei pubblici poteri nella ricerca di stabilire una ripartizione di competenze di vario genere tra gli organi centrali e periferici dello Stato: amministrazioni centrali e amministrazioni regionali.

Questa affermazione è ampiamente dimostrata da vari documenti che, a fiume, si vanno producendo in sede regionale e nazionale: sia dalle pub-

bliche autorità, sia dalle associazioni, sia dai sindacati ecc. Tutta la letteratura regionale in materia di musei e biblioteche (che dei beni culturali sono i depositari e i valorizzatori, in una con gli archivi) mostra la tendenza alle più espansive e dilatate interpretazioni dell'art. 117 della Costituzione; e a questa tendenza sembra affiancarsi l'ordine del giorno del Senato del 18 dicembre 1970 relativo ai criteri di attuazione dell'ordinamento regionale, che ripetutamente si rifà all'art. 17 della Legge 16 maggio 1970, n. 281. D'altro canto il «Decreto delegato per l'assistenza scolastica, i musei, e le biblioteche», così reticente, manchevole, impreciso, sembra nascondere la volontà di cedere le minori competenze possibili da parte delle autorità centrali dello Stato al governo delle Regioni. Lo scontento di queste, nel rigettare ovunque quel decreto, è esploso in un coro di denigrazione assoluta, non sempre giustificata e obiettiva, del dirigismo fin qui esercitato in materia dagli organi centrali dello Stato, con il palese e dichiarato proposito di sostituire in toto a tale dirigismo quello della Regione. Gli stessi lavori della Commissione Papaldo II, che riguardano direttamente la materia oggetto della contesa, procedono sulla scia del tradizionale affidamento agli organi centrali dello Stato di ogni competenza direttiva in materia, senza mostrare di voler tenere conto della contesa stessa e della realtà regionale.

In questa situazione all'Associazione Italiana Biblioteche sembra necessario che i lavori della Commissione debbano considerare, o riconsiderare, alcuni aspetti di fondo del problema, in modo da offrire al Parlamento un documento che recepisca le varie istanze sopra accennate e le componga in un piano organico sfruttante al massimo le positive caratteristiche delle parti ora in contrasto.

1. «Bene culturale», secondo il concetto e la definizione formulati dalla Commissione Franceschini, è un bene che «produce civiltà»: un bene, quindi, che non è solo da conservare e tutelare inerte (altrimenti non è più «culturale»), ma che bisogna altresì valorizzare e organizzare perché produca civiltà. Questo concetto è del resto confermato nell'ultimo comma dell'art. 1 dello Schema di disegno di legge «Tutela e valorizzazione dei beni culturali», predisposto dalla I Commissione Papaldo, il quale dice: «I beni culturali sono sottoposti al regime stabilito da questa legge per quanto concerne la conoscenza, la documentazione, la catalogazione, la salvaguardia, il restauro, l'appartenenza, la circolazione, il godimento e la funzione educativa». Orbene, i centri operativi in materia di conservazione e valorizzazione dei beni culturali sono tutti gli archivi, tutte le biblioteche, tutti i musei: indipendentemente dall'ente di appartenenza. Ecco perché sembra inconcepibile distinguere, o addirittura suddividere tra competenze diverse, un'identica azione di conservazione e di tutela da quella di valorizzazione, a seconda dell'ente di appartenenza, come si sta correndo il rischio che avvenga se la contesa in atto tra i poteri centrali e periferici dello Stato finirà per comporsi — come è facile che si verifichi — con soluzioni di compromesso.

2. Dallo stesso enunciato concetto di «bene culturale» proviene che ad esso non si possa attribuire un interesse locale: un interesse comunale, provinciale, regionale o nazionale, che possa suggerire un diritto esclusivo direzionale in materia. Il «bene culturale» ha un interesse universale. C'è, invece — ma è un discorso diverso e da farsi — un dovere locale (comunale, provinciale, regionale e nazionale) di conservare, di tutelare, e di valorizzare questo «bene culturale». La Costituzione, infatti, all'art. 9 (come negli altri che trattano in qualsiasi modo dell'evoluzione sociale e culturale dei cittadini) dice: «La Repubblica promuove lo sviluppo della cultura e la ricerca scientifica e tecnica. Tutela il paesaggio e il patrimonio storico e artistico della Nazione». Quando si dice Repubblica si dice lo Stato, di cui sono componenti operative, ai fini dell'ordinamento del Paese, sia le autorità centrali, sia le autorità periferiche. E' a tutte queste autorità, quindi, che spetta il dovere di promuovere lo sviluppo della cultura e della ricerca scientifica e tecnica ecc.: in armonia e non in competizione o in contrasto. Naturalmente con certi interessi prevalenti. Ma questi interessi non possono e non devono assolutamente essere quelli di conquistare o mantenere il completo dirigismo in materia. Sembra giusto considerare in sede regionale l'interesse di realizzare, attraverso tutte le forze operanti nel settore, le condizioni di efficienza degli istituti e dei servizi esistenti nella Regione indipendentemente dalla loro appartenenza, in sede nazionale considerare invece l'interesse che tali condizioni siano realizzate uniformemente ovunque nel Paese, senza squilibri da zona a zona. Talché sembra all'Associazione Italiana Biblioteche che l'art. 117 della Costituzione possa anche essere interpretato nel senso che le competenze ivi previste siano attribuite alle Regioni come un dovere-diritto di assicurare, legiferando sulle biblioteche e sui musei degli Enti locali (in parità di posizione rispetto alle autorità centrali le quali legiferano in materia di musei e biblioteche governativi), l'efficienza di quegli istituti e servizi che hanno il compito di conservare, tutelare e valorizzare i «beni culturali».

3. Ma un altro aspetto importante del problema bisogna considerare per approfondire il discorso. I «beni culturali» sono nelle mani delle più diverse persone giuridiche o fisiche, le quali hanno l'incontestabile diritto di gestirli, di amministrarli: sembra, perciò, all'Associazione Italiana Biblioteche che una distinzione, una spartizione — negata decisamente tra conservazione e tutela da una parte e valorizzazione dall'altra — debba, invece, essere stabilita, — e con ben chiare definizioni — tra gestione (o amministrazione o esecuzione) e direzione. La prima funzione deve essere lasciata ai detentori dei beni culturali, la seconda, invece, dovrebbe essere svolta in altra sede, unitariamente per tutti gli istituti e servizi di diversa appartenenza e gestione, in modo che sia ovunque garantita unitarietà e uniformità di efficienza degli istituti e dei servizi stessi.

Questa riapertura di questioni di fondo in seno alla Commissione Pappalardo, da parte dell'Associazione Italiana Biblioteche, può apparire intem-

pestiva, tardiva. Ma in realtà, mentre da una parte con il presente intervento si vuol porre l'accento su alcuni aspetti del problema fino ad ora sostanzialmente ignorati e che comunque non sembrano essere stati affrontati e approfonditi sufficientemente dalla Commissione Papaldo II, specie con riferimento a quanto previsto dagli articoli 87-89 dello Schema di disegno di legge «Tutela e valorizzazione dei beni culturali»; dall'altra gli spunti alle considerazioni che si sono andate facendo sono offerti dal Progetto presentato dai responsabili del settore Archivi, progetto sul quale verte attualmente l'esame e la discussione della Commissione Papaldo stessa (6).

E' sembrato all'Associazione, ad un'attenta lettura, che quel Progetto cogliesse proprio nel segno, proponendo strutture attraverso le quali si realizzi una netta distinzione tra funzione gestionale (o amministrativa, o esecutiva) e funzione direzionale. Quest'ultima (comprendente la programmazione delle attività, la definizione dei bilanci per il finanziamento di esse, la formazione, la nomina, la direzione del personale, la politica in genere ecc.) dovrebbe svolgersi in una sede composita, in una sede, cioè, nella quale convergano rappresentativamente tutte le componenti operative del settore — politiche, amministrative, scientifiche — a diversi livelli: Consigli di istituto, Consigli regionali e nazionale di settore, Consigli regionali e nazionale dei beni culturali.

Se quel Progetto apparisse chiaramente rivolto a disciplinare totalmente l'intero settore degli istituti e servizi, di qualsiasi appartenenza e gestione (governativi, regionali, comunali, provinciali ecc.) preposti alla conservazione, tutela e valorizzazione dei beni culturali, all'Associazione Italiana Biblioteche non resterebbe che affiancarsi agli archivisti e sottoscrivere il loro progetto (pur con le modifiche e le integrazioni suggerite da particolari esigenze del settore biblioteche), poiché quel progetto ha recepito sostanzialmente tutti i principi già enunciati dall'Associazione, come fondamentali per il settore di competenza, nel primo documento presentato alla Commissione Papaldo. Ma molti elementi del Progetto — come, ad es., la composizione e le competenze dei Consigli regionali e nazionale di settore, dei Consigli regionali e nazionale dei beni culturali — fanno dubitare che esso sia concepito soltanto per la disciplina diretta degli istituti e servizi governativi e che su quelli non governativi in genere si tenda a mantenere funzioni e competenze di tutela e vigilanza, cosa che — proprio sulla base del dettato costituzionale — non può essere ammesso che avvenga, in misura esclusiva o preminente, da parte delle autorità centrali dello Stato.

Perciò, riconosciuto che lo schema di strutture proposto nel Progetto ben si presterebbe, se opportunamente modificato e integrato in alcune parti, a dare alla materia una sistemazione assai più valida di quella che c'è da aspettarsi dalle conclusioni della competizione in atto tra autorità centrali e regionali (conclusioni che potrebbero, addirittura,

(6) Il progetto consta di 65 p.

portare ad una deprecabile duplicazione di competenze, di istituti e di servizi), l'Associazione Italiana Biblioteche suggerisce un approfondimento dell'esame del Progetto alla luce delle più ampie prospettive citate, alle quali esso potrebbe essere facilmente adattato.

A ciò infatti potrebbe bastare, sostanzialmente, modificare la composizione e le competenze dei Consigli previsti ai vari livelli, i quali dovrebbero essere costituiti da rappresentanze, elette o nominate sulla base di un'assoluta pariteticità, tra elementi governativi e non governativi: ad es., se si prevedono nel Consiglio nazionale di settore 10 funzionari scientifici governativi, altrettanti devono essere quelli degli istituti non governativi in genere, regionali e di Enti locali; se si attribuisce di diritto al Ministro dei beni culturali la presidenza del Consiglio nazionale dei beni culturali, si deve parimenti attribuire di diritto la presidenza del Consiglio regionale di settore e del Consiglio regionale dei beni culturali all'Assessore regionale competente in materia.

Su questa linea potrebbe anche concludersi il conflitto in atto tra Amministrazioni centrali e Regioni rispettando le singole competenze in un'armonica e democratica struttura.

DOCUMENTO III

(Presentato alla Commissione Papaldo II nel dicembre 1971)

L'Associazione Italiana Biblioteche, dopo aver attentamente esaminato il testo relativo alla costituzione del nuovo Ministero dei beni culturali, avanza un'osservazione preliminare, che ribadisce quanto già espresso nel documento presentato a codesta Commissione in data 5 ottobre 1971.

Il complesso delle norme e, forse, la stessa costituzione del Ministero non possono essere ipotizzati al di fuori del Decreto delegato del Governo per il trasferimento alle Regioni delle funzioni esercitate finora dal Governo stesso in materia di beni culturali: decreto di imminente pubblicazione e nel quale non potrà non essere recepito, dopo le osservazioni di rigetto da parte delle Regioni, il parere dell'apposito Comitato interparlamentare, che sembra abbia accolto quasi integralmente quelle osservazioni, per quanto riguarda in particolare le norme della tutela e il trasferimento alle Regioni delle Soprintendenze e delle loro competenze.

Per questa ragione sembra inutile la stesura di un testo tanto dettagliato, e, nello stesso tempo, manchevole dell'unico particolare che, a parere dell'Associazione Italiana Biblioteche, dovrebbe essere ben delineato, e precisamente l'articolazione del testo, pur dopo una premessa di carattere generale, nei vari settori gestionali delle materie previste (Archivi, Belle Arti, Biblioteche). Comunque dovendosi, nell'ambito della ristrutturazione in atto del Ministero della Pubblica Istruzione, istituire

con tempestività un Ministero dei beni culturali che sgravi di questi compiti il predetto Ministero della P.I., sembrerebbe — in attesa del citato Decreto delegato e, magari, di una Legge quadro — più utile trasferire in via transitoria, in blocco, dal Ministero dell'Interno la Direzione generale degli Archivi, e dal Ministero della Pubblica Istruzione le Direzioni generali delle Belle Arti e delle Biblioteche, con i loro compiti e le loro competenze attuali, in un nuovo Ministero, della cui struttura si dovrebbe naturalmente iniziare di nuovo, contemporaneamente, lo studio.

Ciò premesso e volutamente ignorando l'osservazione di fondo, tuttavia questa Associazione di fronte al complesso testo proposto esprime le proprie più vive perplessità, perché rileva in esso l'assoluta assenza di una chiara linea politica e amministrativa, ma piuttosto un coacervo di tendenze opposte, con risultanze da una parte falsamente avanzate e, dall'altra, anacronisticamente conservatrici: testo pertanto riflettente i più vari e scatenati umori, e non emendabile, ma semplicemente informativo di tendenze da coagulare intorno ad una chiara linea politica e amministrativa ancora non espressa.

Pur sembrando piuttosto vana — in un contesto così giudicato dall'Associazione Italiana Biblioteche — la proposta di emendamenti, quelli che essa propone sono allegati (7).

Dal dicembre 1971 nessun successivo sviluppo ebbe la questione, da parte dei poteri centrali dello Stato, fino alla costituzione dell'attuale Governo, che ha dato vita ad un nuovo Ministero (senza portafoglio) per i beni culturali. Durante questo periodo l'iniziativa di continuare a cercare una soluzione al problema, fattosi ormai annoso, fu assunta dall'Assessorato all'istruzione e cultura della Regione toscana, che ha presentato al Paese una « Proposta per la riforma dell'Amministrazione dei beni culturali » (8). Su questa il Consiglio direttivo, sentite le Sezioni regionali (9), ha espresso il proprio parere nel documento che segue, presentato alla Regione toscana il 13 luglio c.a.

(7) Il progetto definitivo della Commissione Papaldo II consta di 34 p., le Osservazioni ad esso di 3 p.

(8) Il progetto consta di 7 p.

(9) Vedi p. 117-20 di questo fascicolo.

DOCUMENTO IV

(Presentato all'Assessorato all'istruzione e cultura della Regione toscana il 13 luglio 1973)

L'AIB concorda nell'impostazione generale della Relazione alla Proposta di legge per la riforma dell'Amministrazione dei beni culturali e naturali, e, pertanto, nella creazione di un Ministero dei beni culturali.

Rilievo generale è che, per meglio raggiungere gli scopi della premessa, l'articolato andrebbe modificato secondo i seguenti principi fondamentali:

- a) l'articolazione in Sezioni (art. 2) dovrebbe essere definita nella Legge, poiché non sembra materia da Regolamento;
- b) detta articolazione in Sezioni, considerata indispensabile (Musei, Biblioteche, Archivi, ecc.), dovrebbe garantire — attraverso una più equilibrata presenza in ciascuna Sezione delle componenti politico-amministrative e degli esperti tecnico-scientifici del settore, bene se eletti dagli operatori di esso — la trattazione delle materie riguardanti il settore stesso, con il prevalente apporto, proprio perché si tratta di un organo consultivo, di dette componenti tecnico-scientifiche;
- c) la richiesta del parere della Consulta dovrebbe essere obbligatoria per tutti i punti previsti dall'art. 3; il parere dovrebbe essere vincolante per il punto e). Ma, accanto alla relazione che accompagna ogni provvedimento o legge, si dovrebbe sempre recare in allegato il parere integrale della Consulta;
- d) il Ministero (art. 5 e 6) dovrebbe essere un Ministero atipico, con disponibilità di bilancio (con portafoglio) e con un proprio personale stabile e qualificato nei vari settori di competenza (in prevalenza tecnico e solo in minima parte amministrativo);
- e) le tabelle A e B dovrebbero essere opportunamente integrate dopo un più approfondito esame degli Istituti e degli Enti attualmente operanti nel campo dei beni culturali.
Il Consiglio di Istituto dovrebbe essere composto da tre a quindici membri, in relazione alla consistenza dell'organico, eletti da tutto il personale in servizio. Il Direttore di Istituto dovrebbe essere nominato tra quelli compresi in una terna designata dalla Consulta;
- f) anche le Consulte regionali (art. 8) dovrebbero essere articolate in Sezioni con la stessa equilibrata presenza, per elezioni, prevista per la Consulta nazionale;
- g) il trasferimento alle Regioni dei compiti e delle funzioni in materia di biblioteche e di tutela del patrimonio (art. 9), già previsto dall'AIB nelle sue Proposte di politica bibliotecaria (Perugia - Maratea, 1971-72), dovrebbe avere attuazione con le cautele e con le limitazioni

già indicate in quelle proposte e dopo approfondito esame e studio delle condizioni dei singoli istituti ed in funzione di un organico sistema bibliotecario del nostro Paese.

Proprio a tal fine dovrebbero fare eccezione al trasferimento previsto all'art. 9, e secondo quanto già proposto dall'AIB, sia le Biblioteche centrali universitarie, statali o no, sia le Biblioteche di Facoltà o Istituto, la cui gestione dovrebbe essere affidata alle Università, pur restando le biblioteche, in quanto beni culturali, soggette alla disciplina della presente Proposta di Legge.

Quasi contemporanea all'istituzione del Ministero dei beni culturali è la presentazione, da parte della Regione toscana, di una seconda edizione della sua proposta (10) nella quale soltanto alcuni tra i suggerimenti forniti dall'AIB apparivano accolti. Su questi due nuovi fatti, ora, in occasione del XXIII Congresso, la nostra Associazione è chiamata a discutere e a pronunciarsi.

GIORGIO DE GREGORI

SOMMARIO — Una relazione di A. Vinay al XVII Congresso dell'AIB (1967) rappresenta il primo diretto intervento dell'Associazione nei progetti di ristrutturazione dell'Amministrazione dei beni culturali. Alla relazione che rifiutava, almeno per quanto riguarda le biblioteche, le soluzioni proposte dalla Commissione parlamentare Franceschini, faceva seguito la costituzione di una Commissione dell'AIB per lo studio del problema.

La Commissione si riuniva una sola volta (se ne riporta la relazione) e nessuno dei suoi membri poteva partecipare ai lavori della prima Commissione Papaldo (1968). L'AIB designò invece ufficialmente un suo rappresentante nella commissione ministeriale «Papaldo II» (1970-71), che purtroppo chiuse i lavori con un nulla di fatto. In questo contesto l'AIB presentò tre successivi documenti di note e proposte, i cui testi sono riportati.

Dal dicembre 1971 non si sono avuti nuovi sviluppi, fino alla costituzione in seno all'attuale Governo di un Ministero (senza portafoglio) per i beni culturali. Nel frattempo la Regione Toscana presentava al paese una «Proposta per la riforma dell'Amministrazione dei beni culturali» (1973), sulla quale l'AIB ha espresso il proprio parere in un documento, del quale si riporta il testo. Una seconda stesura della «Proposta» della Regione Toscana ha tenuto conto soltanto di alcuni dei suggerimenti formulati dall'AIB. Il XXIII Congresso dell'Associazione (ottobre 1973) è stato chiamato a esprimersi in merito.

(10) Il documento consta di 17 p.

Inaugurazione a Castro Pretorio

« Mercoledì 28 marzo p.v. alle ore 12, il Prof. Giulio Carlo Argan presenterà al Presidente del Consiglio dei Ministri On. Giulio Andreotti la scultura realizzata da Aldo Caron per la nuova sede della Biblioteca Nazionale di Roma. La cerimonia sarà onorata dalla presenza dell'On. Sandro Pertini, Presidente della Camera dei Deputati. La S. V. è invitata ad intervenire ».

Né il Direttore generale delle Accademie e Biblioteche dr. Lepore, da breve tempo in carica, né il Direttore della Biblioteca Nazionale dr. Cerulli ebbero l'invito: il loro disappunto sarebbe stato comprensibile anche se lo avessero ricevuto. Sollecitato dal Direttore della Biblioteca il Ministro in più di un anno non aveva trovato il tempo di visitare quegli immensi spazi pieni di problemi che costituiscono la nuova sede della Biblioteca romana; vi avrebbe messo piede la prima volta per ammirare un ninnolo, cioè per l'inaugurazione « extra » della prima delle diciassette opere d'arte, previste dagli architetti per abbellire i verdi patii e i vuoti geometrici: la maggior parte armonizzanti guizzi di forme scultoree.

Assenti il Direttore generale e il Direttore della Biblioteca; assente anche il Presidente del Consiglio: il Governo fu rappresentato dal Ministro delle finanze on. Valsecchi. Dimostrando un encomiabile senso di responsabilità il personale colse l'occasione per attirare l'attenzione delle autorità presenti *anche* sulla Biblioteca: ciò fece correttamente, pur se vivacemente, seguendo una prassi ormai diffusa, che non è né potrebb'essere in pubblici impiegati contestataria: un loro rappresentante prese la parola per esortare il Parlamento — dal quale in definitiva dipendono le decisioni di più ampia portata — a fare qualcosa per le biblioteche statali. Le carenze del Governo, le difficoltà e gl'intralci burocratici che ritardano il completamento della nuova Biblioteca, lo stato di grave precarietà in cui versano in generale gl'istituti bibliotecari, la congestione di quelli romani, in particolare dell'Alessandrina, furono oggetto di un lungo comunicato diramato alla stampa.

Per chi manifestarono gl'impiegati? Questa volta non per sé, cioè non per rivendicazioni sindacali, ma per la Biblioteca, per i suoi problemi paurosamente cresciuti proprio in conseguenza del fatto positivo della costruzione della nuova sede; manifestarono per gli studiosi, da anni in paziente attesa, e per la cultura italiana; manifestarono — anche se

può apparire contraddittorio — per venire in aiuto agli amministratori, i quali debbono anch'essi combattere dure battaglie per ottenere mezzi e provvidenze per queste cenerentole dell'organizzazione culturale italiana, cenerentola a sua volta rispetto allo sviluppo del paese. Chi lavora nelle e per le biblioteche non può disinteressarsi del loro inserimento attivo nel più ampio quadro della problematica culturale. Il dialogo con gli altri due rami affini dei beni culturali — Belle arti e archivi — iniziato oltre un quindicennio fa, si è sviluppato via via e sta portando a risultati concreti. Ma non basta: i problemi del settore specifico debbono essere individuati con rigore (1) e, nell'insieme di voci (non osiamo dire nel coro) dei molti postulanti e petulanti, affermati e divulgati alzando la propria.

La sparuta, modesta schiera degl'impiegati di una biblioteca statale, eredi di frustrazioni consumate in silenzio dalle passate generazioni, ha dimostrato dunque a Castro Pretorio, non diciamo di prendere coscienza, ma di rendersi responsabilmente partecipe di una situazione, che se li mortifica in quanto lavoratori, mortifica soprattutto la cultura italiana (2). Il Presidente della Camera rimase colpito, imbarazzato: promise il suo interessamento; l'artista Aldo Caron espresse la propria soddisfazione nel constatare come la cerimonia che lo riguardava avesse funzionato da «cinghia di trasmissione» tra il personale della Biblioteca, le autorità e l'opinione pubblica.

Consequente a tale manifestazione è l'inchiesta che il quotidiano «Momento-sera» dedicò alla Biblioteca romana in cinque puntate, apparse con forte rilievo tipografico dal 3-4 al 7-8 aprile. Non si lamenta mai abbastanza il disinteresse della stampa periodica per i problemi delle biblioteche, quasi non riguardassero potenzialmente la totalità dei cittadini che sanno leggere e scrivere: da quelle specializzate alle nazionali, alle universitarie, alle pubbliche-popolari, alle scolastiche: problemi in parte interconnessi. Il disinteresse è insieme, come suole accadere, causa ed effetto della insensibilità degli organi politici e amministrativi, nonché di gruppi, enti di ricerca, università, accademie e — perché no? — anche dell'Associazione Italiana Biblioteche: dobbiamo ancora imparare a servirci del quarto potere, la cui importanza si rivela soprattutto in un periodo estremamente delicato come l'attuale, che per più motivi potrebbe essere definito — nell'anno internazionale del libro — l'anno zero delle

(1) Una loro puntuale, anche se necessariamente sommaria, messa a fuoco limitatamente agli istituti statali è nell'intervento svolto il 28 aprile 1969 al Consiglio superiore delle Accademie e Biblioteche sulla relazione Accardo da E. CASAMASSIMA ed E. CERULLI, *Aspetti, strutture, strumenti del sistema bibliotecario italiano*, in «Accademie e Biblioteche d'Italia», XXXVII (1969), pp. 181-88.

(2) Merita di essere ricordata la prima dimostrazione di tale partecipazione, che i bibliotecari, insieme al personale dei musei, dettero i giorni 18 e 19 gennaio 1957. Cfr. V. CARINI DAINOTTI, *Uno sciopero*, in «Notizie A.I.B.», III (1957), pp. 1-13.

biblioteche italiane. Prioritario tra i suoi compiti l'AIB dovrà avvertire quello di stabilire contatti, oltreché con parlamentari e amministratori, con la stampa d'informazione nazionale e locale. Ancora per lungo tempo lo stato dei nostri istituti sarà tale da imporre all'Associazione professionale di considerarsi di fatto anche *per* le biblioteche, secondo la vecchia denominazione.

Nei giornali gl'interventi che le riguardano sono rari, incidentali, fuggevoli; ad es.: «se in Italia esistessero delle biblioteche decentemente organizzate...» (Montanelli); «Gli istituti di cultura, siano accademie, biblioteche, musei, circoli, laboratori e officine, tirano l'anima coi denti, vergogna e cruccio di chi vi lavora» (Grazzini); ai più sembra scontato, fatale, che le cose vadano così e utopistico cambiarle. Alorché raramente, di propria iniziativa e con le migliori intenzioni, tentano un approccio più serio, i giornalisti s'ingarbugliano in problemi tecnico-organizzativi di un mondo chiuso, esoterico, mentre dovrebbero essere accessibile e di pubblico dominio più degli stessi musei, affollati per la maggior parte da masse ciabattone e distratte. Le biblioteche italiane sono in perpetua attesa di un Cederna o di un Montanelli del problema di Venezia.

Tanto più lodevole appare l'iniziativa del quotidiano di Roma. Col titolo *Scandalo in Biblioteca* e il sottotitolo *Vilipendio alla cultura* in un articolo di fondo del numero del 3-4 aprile Salvatore D'Agata ha introdotto l'inchiesta, affidata a Maurizio Mengoni. La inagibilità, chissà per quanto tempo ancora, del gigantesco modernissimo complesso costato dieci miliardi viene esplicitamente addossata alla sordità della classe politica italiana, che «continua a mostrarsi più sensibile e disponibile per le lotte di potere e di corrente, che per i grandi problemi della cultura e dei suoi istituti». In un'intera pagina, con più fotografie di esterni e interni della nuova sede, sono stati dal Mengoni riassunti di essa la storia, le caratteristiche e il contrasto tra l'entità della spesa, la modernità di strutture e d'impianti e d'altra parte le gravi carenze, soprattutto di arredi, mezzi e personale necessari per farli funzionare: «la burocrazia pretende che un gruppo di bagnini sia in grado di condurre una portaerei in battaglia». Si accenna anche alla sospensione di spese necessarie per condurre a termine i piani studiati con competenza e avviati con coraggio dallo scarso personale.

Nel numero del 4-5 aprile l'articolo introduttivo del Mengoni sottolinea i costi finanziari e sociali che «questa operazione di sabotaggio della cultura presenta ogni giorno all'incasso»: sospensione, parziale dal 1967 e poi totale, del servizio pubblico, in particolare verso gli studenti («paradossalmente, ma fino a un certo punto, la situazione è più sentita in provincia a causa della proliferazione di piccole università sfornite di libri»); impossibilità, per mancanza di denaro, di servirsi di mezzi automatici e rapidi di ricerca e distribuzione dei libri, già previsti e sperimentati. Le risposte dei dieci intervistati vengono così riassunte: Moravia:

«Lo Stato non ha mai fatto nulla»; Cirino: «E' una cosa all'italiana»; Franca Valeri: «Una rovina continua»; De Seta: «Siamo sudditi, non cittadini»; Ripellino: «Caso unico in Europa»; Filiassi Carcano: «Per consultare un libro vado a Parigi»; Carlo Levi: «Un esempio di come le cose non vanno fatte»; Prini: «Un fatto avveniristico»; Cottafavi: «Diamola in appalto ai privati»; Andreina Pagnani: «E' ora che qualcuno se ne interessi sul serio»; Alberto Bevilacqua: «Nessuna sorpresa».

A essere sinceri, non possiamo tacere una strana impressione: giudizi estemporanei e drastici vengono espressi da scrittori, critici, professori, giornalisti, registi, attrici, cantanti, forse per la prima volta, solo perché un intervistatore si reca a interrogarli mettendo davanti alle loro labbra un microfono. Quanti di essi avranno «sentito» il problema della Nazionale di Roma prima della fortuita occasione? Non intendiamo porre in dubbio la sincerità della loro testimonianza; riteniamo però che questa avrebbe assunto un significato maggiore se le interviste fossero state programmate con criteri più rigorosamente selettivi.

Nel numero successivo, col titolo *Interviene il Parlamento!*, è riprodotto in prima pagina il testo dell'interrogazione rivolta al Ministro della P.I. dall'on. Alessandro Reggiani, vicepresidente del Gruppo parlamentare del PSDI a Montecitorio: «per sapere se corrispondono a verità le gravissime rivelazioni del quotidiano «Momento-sera» sulla situazione della Biblioteca Nazionale di Roma, e in particolare: 1) se risponde al vero che non è ancora possibile nemmeno prevedere con esattezza, a quindici anni di distanza dalla progettazione, la data di apertura al pubblico della Biblioteca Nazionale; 2) se risponde al vero che non sono stati ancora preparati gli appalti-concorso per gli arredi degli interni; 3) se risponde al vero che per l'inadeguatezza dei fondi di bilancio sono state sospese le opere di rilegatura delle pubblicazioni periodiche, previste dalla legge; 4) se risponde al vero che il servizio di scambi internazionali e gli altri servizi pubblici, assicurati per istituto dalla Biblioteca Nazionale, sono completamente interrotti da circa dieci mesi. L'interrogante intende inoltre conoscere se, a parere dell'on. ministro della Pubblica Istruzione, non si rendano opportuni provvedimenti che, risolvendo finalmente i problemi che impediscono alla nuova Biblioteca Nazionale di funzionare, siano atti a riordinare tutto il settore delle biblioteche pubbliche, regolato ancora da leggi e norme che risalgono al secolo scorso. L'interrogante chiede risposta scritta».

Ignoriamo la risposta data dal Ministro all'on. Reggiani, che speriamo si sia dichiarato soddisfatto.

L'articolo del Mengoni, che precede dodici altre interviste, inizia con la citazione di un severo giudizio di Emanuele Casamassima, l'indiscussa autorità del quale deriva dall'aver egli diretto la Nazionale di Firenze nel periodo più tragico della sua storia e dall'aver fatto da protagonista un'esperienza unica, esaltante e mortificante insieme. Il problema fondamentale della differenziazione di compiti e del coordinamento tra le

due Biblioteche Nazionali Centrali — che oggi rappresentano in parte un costoso duplicato — non è stato mai affrontato. Riconosciamo che è già obiettivamente difficile in ogni paese definire le funzioni specifiche di una biblioteca nazionale, per più motivi, ma soprattutto per le sue responsabilità nei riguardi di un universo di umane conoscenze in vertiginosa espansione: è facile criticare regolamenti; particolarmente arduo è definire tali compiti in Italia, dove di Biblioteche Nazionali Centrali ve ne sono due: arduo ma non impossibile, anche senza quella « direzione collegiale » che è stata ventilata e che non si vede in concreto che cosa significhi. Nei tre anni in cui hanno contemporaneamente diretto le due Biblioteche, uomini del livello intellettuale e dell'impegno di Casamassima e di Cerulli avrebbero certamente avviato il problema a soluzione se non si fossero trovati di fronte ad altri ben più assillanti.

Gl'interventi di letterati, docenti, registi e artisti sono stati così riassunti dal giornale. Patti: « La cultura, patrimonio di pochi »; Bolchi: « Monumenti arteriosclerotici »; Blasetti: « Non possiamo voler tutto »; Comencini: « Un biglietto da visita »; Rossi Lemeni: « E' incredibile »; Pontecorvo: « Mentalità fascista »; Orsini: « Particolare disinteresse »; Quercia: « Tutto si distrugge purché l'ente sia salvo »; Vancini: « Biblioteca, chi l'ha vista? »; Martegani: « Due storie all'italiana ». Particolarmente significativa e grave nella sua evasività ci sembra la dichiarazione del Rettore magnifico dell'Università di Roma Agostino d'Avack, il quale si è sentito di dichiarare che « quello della biblioteca di Castro Pretorio è un problema che esce dall'ambito dell'Università ». Esce di pochi metri, ma anche se fossero chilometri l'Università dovrebbe ugualmente sentirlo suo.

Più interessante in certo senso l'intervista, nel numero del 6-7 aprile, di sedici studenti e cinque docenti. Non debbono stupire — costituiscono anzi un documento eloquente — la genericità di giudizi dei giovani e certe loro candide dichiarazioni: « Non so niente di questa storia »; « credevo fosse aperta da tempo e volevo proprio andarci in questi giorni »; « ignoravo la mancanza di una biblioteca nazionale »; « mi sono laureato da poco e non ho avuto bisogno della biblioteca nazionale: basta un po' di volontà ed i libri si trovano. Io ho trovato tutti quelli che mi servivano »; « sapevo che in Italia e a Roma esistevano già poche biblioteche, ma credevo che la nazionale fosse efficiente ». Espresioni sincere, che dovrebbero suscitare riflessioni e preoccupazioni, prima ancora che nei bibliotecari, nei docenti tenuti a conoscere dove e come gli alunni fanno le loro ricerche, preparano esami e tesi. Ma in Italia la biblioteca non è un istituto a tal punto familiare agli studenti che vi si possono ambientare episodi di romanzi del successo di *Love Story* (« Nell'autunno dell'ultimo anno di università avevo preso l'abitudine di frequentare la biblioteca di Radcliffe, e non soltanto per guardare le ragazze... »).

Non così generiche e ingenue, ovviamente, sono state le risposte

dei cinque professori interpellati. Giulio Carlo Argan trova deprimente la situazione delle biblioteche romane e afferma, forse esagerando: «a Roma è impossibile uno studio ad alto livello»; egli trova che per la storia dell'arte «all'Alessandrina c'è un caos indescrivibile» per essere gremita di folla; a Palazzo Venezia... «la frequenza è ugualmente utopistica per gli stessi motivi... In queste condizioni il ritardo dell'apertura della biblioteca nazionale non fa che aggravare la situazione». Più ampio e organico l'intervento del Preside della Facoltà di lettere e filosofia: nei tre punti in cui ha diviso la risposta Franco Lombardi accenna ai sempre rinviati provvedimenti per adeguare le strutture dell'Ateneo romano alle esigenze enormemente cresciute; giudica quindi uno scandalo la prolungata chiusura della Nazionale, della quale infine molto opportunamente inquadra il problema in quello della zona «che va dalla Stazione Termini sino a San Lorenzo», ivi comprese le aree che l'Autorità Militare ha già dichiarato di voler cedere alla Pubblica Istruzione.

Sostanzialmente identiche e deludenti (ce lo consentano i due insigni maestri) ci sembrano le risposte di Ugo Spirito e di Guido Calogero. Secondo il primo, il fatto che la Biblioteca Nazionale non funzioni «non è gravissimo perché a Roma ci sono molte buone biblioteche, per esempio quella Universitaria». Calogero non è informato sulle cause che hanno determinato i lunghi contrattempi e se ne dichiara dolente: «come studioso, d'altra parte, e non io soltanto, sono talmente abituato a farne a meno che non ne sento più neanche la mancanza: mi servo di quella Universitaria». Eppure nelle sue lunghe importanti missioni culturali e didattiche in Inghilterra e negli Stati Uniti non può essergli sfuggita la realtà, per noi quasi favolosa, di moderni, efficienti sistemi bibliotecari di alti studi. Non siamo sicurissimi che per «Universitaria» i due professori intendessero l'affollatissima Alessandrina, quanto piuttosto l'assai fornita biblioteca dell'Istituto di filosofia, che ha raggiunto dimensioni abnormi. Le conseguenze negative — duplicati, sperpero di denaro pubblico, problemi di spazio e di funzionamento ecc. — derivanti dalla crescita incontrollata delle biblioteche di facoltà e d'istituti universitari sono state più volte denunciate dai bibliotecari, soprattutto da Alberto Guarino, che dei suoi ventiquattro anni di servizio ne ha spesi quindici nella direzione di biblioteche universitarie lasciandovi l'impronta della sua iniziativa e competenza. Forse il passaggio alle dipendenze delle Università, proposto dall'AIB, delle dodici Biblioteche Universitarie pubbliche statali con il loro personale tecnico potrà favorire nelle autorità accademiche la presa di coscienza del problema generale del loro coordinamento con le altre degli atenei e facilitare in concreto la nascita di sistemi bibliotecari universitari.

L'ultimo intervento, del prof. Basilio Cialdea dell'Università di Genova, reca un doveroso riconoscimento al Direttore della Biblioteca Nazionale. A costui, com'era logico, è stata riservata l'ultima intervista. «Tra un mese vado in pensione, con la vecchia biblioteca chiusa al

pubblico e la nuova ancora lontana dalla inaugurazione. Certamente non è piacevole...». Cerulli parla apertamente di sconfitta, nonostante gli sforzi — che tutti riconoscono a lui e ai suoi collaboratori — nella difficile opera di ristrutturazione. «Non si trattava di cambiare il letto del malato. Il nuovo istituto di Castro Pretorio rappresentava un'occasione unica per creare finalmente in Italia una biblioteca moderna, qualcosa che assolutamente non esiste... Abbiamo scandagliato le possibilità di sviluppo della biblioteca, abbiamo cercato di ristrutturarla diversamente, abbiamo preparato un piano per la ricerca automatica delle opere che davvero potrebbe rivoluzionare l'intero sistema della lettura pubblica in Italia. Ma tutto questo è stato fatto episodicamente, grazie all'intelligenza delle persone, come il capo-bibliotecario che si è improvvisato programmatore di computer, o all'abnegazione di quei nostri impiegati, che pur vivendo con uno stipendio di base di 90.000 lire il mese, sono andati a lavorare di notte al cervello elettronico che ci aveva... prestato la Corte di Cassazione. Gli handicap della Biblioteca Nazionale sono però rimasti esattamente quelli del secolo scorso».

L'handicap principale, messo in luce già nel 1882 da Domenico Gnoli, a distanza di novant'anni si ripresenta tale quale: «una biblioteca che deve fungere da archivio viene distrutta da una consultazione di massa. La storica assenza di biblioteche di media lettura ci obbliga a supplire anche a questo compito, e lo facciamo. Però è come se per risolvere i problemi della mancanza di infermieri negli ospedali chiamassero il prof. Valdoni a fare le iniezioni». Per dare un'idea in quale misura ai vecchi, insoluti problemi se ne sovrappongono nuovi imposti dal funzionamento della futura Nazionale, Cerulli ha accennato al personale: «secondo noi per far funzionare nel nuovo complesso la vecchia "Vittorio Emanuele" occorrono almeno ottocento persone. Ora ne abbiamo meno di un terzo. E occorre personale specializzato, a livello subalterno: idraulici, ascensoristi, centralinisti, elettricisti. Però non ce li danno: noi possiamo assumere solamente uscieri». Eccetera. La conclusione è ovvia: «se non avremo una nuova legge, non faremo altro che trasportare le vecchie crisi ricorrenti dell'istituto negli spazi faraonici di Castro Pretorio, che le faranno definitivamente esplodere».

La proposta di una legge speciale è stata accolta dal Ministero, il quale ha nominato un'apposita Commissione di studio, attualmente al lavoro; ma Cerulli ha lasciato volontariamente il servizio, e con lui altri valenti suoi collaboratori, taluni dei quali da considerare insostituibili: esperti di lingue slave e di cinese, di cartografia, i quali avevano avviato lavori di catalogazione scientifica mai fatti e destinati probabilmente a rimanere interrotti. Non sempre è questione di grado, coefficiente, parametro, di qualifiche di direttivo, dirigente, alto dirigente, di attributi di dirigenziale e direzionale: riforme e neologismi gattopardeschi. Ma questo dei gravi danni inferti dall'esodo volontario alle fragili strutture bibliotecarie è un discorso che andrebbe fatto a parte; conoscendo situa-

zioni e persone si ha motivo di ritenere che una diversa legge sull'alta dirigenza e, soprattutto, una diversa prassi amministrativa avrebbero potuto evitare le dimissioni di alcuni tra i più esperti bibliotecari.

Ha destato qualche sorpresa la successione alla direzione della Biblioteca Nazionale, decisa all'ultimo momento dal Ministero secondo un criterio che forse un'industria privata avrebbe rifiutato, cioè di spostare due esperienze di lavoro, due competenze in gran parte diverse (ripetiamo che non è questione di grado). Sembrava che l'Amministrazione avesse accolto la logica, motivata proposta del Direttore uscente, di affidare il pesante fardello a chi da cinque anni ne portava già una buona parte e da venti viveva con grande impegno la vita e i problemi dell'istituto. Che cosa si può supporre per spiegare la decisione? In una lettera al «Corriere della Sera» del 18 luglio il Comitato di coordinamento fra archeologi, architetti, storici dell'arte, bibliotecari e archivisti, denunciando i danni provocati a questi settori (come a tutti gli altri) dalla infausta legge dirigenziale, accenna al fatto che «l'applicazione della legge ha infine provocato esodi forzati dall'amministrazione e ha consentito discriminazioni, anche di natura politica, nelle assegnazioni delle varie sedi». In questo caso non sembra lecito pensare a una discriminazione politica (più esattamente di parte, cioè faziosa), anche se i sociologi c'insegnano che l'esecutivo subisce «l'influsso delle idee e degli interessi delle maggiori organizzazioni politiche, di cui tende ad essere il braccio secolare» (3), e anche se nel piccolo mondo delle biblioteche non mancano precedenti: il più grave è la discriminazione operata venti anni fa a carico di tre rispettabili funzionari, due soprintendenti e un direttore, ai quali fu poi resa giustizia dal Ministro on. Paolo Rossi. Quando ebbi occasione di rivelare l'episodio al Direttore generale prof. Accardo, egli rimase comprensibilmente sorpreso e aggiunse (il che era superfluo) che non si sarebbe mai reso responsabile di un provvedimento simile.

Inchieste come quella del «Momento-sera» dovrebbero essere apprezzate dai politici e dagli amministratori, che coi bibliotecari dividono la responsabilità di rimediare ai mali secolari dei nostri istituti e di porre questi in condizioni di fronteggiare esigenze massicce e richieste crescenti; ma non è sicuro che lo siano: si tende talvolta a nascondere o minimizzare grossi problemi che s'impolverano sul tappeto rinviandone la soluzione a tempi migliori. I nodi un giorno verranno al pettine; ma intanto si tira a campare.

Torniamo a quanto dicevamo in principio. Leggiamo quasi quotidianamente denunce vivaci, non solo di giornalisti e docenti universitari, ma di soprintendenti e direttori di musei, cioè di funzionari, sulla disastrosa situazione del patrimonio artistico e paesistico d'Italia. Forse che i mali del patrimonio librario e del sistema bibliotecario sono minori per il solo

(3) G. P. PRANDSTRALLER, *L'intellettuale tecnico e altri saggi*. Milano, Edizioni di Comunità, 1972, p. 177.

fatto di essere la maggior parte nascosti? Anche se quelle coraggiose denunce non hanno finora sortito effetti di rilievo e beni artistici e archeologici, monumenti d'importanza unica continuano ad andare in rovina, non v'è dubbio che se un giorno provvedimenti adeguati saranno presi sotto la spinta dell'opinione pubblica, quel giorno spunterà assai prima per il settore delle Belle arti che non per le biblioteche.

Non si chiede che il bibliotecario divenga giornalista: ma nei contatti con uomini di penna e di cattedra, con rappresentanti autorevoli del mondo della cultura e della politica egli non dovrebbe lasciar cadere occasione per richiamarne l'attenzione su istituti e problemi d'importanza fondamentale in una società civile. «Nulla al ver detraendo», cioè dando atto di quel che la propria Amministrazione realizza, la pubblicizzazione vivace e insistente delle difficoltà in cui le biblioteche si dibattono e delle gravi implicazioni culturali e sociali, più che accompagnare è da considerare parte dell'attività professionale del bibliotecario: all'impegno nel lavoro sarebbe naturale corrispondesse in lui un proporzionale sforzo inteso alla sua valorizzazione sociale, non solo in termini di rivendicazioni sindacali (perfino le confederazioni operaie stanno ora allargando i propri orizzonti) e nel quadro di un'azione associativa: affinché al termine della carriera gli sia risparmiato il senso di frustrazione, addirittura di fallimento, di cui soffre oggi l'anziano che l'ha conclusa.

Inefficienza e vizi della burocrazia in generale sono ormai di pubblico dominio. Miglioreranno le cose man mano che i tecnici saliranno a posizioni di potere centrale o regionale, o al vertice di associazioni professionali capaci d'influenzarlo — un avvio assai lento e contrastato, particolarmente in Italia e nel settore umanistico? E' noto che il burocrate tiene ad affermare sul tecnico una supremazia di categoria; nei confronti degli amministrati un atteggiamento di autoritarismo — fenomeno d'incultura — quando si verifica suole essere proporzionale all'accondiscendenza ai voleri delle sfere più elevate.

Diversamente, in parte, si configurerebbe l'esercizio diretto o indiretto del potere del tecnico verso i colleghi sottoposti: in luogo d'inesistenti esigenze di prestigio di categoria potrebbero germinare in lui più o meno inconscie ambizioni di prestigio o potere personale: per motivi facilmente intuibili ne farebbero le spese soprattutto funzionari anziani ed esperti, in un ambito ristretto, quasi... familiare, se paragonato a quello oceanico della scuola. Ma a questo punto alla sociologia subentra la psicologia: non si apprezzeranno mai abbastanza nel tecnico in posizione di potere — cominciando dalla direzione d'istituti — un severo autocontrollo e una coraggiosa autocritica che soffochino sul nascere eventuali tentazioni di autoritarismo, il quale porta a valutazioni non obiettive, a discriminazioni e arbitrî lesivi di persone e di cose, a favoritismi verso il car-

rierismo di mediocri. Si perpetuerebbero così vecchi mali, e quanto si fa o si dovrebbe fare per una seria formazione e una selezione rigorosa del personale sarebbe vanificato.

La modernità di vedute, la giusta impostazione, i complessi lavori avviati tra cento difficoltà e in parte eseguiti dal precedente Direttore della « Vittorio Emanuele » e dai suoi collaboratori non diminuiscono le gravissime responsabilità e gli oneri che ricadono sul nuovo e che l'attendono alla prova. E' doveroso pertanto l'augurio più vivo di quanti desiderano — per sé, per i propri figli, per il buon nome della cultura italiana — vedere la fine di avviliti, ingloriose traversie e inadempienze dell'istituto, durate un secolo.

FRANCESCO BARBERI

SOMMARIO — *Inaugurandosi un'opera d'arte nella nuova sede della Biblioteca Nazionale di Roma, il personale manifestò per richiamare l'attenzione delle autorità sulle carenze e sui ritardi nella sistemazione dell'Istituto. Conseguente a tale manifestazione fu l'inchiesta che alla situazione e ai problemi della Biblioteca dedicò il quotidiano « Momento-sera ». Danni non lievi — come in altri settori dell'Amministrazione statale — ha provocato la legge sull'esodo volontario del personale direttivo. Accennato alla questione della successione del direttore dimissionario, l'autore conclude invitando i giovani bibliotecari a contribuire perché l'opinione pubblica italiana venga sensibilizzata ai problemi delle biblioteche.*

Pareri delle Sezioni sull'Amministrazione dei beni culturali

Una circolare del Consiglio direttivo in data 22 maggio 1973 chiedeva alle Sezioni regionali dell'AIB di esprimere il proprio parere sulla proposta della Regione Toscana per un'iniziativa legislativa delle Regioni per la riforma dell'amministrazione dei beni culturali e naturali. Si riassumono le comunicazioni ricevute da 12 Sezioni che hanno indetto apposite assemblee di soci per l'esame della proposta; da alcune altre Sezioni sono giunte soltanto osservazioni di singoli soci o di gruppi di soci (Piemonte, Emilia e Romagna, Calabria).

Campania. L'assemblea dei soci (26 maggio) ha discusso il progetto di legge con i seguenti risultati. Si propone di tecnicizzare la Consulta nazionale mediante una rappresentanza paritetica dei vari settori, di creare nell'ambito della sua articolazione una sezione delle biblioteche, di renderne il parere obbligatorio e vincolante su tutte le materie. Viene anche suggerito di istituire nel Ministero un corpo di ispettori e un ufficio metodi e ricerche. Tecnicizzazione e parere obbligatorio e vincolante si richiedono analogamente anche per le Consulte regionali.

Circa l'art. 9 l'assemblea si è dichiarata a maggioranza favorevole alla regionalizzazione, facendo però ampie riserve per la richiesta di valide garanzie contro risultati di comunalizzazione o provincializzazione; si suggerisce anche una forma di autogestione per le biblioteche di grandi dimensioni e la permanenza nello stato delle attuali biblioteche statali specializzate. Si propone infine di introdurre i seguenti principi: collegamento di tutte le biblioteche in sistemi, abilitazione tecnica del personale, legge quadro (legge organica sulle biblioteche).

Friuli-Venezia Giulia. L'assemblea dei soci (18 giugno) ha deliberato una serie di modifiche relative alle Consulte ed alle funzioni regionali. Criticata la farraginosità della Consulta nazionale, si propongono variazioni della sua composizione e la creazione di una giunta esecutiva. Per la Consulta nazionale e per quelle regionali si rileva che il termine «esperto» deve essere precisato in senso professionale. Relativamente all'art. 8 è stato espresso il timore che la proposta possa esautorare le Re-

gioni; si è perciò richiesto che l'articolo stesso sancisca la priorità regionale nella responsabilità di ogni programmazione.

Lazio. L'assemblea dei soci (26 giugno) ha approvato all'unanimità la seguente mozione, che riassume i punti maggiormente discussi: « La Sezione Lazio dell'AIB, presa conoscenza della proposta della Regione Toscana, osserva preliminarmente la necessità, già prospettata al XXI Congresso dell'AIB, che si arrivi quanto prima alla definizione di una adeguata politica bibliotecaria e alla conseguente definizione di un organico sistema di servizio bibliotecario; esprime il parere che detta proposta debba essere radicalmente riveduta; chiede al Consiglio direttivo dell'Associazione di formulare una controproposta da trasmettere alla Giunta della Regione Toscana. Tale controproposta dovrà tener conto dell'osservazione preliminare e dei seguenti punti fondamentali: 1) necessità di costituire un Ministero dei beni culturali; 2) tale Ministero deve essere affiancato da organi consultivi a livello nazionale e regionale per la programmazione culturale; tali organi debbono essere suddivisi opportunamente in settori di competenza; 3) tali organi consultivi debbono essere costituiti in buona parte elettivamente e rappresentativi delle componenti politiche, tecniche e amministrative operanti nel settore dei beni culturali; 4) il Ministro per i beni culturali deve essere un ministro con portafoglio; il personale del Ministero deve essere personale qualificato, proveniente dalle amministrazioni dei settori che costituiscono l'area di competenza del Ministero stesso ».

Liguria. L'assemblea dei soci (23 giugno) si è dichiarata in linea di massima favorevole alla proposta di legge, subordinando però tale parere alla tecnicizzazione della Consulta nazionale e di quelle regionali. Per la prima si richiede che gli esperti previsti dal comma b) dell'art. 1 siano sostituiti da « tecnici », intesi come rappresentanti professionali dei vari settori culturali.

Lombardia. L'assemblea dei soci (24 giugno) ha approvato a maggioranza il seguente ordine del giorno: « L'assemblea dei soci della Sezione lombarda dell'AIB, esaminata la "Proposta" della Regione Toscana per la riforma dell'amministrazione dei beni culturali e naturali, mentre approva le linee di tendenza espresse dalla relazione, ritiene invece la proposta di legge inidonea a conseguire gli scopi espressi dalla relazione suddetta ». Nel dibattito erano state particolarmente rilevate l'eccessiva politicizzazione delle Consulte (nazionale e regionali) e l'inadeguatezza di un Ministro senza portafoglio.

Marche. L'assemblea dei soci (14 giugno) si è dichiarata nell'insieme favorevole alla proposta della Regione Toscana. Si è però rilevata l'op-

portunità di aumentare il numero dei rappresentanti degli istituti nella Consulta nazionale, di affiancare le Consulte regionali con una segreteria e con ispettori comunali o comprensoriali, e di includere nella tabella A anche alcuni musei e gallerie.

Puglia. L'assemblea dei soci (20 giugno) ha manifestato una sostanziale adesione all'iniziativa della Regione Toscana ed alle grandi linee della proposta di legge, nella quale viene ravvisato un salto di qualità rispetto alle strutture vigenti. A modifica dello schema in esame si propone: di individuare più chiaramente le funzioni spettanti ai singoli organi e i rapporti di questi fra di loro; di chiarire che la programmazione delle scuole di formazione e specializzazione spetta alle regioni; di aprire i vari organi alla partecipazione degli istituti e delle associazioni culturali di base.

Sicilia Occidentale. L'assemblea dei soci (22 giugno) ha ritenuto che la proposta di legge non si adegui in modo soddisfacente alla relazione che la precede. In particolare si ritiene necessario: adeguare in ogni Regione le strutture e l'organizzazione a un criterio valido per tutto il territorio nazionale; creare un sistema bibliotecario nazionale e regionale di struttura unitaria; chiarire che i compiti degli istituti non sono di sola conservazione, ma anche di promozione scientifica e divulgativa; istituire cattedre stabili e scuole nazionali. Si propongono perciò varie modifiche allo schema di legge, tendenti ad introdurre i criteri predetti e ad assicurare alle Consulte (nazionale e regionali) una composizione più tecnica e rappresentativa.

Toscana. I soci della Sezione, riunitisi in due assemblee, sono nell'insieme favorevoli all'iniziativa della Regione Toscana. Proposte di modifiche sono state fatte per la tabella A, per la composizione della Consulta nazionale e per i casi di parere vincolante di cui all'art. 3. Viene anche proposto di definire la figura dell'«esperto» all'art. 6, così da eliminare per quanto possibile gli esperti di comodo, e di precisare la permanenza nell'Università delle biblioteche universitarie ed il passaggio ad essa delle universitarie pubbliche statali.

Prov. di Trento. L'assemblea dei soci (10 giugno) si è dichiarata concorde sull'opportunità di una legge che, pur nella deplorabile assenza di provvedimenti «quadro», definisca centri e interventi tecnici. Si è però rilevato che la proposta in esame non accentua adeguatamente le funzioni regionali e prevede organi di consulenza elefantiaci e scarsamente tecnici. Sono state pertanto suggerite varie modifiche relative all'ordine degli articoli, alla composizione della Consulta nazionale ed alla funzione e composizione di quelle regionali.

Umbria. L'assemblea dei soci (11 giugno) ha accettato la proposta di legge nelle sue linee generali. Alcune obiezioni circa una presunta infondatezza giuridica e costituzionale del decentramento previsto sono state respinte, mentre l'assemblea ha espresso la sua fiducia nella funzionalità delle Regioni anche in questo settore. Sono state formulate proposte per l'ampliamento delle tabelle A e B, per un evidenziamento delle funzioni della Consulta nazionale e per l'aumento dei rappresentanti di cui al comma e) dell'art. 1.

Veneto. L'assemblea dei soci (28 giugno) ha formulato le seguenti osservazioni: la Consulta nazionale è scarsamente rappresentativa dei tecnici; come organo decisionale superiore sarebbe auspicabile un Ministero; le Consulte (nazionale e regionali) dovrebbero avere voto vincolante nel rispettivo ambito. E' stata anche proposta l'integrazione delle tabelle A e B con altri enti.

Gruppo di lavoro n. 7

Il 23 agosto quattro bibliotecari, provenienti da altrettanti Stati nordamericani ma tutti appartenenti alla organizzazione LARC (Library Automation, Research and Consulting), si sono incontrati con dodici membri del Gruppo 7 «Razionalizzazione, riprografia, meccanizzazione, automazione». La riunione ha avuto luogo nella sede del Laboratorio di studi sulla ricerca e sulla documentazione del CNR; il gruppo del LARC era guidato dal segretario dell'organizzazione Frank S. Patrinostro. Dato che ci si trovava in epoca di ferie, gli italiani che sono riusciti a raccogliersi per questo scambio di idee, dimostratosi utile per entrambe le parti, appartenevano quasi tutti a enti specializzati di Roma, ma anche le città di Bologna e di Torino erano rappresentate.

La riunione si è articolata in due parti: nella prima gli ospiti hanno illustrato gli scopi e le iniziative del LARC; nella seconda gli italiani hanno descritto le attività di automazione degli istituti cui facevano capo, in pratica ripercorrendo, passo per passo, quanto esaminato nelle varie relazioni della raccolta «Progetti di automazione nelle biblioteche italiane» preparata dalla Commissione del Gruppo 7 in occasione del XXIII Congresso dell'AIB.

Il LARC è stato costituito nel 1968. Ne fanno attualmente parte 1.300 bibliotecari ed esperti nel campo della elaborazione di dati bibliografici, che hanno contatti con 23 paesi. I suoi servizi si svolgono in quattro direzioni: 1) indagini sulle attività di automazione nelle biblio-

teche di tutto il mondo; 2) pubblicazioni informative su determinati argomenti (automazione della catalogazione, del prestito ecc.); 3) seminari su temi specifici (automazione nelle biblioteche pubbliche, nel campo dei periodici ecc.); 4) contatti personali di membri del LARC con altri esperti, allo scopo di avere scambi aperti di vedute.

Nel 1972, ad esempio, F.S. Patrinostro ha guidato una missione LARC in Olanda, Danimarca, Svezia, Germania e Unione Sovietica. In questi paesi il LARC ha trovato l'automazione delle biblioteche in uno stato molto più avanzato di quanto avesse previsto; inoltre, tutti erano al corrente dei progressi statunitensi. L'incontro attuale di Roma fa parte di una analoga missione LARC per il 1973. Il LARC ha anche instaurato programmi di collaborazione con enti internazionali, come la FID.

Lo scopo generale del LARC è di stabilire sistemi integrati di informazione nel campo dell'automazione delle biblioteche, comuni a tutti i paesi che vogliano contribuirvi con attività e con progetti; l'incontro con i rappresentanti del Gruppo 7 dell'AIB è un primo passo per inserire anche l'Italia in questo ampio complesso.

MARIA PIA CAROSELLA

CONGRESSI E CONVEGNI

Congresso dell'Associazione dei bibliotecari francesi

(Nizza, 1-3 maggio 1973)

La riunione d'apertura del Congresso è avvenuta presso il Centre Universitaire Méditerranéen. Dopo un saluto da parte del rappresentante del Comune di Nizza, il bibliotecario dell'Università ha tenuto una breve conferenza sul tema «Il ruolo della biblioteca dell'università», delineando in particolar modo la figura del bibliotecario (che non deve essere unicamente intesa sotto il profilo del conservatore, bensì sotto quello dell'animatore culturale e di guida), la funzione del libro, lo scarso bilancio, la necessità e la difficoltà nelle scelte per l'acquisto.

Il Presidente R. Pierrot ha poi esposto il rendiconto del bilancio a tutto il 31 dicembre 1972 e le previsioni per il 1973, facendo una breve relazione sull'operato del Consiglio uscente. È seguita la lettura della composizione del nuovo consiglio con la rielezione di R. Pierrot e della segretaria B. Picheral. La riunione si è conclusa con un invito, per la fine d'agosto, alla Sessione della FIAB che avrà luogo a Grenoble.

Durante la seduta pomeridiana, che si è tenuta nelle aule del Palazzo Universitario, sono stati messi a fuoco i problemi e le questioni che avrebbero dovuto essere successivamente dibattuti durante un incontro con gli editori. Tale seduta era stata preventivamente concordata fra tutti gli aderenti al Congresso mediante l'invio, da parte dell'AFB, di un questionario comprendente un certo numero di problemi che avrebbero potuto costituire l'oggetto dei dibattiti tra bibliotecari ed editori.

In base ai temi proposti i congressisti, al fine di riunire esperti e interessati a un determinato problema, sono stati suddivisi nei seguenti gruppi di lavoro: 1) L'ISBN et le dépôt legal; 2) Le livre pour enfants; 3) La présentation matérielle des livres; 4) Le marché des bibliothèques; 5) L'information des bibliothécaires; 6) Les problèmes de l'édition scientifique et technique; 7) Rééditions, reprints, microéditions. Al termine delle singole discussioni l'assemblea si è riunita al completo per un esame globale delle domande da rivolgere agli editori.

La giornata successiva è stata impiegata nella visita ai padiglioni della Fiera Internazionale del Libro, al Palais Masséna, dove M. Jacques Bounin, Consigliere Municipale, ha ringraziato l'ABF per aver scelto Nizza quale sede del Convegno, abbinandolo alla Fiera del Libro e ad una escursione al Museo Picasso di Antibes.

Il 3 maggio i congressisti, divisi nei sette gruppi di lavoro, si sono

riuniti nelle sale degli Hôtel Plaza e Park per sottoporre agli editori e ai rappresentanti delle case editrici i vari problemi concordati. Ho assistito alle discussioni del gruppo di lavoro: «Le livre pour enfants». Dai vari interventi è emerso: 1) la funzione delle biblioteche per ragazzi dovrebbe anche essere quella di fungere da intermediarie con le case editrici al fine di indicare i libri, i temi e i problemi che maggiormente interessano i fanciulli; 2) occorre migliorare al massimo la presentazione dei libri: rilegatura, iconografia, adattamento, traduzioni; 3) i ragazzi richiedono sempre più romanzi «intimisti» che mancano sul mercato; 4) per gli album si richiede una revisione e una cura più costante; 5) le opere di divulgazione scientifica, storica, documentaristica risultano spesso di difficile comprensione; 6) mancano libri di folklore, di informazione sociale, pochi sono i libri di poesia, di testi teatrali per ragazzi, di canzoni, di fantascienza, di *humour*.

La risposta degli editori è stata, logicamente, impostata su una base «commerciale e di costi», con l'ovvia conclusione che molto si potrebbe fare solo se tutte le biblioteche si impegnassero ad acquistare i libri editi in più copie e se la diffusione del libro fosse più estesa di quanto non è attualmente. Problemi di tutti, quindi, e problemi di sempre.

MARINO CASSINI

1° Congresso europeo sui sistemi e le reti documentarie (Lussemburgo, 16-18 maggio 1973)

Il Congresso ha accolto centinaia di partecipanti e si è svolto sotto il patrocinio della Commissione della Comunità Europea, che ne ha però affidato la realizzazione a due organizzazioni specializzate, l'una belga e l'altra francese. In ognuno dei tre giorni, oltre a varie comunicazioni, si sono avute tre relazioni principali, i cui testi erano stati distribuiti in precedenza; altrettanti moderatori ne hanno perciò presentato e comunicato i contenuti. Gli autori intervenivano a questo punto fornendo maggiori delucidazioni.

Nei primi due giorni sono stati illustrati sistemi di alcuni Paesi attinenti a vari settori scientifici e tecnici. I loro nomi, espressi di solito in sigla, sono ben noti agli «iniziati», ma non ne svelano certo le caratteristiche. Ricordiamo tra gli altri il sistema PASCAL impiegato presso il CNRS francese, l'INSPEC dell'Istitution of Electrical Engineers britannica, il RECON dell'ESRO (European Space Research Organisation), il CAB e l'ASSASSIN, entrambi riguardanti l'agricoltura ed entrambi con sede nel Regno Unito. Il 18 mattina si è considerata la questione del finanziamento e dell'autosufficienza dei servizi di informazione, mentre nel pome-

riggio sono stati illustrati i programmi internazionali nel campo delle reti documentarie (CIDST, UNISIST, FID) e si è ascoltato il rapporto generale della Signora Wolff-Terroine.

Intorno a questo filone principale si sono svolti, nei giorni 14 e 15, due seminari preparatori sui seguenti temi: « Radioscopia di un sistema operativo » e « Messa a fuoco dei sistemi operativi »; nelle ore pomeridiane del 16 e del 17 gruppi di studio monolingui approfondivano alcuni particolari delle relazioni, o delle comunicazioni, svolte nel corso della mattinata precedente.

Approfittando della presenza di tanti documentalisti, la Direzione Generale « Diffusione delle conoscenze » della CEE ha colto l'occasione per tenere una riunione informale di responsabili di Associazioni di documentalisti, alla quale l'AIB è stata rappresentata da chi scrive. Gli italiani presenti al Congresso, provenienti da Roma e da Torino, si contavano sulle dita di una mano; hanno tuttavia partecipato attivamente ai lavori e non si sono lasciati sommergere dalla marea... europea.

Gli atti del Congresso, a quanto è stato annunciato, verranno pubblicati entro il 1973.

MARIA PIA CAROSELLA

Il documento merceologico per l'informazione sul prodotto

Convegno di studio AIDI - ENAPI (Firenze, 8-9 giugno 1973)

Nei lavori preparatori iniziati nel 1971 e in alcune relazioni presentate al Convegno si è accertato che il documento merceologico è « un oggetto a sé stante, che non contiene informazioni elaborate, ma solo informazioni dirette (è contemporaneamente supporto e informazione), tali informazioni essendo relative al supporto e solo a questo » (Terzi), e si è concluso che « qualsiasi 'merce' è un 'documento' e la sua espressione economica è il 'documento merceologico' » (Cya). Partendo da questa premessa, è ovvio che l'Associazione italiana per la documentazione e l'informazione (AIDI) e l'Ente nazionale per l'artigianato e le piccole industrie (ENAPI) abbiano voluto esaminare in riunioni comuni un tema alquanto nuovo; tema che — come si è concordemente riconosciuto nel corso del Convegno — necessita ulteriori approfondimenti teorici e prove sul piano pratico.

Le relazioni distribuite e successivamente illustrate dai relatori sono le seguenti: P. Terzi, Il documento merceologico per la informazione sul prodotto (Lineamenti per la impostazione di una ricerca); A. Rinaldi, I mezzi di presentazione; C. Cya, Il concetto di « documento merceologico » nell'evoluzione dei sistemi di presentazione del prodotto. L'ing. Castruccio,

in qualità di esperto di elaborazione, ha esposto interessanti considerazioni sui rapporti tra dati e informazione, sulla produttività in genere e sulla applicazione positiva o meno degli elaboratori nelle piccole industrie statunitensi. Gli interventi alla discussione sono stati nutriti; ricordiamo tra gli altri quelli di Urso, Mazzucchelli, Giordano.

Assai interessanti alcune schede di analisi dei prodotti presentate all'esame dei partecipanti al Congresso. Esse sono state impostate da P. Soriano e si riferiscono a: *a)* materia prima di origine animale; *b)* materia prima di origine vegetale; *c)* materia prima di origine minerale; *d)* prodotti industriali. L'ENAPI si è proposto di compilarne un certo numero a titolo sperimentale.

L'ing. A. Mei, presidente dell'AIDI, ha introdotto i lavori e ne ha tratto le conclusioni; non è mancata una partecipazione ufficiale nella persona del nuovo Presidente dell'ENAPI, on. M.V. Mezza.

MARIA PIA CAROSELLA

Commissione UNI-DRD «Documentazione e riproduzione documentaria»

La seconda assemblea ordinaria della Commissione per il 1972 ha avuto luogo a Firenze il 15 dicembre u.s. Erano all'o.d.g. una relazione sulla 14ª riunione plenaria dell'ISO/TC 46 «Documentation», relazioni sulle attività concluse e in corso, proposte per le attività future ed un esame della situazione organizzativa della Commissione.

Una particolareggiata relazione sulla riunione plenaria ISO/TC 46 è stata presentata da G. Lubbock, capo della delegazione italiana; dal punto di vista nazionale la relazione mette energicamente in rilievo la necessità di una partecipazione italiana più organizzata, e quindi più incisiva.

Per il secondo punto all'o.d.g. si è proceduto alla ratifica della trasformazione in definitive delle norme sperimentali UNI 5450-64 «Carte fotografiche - formati e rotoli per la riproduzione dei documenti» e UNI 5451-64 «Supporti trasparenti per microcopie - Dimensioni». E' stata annunciata la pubblicazione del progetto «Descrizione bibliografica dei brevetti» come norma sperimentale UNI 6870; il relativo Gruppo di lavoro DRD/1 «Brevetti» rimane in vita per ulteriore attività. E' seguita una vivace discussione sul progetto «Ortografia degli acronimi di enti» elaborato dal Gruppo di lavoro DRD/2 «Documentazione. Termini e definizioni»; la ratifica del progetto viene rimandata in attesa di una nuova stesura. Sono state anche presentate brevi relazioni sull'attività

dei Gruppi di lavoro DRD/4 «Automazione nella documentazione» e DRD/6 «Cataloghi alfabetici di periodici».

Nel quadro delle attività future si è decisa la creazione del Gruppo di lavoro DRD/7 «Rapporti tecnici e scientifici». Sono state accettate le dimissioni del capo del Gruppo DRD/5 «Thesauri», N. Gaudenzi; il Gruppo proseguirà la sua attività anche sulla base delle risultanze di una Tavola rotonda sui *thesauri* tenutasi a Firenze la mattina dello stesso 15 dicembre.

L'assemblea ha infine preso in esame la situazione organizzativa della Commissione. Al termine della discussione veniva approvata la costituzione di un Gruppo consultivo *ad hoc* per la ristrutturazione della Commissione e per la stesura del suo regolamento. Il Gruppo, nel quale è rappresentata anche l'AIB, ha tenuto varie riunioni nel corso del 1973; entro la fine dello stesso anno si prevede di giungere a un testo definitivo del regolamento, che sarà sottoposto all'approvazione dell'assemblea.

MARIA VALENTI

Il sistema bibliotecario britannico. Rapporto su un viaggio di studio

In base ad uno scambio culturale patrocinato dal British Council e dalla Direzione generale delle accademie e biblioteche e per la diffusione della cultura, ha avuto luogo lo scorso giugno la visita di otto bibliotecari italiani di diversa preparazione e provenienza (Sassari, Firenze, Roma) a numerosi istituti bibliotecari britannici.

La necessità di coordinare le due esigenze: di soddisfare le differenti richieste dei singoli partecipanti e di dare contemporaneamente la possibilità a tutti di ottenere dal viaggio una visione completa della attuale organizzazione del sistema bibliotecario britannico e delle più avanzate direttive in tale campo, se ha portato per taluni a dei tagli necessari ai programmi iniziali, è stata peraltro per tutti una utilissima occasione di verifica e fonte di spunti che speriamo possano nel futuro concretizzarsi anche nella nostra realtà.

Il programma delle visite comprendeva:

a) 5 biblioteche universitarie (Bristol, Birmingham, Sheffield, York, Londra);

b) 3 biblioteche pubbliche (Sheffield, Bradford e una di quartiere a Londra: Camden);

c) 1 scuola di preparazione professionale: The University of Sheffield Postgraduate School of Librarianship and Information Service;

d) 4 istituti a livello nazionale (National Lending Library, National Central Library, British Museum, British National Bibliography), che coprono attualmente il settore del prestito interno ed internazionale, il deposito legale e la bibliografia nazionale;

e) 3 istituti per la parte archivistica e antica: Public Record Office e British Museum a Londra e la Bodleiana a Oxford.

Biblioteche universitarie

Tenendo conto che le biblioteche visitate sono rappresentative, data la loro dislocazione, e dell'area di appartenenza e della situazione dell'intero territorio nazionale, la loro configurazione per zone è la seguente. Nelle zone industrializzate, per una popolazione studentesca di 7.000 unità e 500 unità di corpo accademico: 1.600 posti lettura, una dotazione di

circa 700.000 volumi e 6.500 testate di periodici correnti. Nelle zone ad economia prevalentemente agricola manca il dato popolazione studentesca-corpo accademico; il patrimonio librario si aggira intorno ai 300.000 volumi, i posti di lettura a disposizione sono 650. Londra possiede una biblioteca principale e 50 biblioteche d'istituto. La sola biblioteca principale ha una dotazione di circa 1.000.000 di volumi più 500.000 di minor consultazione, conservati in magazzini a 25 miglia dalla città con una frequenza di rifornimenti trisettimanale. L'incremento annuo dei volumi si aggira intorno alle 25.000 unità. La popolazione studentesca ha una consistenza di 50.000 presenze; 24.000 lettori l'anno; 140.000 prestiti annuali; 5.500 le testate di periodici correnti. Per le biblioteche delle zone di provincia va notato che esse non solo sono le uniche universitarie nell'area, ma sono affiancate dal servizio di lettura pubblica, come vedremo più avanti.

Le caratteristiche comuni a tali biblioteche sono le seguenti:

Modulo: una biblioteca principale coordinatrice, corredata da più biblioteche d'istituto, il cui numero varia a seconda dell'importanza dell'università.

Finanziamenti: vengono stanziati dall'University Grant Committee ed assegnati alle singole università. Le biblioteche universitarie dipendono pertanto direttamente dalla stessa università, la quale dirotta alla biblioteca in media il 5% dei fondi ricevuti; tali fondi vengono poi integrati con sovvenzioni da parte delle industrie private.

Personale: si aggira in media, per quelle visitate, sulle 80-100 unità.

Acquisti: sono sempre coordinati fra la biblioteca principale e le singole biblioteche d'istituto tramite una commissione, alla quale non di rado partecipa anche personale studentesco (York).

Catalogazione: è centralizzata, ma le singole biblioteche perimetrali posseggono i loro cataloghi. Come classificazione viene adottata quella della Library of Congress. La soggettazione viene quasi sempre eseguita dalla stessa biblioteca d'istituto che ha suggerito l'acquisto.

Prestito: è trattato quasi dovunque con procedimenti meccanizzati. **Durata:** in genere 15 giorni, escluso il periodo degli esami in cui viene ridotto ad una settimana; sono previsti prestiti brevissimi o durante l'orario notturno. **Consistenza:** 4 volumi durante l'anno accademico, 6 volumi durante le vacanze. Vi sono libri o sezioni escluse dal prestito. Il medesimo è sottoposto a regole ben precise ed osservate, per quanto riguarda i reclami e le restituzioni.

Automazione: vi è una diffusa cautela nell'applicazione di queste tecniche, il che non toglie che siano numerosi i progetti in atto e le sperimentazioni. Negli istituti ove viene applicata alle procedure di lavoro è sempre stata preceduta da approfondite indagini sui costi e sull'effettivo rendimento; viene in genere usato l'elaboratore a disposizione nell'area universitaria. Grande è invece lo sviluppo e l'applicazione delle tecniche meccanizzate, l'uso di microfiches, microfilm, telex, nastri ecc.

Consultazione: le sale sono divise per materia, con sviluppo verticale.

L'accesso è aperto al pubblico in tutte le sale e spesso anche a sezioni di magazzini (ciò è consentito dall'uso della classificazione topografica), con conseguente riduzione di personale e rapidità nel servizio; i volumi vengono ricollocati a posto dal personale.

Sezione musicale: è presente in tutte, quando addirittura non esiste una biblioteca musicale (Birmingham).

Servizi accessori: una dotazione completa è presente in tutte (*cafeteria*, bar, sale riunioni, sale per l'aggiornamento professionale del personale ecc.).

Biblioteche pubbliche

Dipendono finanziariamente dalle singole amministrazioni locali e, secondo l'estensione dell'area di appartenenza, il modulo di composizione e l'attività svolta possono variare ed estendersi da una città a tutto il distretto.

Composizione: 1 biblioteca pilota corredata da più biblioteche principali e da succursali il cui numero varia in rapporto all'area da coprire. Le succursali si configurano in biblioteche più piccole e/o mobili (veri e propri servizi a domicilio per malati, persone anziane e disadattati, oltre ai bibliobus).

Dotazione: posseggono tutte una sezione musicale, una sezione per ragazzi con spesso un locale annesso per le attività libere; alcune hanno sezioni per anziani con libri stampati in caratteri grossi. Spesso sono dotate di una sezione grafica per l'allestimento di mostre; i servizi accessori (bar, *cafeteria* ecc.) sono sempre presenti. Due su tre delle biblioteche visitate possedevano anche un teatro (media dei posti disponibili 300). Sono in genere più che attrezzate per quanto riguarda la riproduzione e la meccanizzazione in genere. A Sheffield funziona inoltre una sala di informazioni bibliografiche a carattere commerciale ed industriale, date le specifiche attività dell'area circostante.

Attività: la biblioteca pilota è la coordinatrice ed animatrice culturale del quartiere o della zona di competenza. Vi è una attiva collaborazione fra la biblioteca pubblica e le scuole dell'area. Le sezioni per ragazzi sono molto curate e prevedono servizi di lettura guidata con ore e giorni prestabiliti. Si organizzano gruppi di ricerca per vari problemi del territorio (ad esempio a Bradford si era arrivati alla formazione di una sezione di lettura destinata all'infanzia di minoranze etniche per favorirne l'inserimento nell'ambiente).

Prestito: nella maggioranza dei casi è meccanizzato; si danno in prestito volumi, dischi, quadri o sculture di giovani artisti, opere che vengono esposte nelle mostre allestite nell'ambito della biblioteca stessa. La durata del prestito si aggira intorno alle due-tre settimane; è rinnovabile e sottoposto a rigidi sistemi di controllo, reclami e multe. La percentuale dei volumi e del materiale disperso è minima. Consistenza: per

gli adulti 6 volumi, 2 dischi e quadri o sculture per 3 mesi; per i ragazzi 4 volumi, 1 disco.

Acquisti: ognuna delle biblioteche pubbliche ha l'obbligo per legge di acquistare tutto il materiale che viene pubblicato nel paese in una delle 10 classi della classificazione decimale, possedendo in tal modo una documentazione completa in almeno una delle suddette classi. Dei volumi più richiesti vengono acquistate dalle 80 alle 100 copie, delle quali una sola viene conservata in archivio.

Posti lettura: a Bradford la biblioteca pilota (il sistema si articola in una biblioteca centrale, 7 principali, 17 succursali a tempo pieno più 5 succursali a orario ridotto) possiede 260 posti lettura, a Camden 270.

Preparazione professionale

La scuola per bibliotecari visitata è The University of Sheffield Postgraduate School of Librarianship and Information Service, che è sicuramente la più completa ed attrezzata nel campo della formazione professionale. Fondata nel 1963, la sua importanza è andata man mano crescendo. Due sono attualmente i corsi a disposizione presso la scuola: corsi di perfezionamento postuniversitario, che portano al conseguimento, l'uno, del Master of Arts in Librarianship, e l'altro del Master of Science in Information Studies.

Entrambi i corsi sono a tempo pieno e durano dall'ottobre al successivo settembre. Sono divisi in tre parti: nella prima ci si dedica a letture e lavori di gruppo nell'ambito delle rispettive materie prescelte, nella seconda e in parte della terza il tempo viene dedicato a seminari e all'applicazione pratica, alla quale è riconosciuta un'importanza essenziale nel conseguimento della qualifica finale. Alla fine di maggio gli studenti vengono sottoposti a un esame scritto ed i restanti mesi sono dedicati alla stesura e preparazione di una tesi nel campo prescelto, biblioteconomia o informazione.

Il primo corso (Master of Arts in Librarianship) consente la formazione di personale preparato nelle discipline della biblioteconomia, con un preciso indirizzo sui principi e sulle tecniche della disseminazione dell'informazione; personale che sarà in seguito destinato a lavorare presso università, istituti di istruzione superiore, biblioteche pubbliche, biblioteche governative o nel campo della ricerca. I candidati debbono possedere una preparazione a livello universitario in scienze umanistiche o sociali. Condizione necessaria per l'ammissione è la conoscenza di almeno due lingue oltre la lingua madre e l'aver non meno di un anno di esperienza pratica in una biblioteca. Le materie di studio riguardano:

- 1) la natura e le necessità delle comunità servite dalle biblioteche e dai servizi di informazione di vario genere;

- 2) le fonti di informazione mediante le quali vengono soddisfatte

le necessità degli utenti (bibliografie, sviluppo storico nella produzione del libro e commercio del medesimo, stampa moderna ecc.);

3) i mezzi per cui le fonti di informazione studiate al punto 2) sono state messe a disposizione delle comunità studiate al punto 1) (catalogazione, classificazione, trattamento meccanizzato dell'informazione ecc.).

Nel programma è anche compreso un corso base sugli elaboratori e la loro applicazione nel campo specifico. Vi sono inoltre corsi manageriali e complementari (biblioteconomia comparata, automazione, programmazione, biblioteche universitarie ecc.). Al fine del conseguimento del diploma di specializzazione grande importanza viene data al lavoro pratico svolto durante i corsi.

Il secondo corso (Master of Science in Information Studies) porta invece alla formazione di personale più propriamente specializzato in scienza dell'informazione e campi correlati e soprattutto addetto alle ricerche. I candidati debbono avere una preparazione a livello universitario in scienze pure o applicate. Le materie di studio riguardano:

1) produzione e uso dell'informazione (studi su industrie particolari, problemi di innovazioni, necessità informative di comunità accademiche o affini);

2) risorse informative, fonti di informazione in scienze umanistiche e sociali e in scienze e tecnologia;

3) comunicazione e informazione, organizzazione delle informazioni per l'uso, sistemi e servizi (classificazione e indici, information retrieval, disseminazione dell'informazione, studi operazionali e programmazione).

Nell'ottobre 1973 verrà introdotto un terzo corso che porterà al conseguimento della qualifica finale di Master of Arts in Information Studies. Lo scopo di questo corso sarà quello di preparare professionalmente bibliotecari orientati specialmente verso le scienze sociali; i candidati dovranno perciò avere una preparazione a livello universitario in legge o discipline sociali.

La scuola è particolarmente attiva nel campo delle ricerche. Oltre a quelle in atto nell'ambito dei corsi e a quelle di personale che già esercita la professione (tale personale non è ammesso ai corsi suaccennati) e si dedica a ricerche particolari per il conseguimento di una qualifica superiore, un sostanziale ammontare di ricerche viene patrocinato e sostenuto da varie organizzazioni, quali l'OSTI (Office of Scientific and Technical Information), il Department of Education and Science, l'UNESCO ecc.

Il personale, una volta raggiunta la qualifica finale nel campo prescelto, viene iscritto alla Library Association e mediante tale iscrizione è abilitato all'esercizio della professione. L'occupazione avviene libera-

mente attraverso la ricerca e l'offerta del posto di lavoro per biblioteche pubbliche, governative, accademiche o di industrie private. La progressione nella carriera è legata all'anzianità e all'abilità individuale e il tempo necessario per raggiungere la qualifica finale si aggira intorno ai 12 anni. Va tenuto presente che per tutti i lavori della biblioteca viene impiegato quasi esclusivamente personale qualificato, più i cosiddetti «manuals» che potrebbero rappresentare il nostro personale ausiliario, ma che sono in percentuale esigua. Spesso nelle universitarie durante i mesi estivi viene impiegato personale studentesco per lavori di revisione o simili.

Sistema nazionale

Per quanto riguarda l'organizzazione nazionale del sistema del prestito interno ed internazionale, del deposito legale e della bibliografia nazionale, i servizi sono attualmente espletati: dalla National Lending Library (prestito riguardante la parte scientifica) e dalla National Central Library (prestito riguardante la parte umanistica e di scienze sociali); dal British Museum che accoglie attualmente il deposito legale; dalla British National Bibliography che pubblica la bibliografia nazionale.

Questi quattro grandi istituti, insieme alla Science Reference Library (già National Reference Library of Science and Invention) sono, in base ad un piano presentato ed approvato in parlamento nel gennaio 1971, in via di riassetto e riorganizzazione e verranno incorporati per formare il sistema nazionale della «British Library». Tale soluzione, che non ha modelli comparativi altrove, è stata resa realizzabile dal sistema connettivo bibliotecario esistente, dalle ricche collezioni a disposizione e, non ultimo, da ben precise scelte di carattere non unicamente culturale.

La British Library coprirà i seguenti servizi:

1) «reference and research», garantiti dal British Museum con il deposito legale (anche se vale qui la pena di ricordare che tale deposito è inteso come obbligo esclusivo dell'editore e non anche del tipografo e che non tutto il materiale pubblicato da enti pubblici viene ricevuto e conservato) e dalla Science Reference Library;

2) prestito interno ed internazionale, garantito dalla National Lending Library e dalla National Central Library, che trasferirà i propri fondi di scienze sociali ed umanistiche a Boston Spa, alla National Lending Library. Questa è un'organizzazione imponente, meccanizzata con trasporti orizzontali e verticali, attrezzata incredibilmente per la riproduzione del materiale in fotocopie, microfiches e microfilm (attualmente soddisfa 4000 utenti sul territorio nazionale e 1000 all'estero). Evade 6000 richieste di prestito giornalmente ed è appositamente situata al centro del territorio nazionale, equidistante dalle varie aree, in modo da poter rapidamente gestire l'imponente mole di lavoro;

3) la bibliografia nazionale (British National Bibliography) e i cataloghi unificati (National Central Library).

La British Library, inoltre, coordinerà a livello nazionale l'introduzione e l'applicazione dell'elaborazione automatica dei dati alle procedure del lavoro bibliotecario. Per quanto riguarda, ad esempio, la questione dei prestiti, era necessario costituire una o più fonti ove attingere per fronteggiare l'enorme mole delle richieste. A tale fine è stata proposta la produzione di un elenco (in forma leggibile dalla macchina) di International standard book numbers, recante accanto ai numeri le collocazioni codificate delle biblioteche presso le quali i singoli volumi possono essere reperiti. L'output di tale lista verrebbe fatto in microfilm. Il sistema, già operante a Londra e nelle regioni di Sud-Est, andrebbe esteso ad altre regioni; i costi dell'elaborazione centrale sarebbero a carico della British Library, quelli dell'input e dell'output a carico delle singole regioni che verrebbero ad usufruire del servizio. Ciò sarebbe di scambievole vantaggio e per la British Library, che incrementerebbe i propri fondi ai fini del prestito (essa non possiede le pubblicazioni periodiche più vecchie o i titoli e le testate meno richiesti nel campo delle scienze umanistiche) e d'altra parte per le regioni, che avrebbero a disposizione il patrimonio della British Library per incrementare le proprie risorse patrimoniali. Per quanto concerne i cataloghi unificati del materiale librario, attualmente essi riguardano esclusivamente materiale straniero o materiale antico inglese ed includono soltanto 60 biblioteche; altre andrebbero aggiunte, tra le quali quelle del copyright (University of Oxford, Cambridge, Scotland, Dublin, Wales e British Museum), portando il totale a 100. La conversione di tali cataloghi unificati dovrebbe comunque essere preceduta, come è affermato in una relazione di M. Line, bibliotecario della National Central Library, dalla conversione del catalogo del British Museum, dal coordinamento della schedatura corrente (attualmente duplicata se non triplicata alla BNB, alla BML e alla NRLSI) e dal trattamento automatico della stessa. In tal modo il catalogo unificato non sarebbe più un mero strumento per il prestito, ma diverrebbe una lista topografica comprendente la stragrande maggioranza dei titoli posseduti nel paese.

Parte antica

Per quello che riguarda le tecniche di restauro, le legature ecc., le biblioteche visitate non sono forse completamente aggiornate, pur applicando le misure necessarie alla conservazione e alla tutela del materiale trattato. Dobbiamo però aggiungere che, nella sua rarità, il materiale antico non viene considerato differentemente dal comune materiale librario e per il facile accesso alla consultazione e per le moderne tecniche applicate al suo trattamento. Tali tecniche si applicano in genere alla conversione dei cataloghi, come l'esperimento in corso ad Oxford con il quale, iniziando dalla lettera «O», si tenta contemporaneamente l'uni-

ficazione dei cataloghi di Oxford, Cambridge e British Museum (progetto LOC). E' chiara la linea seguita in tale campo, per cui la conservazione ha un senso se, oltre all'informazione prodotta, si garantisce una comunicazione funzionale e rapida fra archivio e utente.

Tecniche automatiche

Ferma restando la funzione coordinatrice che la British Library eserciterà nel futuro, si è notata dovunque una notevole cautela nella loro applicazione alle procedure bibliotecarie. Cautela più che giustificata e dovuta ad un oculato impiego della spesa pubblica, ma che non esclude esperimenti e ricerche in tale campo. Quanto detto porta a coordinare in genere nei progetti in atto (Birmingham, Bristol, Camden, Oxford-British Museum) le esigenze di più biblioteche affini per destinazione o contigue per territorio, associandole allo stesso progetto. Il che costringe ad una standardizzazione non sempre facile da ottenere nelle procedure di lavoro, viste le differenti esigenze degli istituti (i quali spesso recedono dal progetto), ma garantisce, quando possibile, un'equa ripartizione delle spese ed una effettiva riduzione dei costi.

Conclusione

Da quanto sopra detto possiamo concludere di avere ottenuto una visione globale di un sistema organizzato, non sempre necessariamente perfetto nella forma, ma indubbiamente efficiente nella sua funzionalità, il cui scopo principe è un servizio di lettura capillare, rapido, diretto all'utente nelle sue più svariate necessità. Tale servizio, in quanto diretto all'utente, non è statico ma in continua evoluzione e nell'applicazione di sempre nuove e più perfezionate tecniche alle procedure di lavoro, e nella vera e propria riorganizzazione a livello nazionale. Se la garanzia e il mantenimento di una tale imponente organizzazione è indubbiamente un impegno finanziario, che è reso possibile da condizioni economiche favorevoli, ciò non diminuisce un impegno di natura differente (per quanto sempre finalizzato al sistema economico in esame), come dimostra il fatto di una educazione alla lettura che inizia in età prescolare, la collaborazione fra i vari centri di diffusione culturale (scuole, biblioteche, teatri ecc.), l'inserimento in tutti gli istituti dei più vari servizi sociali necessari al personale e agli utenti, la formazione del personale attraverso ben 15 scuole per bibliotecari (4 nelle università, 11 nei politecnici) in tutto il paese, la flessibilità nel trattamento del materiale librario visto sempre e soltanto in funzione dell'utente (del quale peraltro vengono studiate le tendenze e le necessità) e soprattutto un coordinamento a livello nazionale dei programmi e degli indirizzi generali che si realizzano, rispettando le necessità dell'utente, nelle singole organizzazioni autonome periferiche.

ISA DE PINEDO

Corso di qualificazione tecnica sull'uso degli elaboratori elettronici

(Roma, 4-14 giugno 1973)

Si è tenuto a Roma presso la sede del Centro nazionale per il catalogo unico delle biblioteche italiane, secondo direttive impartite dal Ministero della Pubblica Istruzione, Direzione generale delle accademie e biblioteche e per la diffusione della cultura, un corso di qualificazione tecnica sull'uso degli elaboratori elettronici.

Per questo corso, che si è svolto dal 4 al 14 giugno 1973, come per il precedente analogo corso svolto nel novembre 1972, è stata prevista una articolazione in due parti distinte: la prima relativa alla conoscenza generale dei principi teorici e pratici della elaborazione elettronica dei dati, la seconda relativa alle possibili applicazioni di tali principi al lavoro bibliografico. Il calendario del corso riportato in fine, che è stato pienamente e integralmente rispettato nei tempi e nei modi di svolgimento, fornisce elementi di informazione precisi e dettagliati. Si aggiungono tuttavia qualche indicazione e commento che potranno rendere più chiara ed esauriente la comprensione del programma stesso.

Sarà bene anzitutto rilevare che i partecipanti, come è risultato dalle loro stesse dichiarazioni verbali e dalle risposte scritte fornite a un questionario preliminarmente distribuito, erano quasi totalmente all'oscuro delle tecniche elettroniche e delle loro possibili applicazioni. L'introduzione al corso, affidata alla dr. Luciana Mancusi, è stata perciò impostata come un excursus inteso a descrivere le realizzazioni già in atto (quasi esclusivamente all'estero), un avvertimento a meditare sull'opportunità, o meglio sulla necessità, di non considerare sic et simpliciter l'elaboratore come la miracolistica soluzione dei problemi che da sempre affliggono le biblioteche e i servizi da esse prestati e un ammonimento a procedere anzitutto allo studio approfondito dei problemi stessi ed a quella razionalizzazione delle procedure che è la premessa indispensabile per eventuali future applicazioni delle tecniche elettroniche, e in mancanza della quale si rischia di ottenere soltanto la automazione degli errori esistenti. I presenti sono anche stati informati dei commenti critici pervenuti da parte di coloro che avevano seguito il corso precedente, e invitati a esprimere liberamente il loro giudizio e i loro desideri di cui, nella possibile misura, si sarebbe tenuto conto per eventuali ritocchi al programma. Di fatto il programma stesso è stato svolto senza modifiche ed accettato con soddisfazione da tutti.

Come già si è detto, la prima parte del corso è stata interamente occu-

pata dalle lezioni sugli elaboratori, sul loro funzionamento, sul loro uso. Le lezioni sono state tenute dall'ing. Marcello Morelli della IBM Italia, al quale tutti hanno riconosciuto qualità di chiarezza, esperienza e competenza di eccezionale livello. Le sue lezioni sono state seguite con crescente interesse e unanimemente apprezzate. Problemi di natura eccezionalmente difficile e complessa sono risultati comprensibili per tutti senza difficoltà. Le lezioni sono state opportunamente ed esaurientemente integrate da esercitazioni, da proiezioni documentarie e da visite al Centro elettronico per una verifica pratica degli insegnamenti teorici.

La seconda parte del corso è stata invece dedicata all'esame ed alla descrizione dei problemi dell'applicazione dell'elaborazione elettronica allo svolgimento dei servizi bibliografici. L'esperienza del corso precedente ha consigliato, per questa parte, l'opportunità di attenersi alla descrizione di quanto si sta realizzando, sia pure in fase ancora sperimentale, nelle Biblioteche Nazionali Centrali di Roma e di Firenze e di prospettare in modo quanto più possibile realistico i futuri sviluppi di tecniche che potranno senza dubbio aprire prospettive vastissime di ricerca e di studio e dare contributi forse decisivi al miglioramento dei servizi bibliografici.

In questa parte è stata inserita anche un'informazione ampia e dettagliata di esperienze affini ed è stata effettuata una visita guidata al Centro elettronico della Corte di Cassazione, ove i partecipanti hanno potuto constatare l'efficienza di nuove tecniche e procedure per il reperimento delle informazioni bibliografiche. E' stata seguita con grande interesse la descrizione di tali tecniche e procedure, fornita gentilmente dall'ing. Bagella dell'UNIVAC. Notevole interesse ha anche suscitato la esposizione del progetto ANNA-MARC-BNI, che prevede l'automazione della Bibliografia Nazionale Italiana con il conseguente inserimento nel programma internazionale di scambio di informazioni promosso dalla Library of Congress e già operante anche presso numerose nazioni europee.

Ai partecipanti sono stati distribuiti, come sussidio didattico, pubblicazioni, articoli e materiale informativo sulle realizzazioni già in atto e su quelle allo studio in vari paesi, che si ritiene possano utilmente integrare le informazioni ricevute e suscitare e prolungare l'interesse per la materia.

Sia consentito, come ultima nota, rilevare, oltre all'assiduità e all'impegno di tutti, il clima di serena, distesa cordialità che ha favorito non soltanto il regolare e soddisfacente svolgimento del corso, ma anche una partecipazione attiva dei discenti alla discussione e allo scambio, sempre fruttuoso, di notizie e di opinioni.

LUCIANA MANCUSI CRISARI

PROGRAMMA DEL CORSO

A) *Conoscere gli elaboratori elettronici*

- 1) Introduzione
Rappresentazione dei dati, sistemi di numerazione
Esempi ed esercizi
L'elaboratore elettronico: Unità centrale. Unità periferiche
La programmazione
Esempi e prove pratiche con elaboratore elettronico
Le procedure
Analisi e programmazione
Gli archivi dei dati
Gestione degli archivi dei dati
- 2) Come dimensionare un centro elettronico
Elementi per l'ottimizzazione dell'uso degli elaboratori elettronici
- 3) Il personale del centro elettronico
Introduzione
Elaborazione elettronica e programmazione
Prova di un programma

B) *Le biblioteche e l'automazione*

- 1) L'informazione, la documentazione e le biblioteche. L'automazione dei servizi ed i compiti del bibliotecario.
Indagine sugli interessi dei bibliotecari e sulle prospettive di una adeguata formazione e preparazione professionale.
- 2) L'informazione bibliografica. Produzione e gestione della informazione bibliografica. Tentativo di analisi globale del sistema.
L'introduzione di procedure automatiche. Indagine sulla sua convenienza e/o necessità. Aspetti economici e « culturali ».
Il progetto ANNA. Il MARC II.
- 3) I presupposti per una automazione del sistema bibliotecario. L'analisi e la programmazione. La ricerca operativa.
La registrazione dei dati. Sistemi statici e dinamici. Il problema della normalizzazione e standardizzazione.
- 4) Sperimentazione, progettazione e realizzazione. Lo stato attuale delle ricerche.
L'esperimento ed il progetto BIBLIO (Biblioteca Nazionale Centrale di Roma). Lo stato dei lavori e le prospettive.
- 5) Analisi di alcuni problemi: I cataloghi; il catalogo dei periodici.
L'informazione, la lettura e il prestito. Un sistema nazionale d'informazione bibliografica.

Corso di aggiornamento per bibliotecari di enti locali

(Firenze-Pistoia, 18 giugno - 14 luglio 1973)

Dal 18 giugno al 14 luglio si è svolto un corso di aggiornamento per il personale delle biblioteche degli enti locali e di interesse locale. E' questo il primo corso organizzato dalla Regione Toscana, limitato, dato l'alto numero degli iscritti (oltre 100), alle province di Firenze e Pistoia: entro l'anno analoghi corsi saranno tenuti per i bibliotecari delle altre province toscane. Il corso è stato inaugurato alla Biblioteca Nazionale Centrale di Firenze ed è proseguito in varie sedi (1) per dar modo ai partecipanti di conoscere più da vicino l'organizzazione e i servizi di biblioteche diverse, statali e comunali.

Il corso si è articolato in otto giornate ed ha avuto prevalentemente un carattere di seminario, con ampia e sempre vivace discussione sui temi proposti. Sono stati trattati non solo tutti gli aspetti del lavoro specifico di biblioteca, ma anche i problemi riguardanti la fisionomia, il ruolo stesso della biblioteca e del bibliotecario nella società attuale. Gli argomenti di carattere eminentemente tecnico e specialistico, come la catalogazione, la classificazione, la bibliografia ecc., sono stati posti e discussi soprattutto in funzione della utilizzazione pubblica e sociale della biblioteca, in vista del programma che la Regione Toscana intende realizzare.

Tale programma può sintetizzarsi nei seguenti punti: 1) sviluppo di un sistema regionale delle biblioteche pubbliche, articolato in sistemi provinciali, comprensoriali e urbani; 2) trasformazione della Soprintendenza ai beni librari in un Centro regionale per le biblioteche e gli archivi storici, con compiti prevalenti di consulenza tecnico-scientifica e d'informazione bibliografica alle biblioteche degli enti locali e sede del catalogo collettivo regionale e dell'archivio dei microfilm; 3) azione per la conservazione e la tutela del patrimonio librario e archivistico e istituzione di un Laboratorio regionale del restauro; 4) formazione professionale dei bibliotecari e degli archivisti e dei tecnici del restauro. In particolare per quest'ultimo punto la Regione Toscana si propone d'intervenire non solo con i corsi di aggiornamento, ma anche con l'istituzione, nell'ambito delle competenze specifiche, di vere e proprie « scuole » per bibliotecari in collaborazione con l'Università e con le maggiori biblioteche statali.

FRANCO BALBONI

(1) Biblioteche Comunale, della Facoltà di Lettere, Mediceo-Laurenziana, Nazionale Centrale e Centro di Restauro a Firenze; Comunale di Bagno a Ripoli; Forteguerriana a Pistoia.

PROGRAMMA DEL CORSO

- 1^a giornata — Apertura. Decentramento regionale e biblioteche. Centro bibliografico regionale. Gestione sociale della biblioteca: la biblioteca pubblica centro di attività culturali; la biblioteca pubblica e la scuola.
- 2^a giornata — Gestione sociale della biblioteca: ruolo del bibliotecario; gestione collettiva; ordinamento e amministrazione della biblioteca.
- 3^a giornata — Accesso all'informazione: servizio al pubblico (lettura in sede, prestito, informazioni); servizi speciali (sezione locale, sezione ragazzi, sussidi audiovisivi).
- 4^a giornata — Accesso all'informazione: bibliografia generale e speciale; esercitazioni.
- 5^a giornata — Accesso all'informazione: cataloghi (catalogo alfabetico per autori); esercitazioni.
- 6^a giornata — Accesso all'informazione: cataloghi (catalogo alfabetico per soggetti, classificazione bibliografica, catalogo sistematico); esercitazioni.
- 7^a giornata — Accesso all'informazione: cataloghi (catalogazione del materiale antico a stampa e manoscritto); restauro e legature; tutela del materiale raro e di pregio.
- 8^a giornata — Accesso all'informazione: cataloghi collettivi. Cooperazione: sistemi bibliotecari (il programma della Regione Toscana; i sistemi della Città di Milano, delle Province di Bologna e di Bergamo). Chiusura del Corso.

Corso superiore di documentazione internazionale

Le Journées d'études internationales sur la documentation des Nations Unies et d'autres organisations intergouvernementales, che hanno avuto luogo a Ginevra nel 1972, hanno segnato l'inizio di una serie d'iniziative di ordine pratico e teorico. Nelle sue conclusioni, il rapporto della riunione raccomandava misure atte ad assicurare la formazione dei bibliotecari e dei documentalisti nel campo della documentazione internazionale. Gli organizzatori delle Journées d'études (tra i quali figurano la FIAB e la FID), con l'appoggio dell'Union des associations internationales e dell'UNISIST, hanno perciò deciso di creare un corso superiore di documentazione internazionale.

Il primo di tali corsi avrà luogo a Ginevra, presso la Biblioteca delle Nazioni Unite, dal 18 febbraio al 15 marzo 1974. Il programma è orien-

tato a bibliotecari e documentalisti incaricati della documentazione internazionale nelle biblioteche nazionali, parlamentari, dei Ministeri degli affari esteri e di altri centri di documentazione. I partecipanti devono avere una formazione professionale in biblioteconomia o una esperienza equivalente nel campo della documentazione; devono inoltre essere atti a divenire essi stessi organizzatori di corsi di formazione a livello nazionale.

I candidati dovranno essere presentati da una associazione nazionale di bibliotecari o dalla FIAB o FID o dai Ministeri degli affari esteri; per ogni paese saranno ammessi solo uno o due candidati. Il corso e la documentazione saranno gratuiti. Le spese di soggiorno saranno a carico dei partecipanti o delle rispettive organizzazioni; sono tuttavia previsti contributi sussidiari dal fondo comune degli enti organizzatori. Alla conclusione del corso, dopo un esame generale, i partecipanti potranno ottenere un diploma di capacità in documentazione.

Corsi internazionali di scienza dell'informazione e automazione bibliotecaria

La School of library science della Case Western Reserve University, Cleveland, Ohio, ha messo a punto vari programmi di corsi di scienza dell'informazione e automazione bibliotecaria destinati a un pubblico internazionale.

I corsi sono di tre tipi: *a*) corsi senza conferimento di titolo (4 mesi), per persone interessate ad approfondire le proprie conoscenze specifiche o a praticare l'insegnamento nel campo della scienza dell'informazione e/o dell'automazione bibliotecaria; *b*) corsi per il Master of Science in biblioteconomia con specializzazione in scienza dell'informazione e/o automazione bibliotecaria; *c*) corsi per il dottorato in scienza dell'informazione e biblioteconomia.

Gli insegnamenti previsti includono: fondamenti della biblioteconomia; introduzione alla scienza dell'informazione; sistemi di IR; teoria dell'IR; metodi quantitativi applicati alla biblioteconomia; automazione delle operazioni bibliotecarie; trattamento dell'informazione mediante elaboratori; trattamento automatico del linguaggio; applicazioni degli elaboratori nelle scienze umane; centri e servizi di informazione; teoria della classificazione; teoria generale della comunicazione; formazione professionale nel campo della biblioteconomia e della scienza dell'informazione; trasferimento delle conoscenze nella scienza dell'informazione; informazione nell'ambito delle strutture sociali; studi speciali.

Informazioni possono essere richieste a: Dr. Tefko Saracevic, Chairman, International Programs, School of library science, Case Western Reserve University, Cleveland, Ohio 44106, USA.

Teresa Lodi e *l'editio princeps* della seconda Centuria di Angelo Poliziano

Il giorno 11 aprile 1973 nella Biblioteca Medicea Laurenziana è stata presentata agli studiosi *l'editio princeps* dell'opera del Poliziano *Miscellaneorum centuria secunda* (1), un esemplare della quale è stato offerto in dono con dedica autografa dei curatori stessi: «In memoria di Teresa Lodi e della Sua insostituibile collaborazione a questa edizione offrono alla Biblioteca Laurenziana Vittore Branca, Manlio Pastore Stocchi». Proprio in questa sede il prof. Branca ha desiderato farne la presentazione per rendere omaggio alla memoria della Lodi che, pur avendo dato la sua preziosa opera di collaboratrice, aveva espressa la volontà di non figurare in modo assoluto fra i curatori dell'edizione stessa.

Il prof. Giovanni Semerano ha aperto la cerimonia con un elevato discorso, in cui ha messo in rilievo l'importanza dell'edizione del Poliziano per la Biblioteca Laurenziana, dove si conservano numerosi manoscritti ed autografi del grande poeta ed umanista, illustrandone l'opera filologica. Una prima raccolta di studi filologici era stata composta e pubblicata dal Poliziano nel 1489 (2); la seconda, invece, iniziata nel 1493 e rimasta incompiuta alla sua morte, era ricordata negli scritti del Crinito, suo discepolo, nei *Commentarii de honesta disciplina* e in due lettere ad Alessandro Sarti. Il manoscritto, andato in seguito smarrito, rimase a lungo ignorato: in Campania, forse, tra i secoli XVII-XIX e, dopo altri passaggi, venne acquistato nel 1961 dalla Fondazione Cini dell'Isola di S. Giorgio Maggiore a Venezia, nella cui biblioteca è attualmente conservato con la sigla FGC 1.

In quello stesso anno Vittore Branca iniziò lo studio dell'autografo del Poliziano e da allora quelle pagine costituirono la sua «quasi quotidiana cura», alla quale si associarono Pastore Stocchi, suo allievo e collega carissimo, e la Lodi che si offerse di rivedere la trascrizione sul facsimile. E' noto, infatti, che «è tutt'altro che agevole leggere la personalissima grafia del Poliziano», cosa riconosciuta sia dagli stessi contemporanei del celebre umanista, tra cui lo stesso Crinito, sia da studiosi di poco posteriori, quali Fulvio Orsini e Guillaume Budé, e da moderni filologi (3).

(1) Angelo POLIZIANO, *Miscellaneorum centuria secunda*. Edizione critica per cura di Vittore Branca e Manlio Pastore Stocchi. Firenze, F.lli Alinari. Istituto di edizioni artistiche (Verona, G. Mardersteig), 1972, vol. 4 (I, Introduzione; II, Facsimile dell'autografo; III, Trascrizione sussidiaria alla lettura del facsimile; IV, Edizione critica).

(2) Angelo POLIZIANO, *Miscellaneorum centuria prima*. Firenze, Miscomini, 19 settembre 1489.

(3) V. BRANCA, *La incompiuta Seconda centuria dei «Miscellanea» di Angelo Poliziano*, in «Lettere Italiane», vol. XIII (1961), n. 2, p. 137-177.

E la Lodi, che nel 1954 aveva diretto l'allestimento della mostra di manoscritti, libri rari, autografi e documenti tenutasi in Laurenziana in occasione del V centenario della nascita del Poliziano, era senza dubbio esper-tissima della grafia del nostro umanista.

Branca si è soffermato, inoltre, a parlare del suo incontro con la Lodi, che risaliva alle sue prime ricerche in Laurenziana, quando ella era direttrice della Biblioteca, assai prodiga di aiuto e di consigli verso chi intraprendeva studi paleografici e filologici, e questa conoscenza, trasformata attraverso il tempo in devota ed affettuosa amicizia, si protrasse fino agli ultimi anni della vita di lei. Da alcune lettere a lui dirette, ha letto interessanti passi, che si riferivano appunto allo studio dell'autografo del Poliziano e che rivelano con quale entusiasmo e con quanta acutezza critica ella vi si dedicasse.

La cerimonia, semplice ma austera, si è svolta nella Tribuna D'Elci alla presenza di numerosi studiosi e filologi, che hanno molto ammirato la superba edizione, condotta dai curatori con rigore critico tale da costituire un singolare esempio di acribia filologica (4).

SERENELLA BALDELLI CHERUBINI

Mostre a Bologna

La Fiera di Bologna ha ospitato dal 5 all'8 aprile la 10^a Fiera del libro per ragazzi con la 7^a Mostra degli illustratori, la 3^a Rassegna delle nuove tecniche di apprendimento (N.T.A.) e il 1^o Salone dell'editoria scolastica (E.SCO).

La Rassegna N.T.A. ha presentato quest'anno un Centro pilota « multimedia », nel quale accanto ai libri si trovano diversi sistemi di fruizione di materiali audiovisivi, ottici ed elettronici, « laboratori » per il trattamento dei contenuti, apparecchiature per l'apprendimento delle lingue ecc. L'E.SCO, che è una novità di quest'anno, si propone di presentare agli editori stranieri la produzione scolastica italiana, per la quale si possono fare le cifre di 120 editori specializzati e 6000 titoli per una tiratura complessiva di 31 milioni di copie.

(4) Per altri dati biografici su T. Lodi vedi: A. MONDOLFO, *Teresa Lodi*, in « Accademie e biblioteche d'Italia », XXXIX (1971), n. 4-5, p. 336-38; B. MARACCHI BIAGIARELLI, *Ricordo di Teresa Lodi (1889-1971)*, in « La Bibliofilia », LXXIII (1971), p. 187-90; M. MANFREDI, *Teresa Lodi (13-VI-1889 - 7-IV-1971)*, in « Atene e Roma », 1972, fasc. 1, p. 47-48.

Conferenze Gardin

Nell'ultima decade di marzo ha avuto luogo a Roma un ciclo di conferenze di Jean-Claude Gardin, membro del CNRS francese e ben noto specialista di informatica documentaria.

La prima conferenza, tenuta su invito dell'Istituto superiore di sanità, era intitolata: *UNISIST: il nuovo sistema mondiale di informazione scientifica* (1). Come è noto, l'UNISIST è un progetto dell'Unesco che mira alla costituzione di una « rete » di raccordo e di coordinamento fra i sistemi di informazione esistenti nel campo scientifico-tecnico e, in un secondo tempo, anche in altri settori. J.-C. Gardin, che ha partecipato al progetto fin dalla sua creazione, ne ha esposto lo sviluppo, le caratteristiche e le prospettive.

La seconda conferenza, tenuta per conto dell'Associazione nazionale dei musei italiani e copatrocinata dalla Sezione Lazio dell'AIB, aveva per tema: *L'analisi documentaria applicata agli inventari dei monumenti e delle ricchezze artistiche* (2). Possibilità, metodi e problemi delle applicazioni dell'informatica, e in particolare dell'analisi documentaria, alla storia dell'arte sono stati presentati sulla base di una grande esperienza in corso dal 1962: l'« Inventaire général des monuments et des richesses artistiques de la France ».

Sotto il titolo *Linguistica e documentazione* la terza conferenza (3), tenuta su invito del Laboratorio di studi sulla ricerca e sulla documentazione del CNR, ha trattato dei rapporti e delle interazioni esistenti tra analisi documentaria e teoria linguistica.

(1) In corso di pubblicazione negli « Annali dell'Istituto superiore di sanità ».

(2) In corso di pubblicazione nel « Bollettino dell'Associazione nazionale dei musei italiani ».

(3) Pubblicata in questo stesso fascicolo.

Documentazione professionale 1971-72

La presente rassegna si riferisce, come quelle che l'hanno preceduta (1), al controllo della letteratura professionale che interessa il bibliotecario. Inevitabilmente però l'attenzione si estende dal controllo al suo oggetto, e cioè alla letteratura stessa, e in particolare ai periodici. Cosa risulta da un esame di quelli attualmente esistenti, primari e secondari? Eccesso di pubblicazioni in alcuni paesi, difetto in altri; insufficiente controllo della qualità degli articoli; diffusa inadempienza del buon costume formale (presentazione, sommari, indici ecc.); mancanza di collaborazione fra redattori; scarso coordinamento tra periodici primari e secondari e di questi ultimi fra di loro. La consapevolezza di tali problemi emerge ormai a livello internazionale.

Progetti internazionali

Considerazioni analoghe a quelle sopra riportate sono state fatte nel corso del Simposio di redattori organizzato dall'Unesco nel maggio 1972 (2). Sul simposio si è già riferito (3); basterà perciò ricordare che, alla sua conclusione, veniva formulata una serie di raccomandazioni relative all'uso di standard internazionali, all'organizzazione di riunioni (nazionali e internazionali) di redattori, alla promozione di studi comparativi e statistici, alla creazione di servizi nazionali di analisi (o, in mancanza, di indicizzazione) e all'uso regolare di sommari in almeno una delle lingue più diffuse.

Qualcosa è già in corso di attuazione. L'Unesco ha promosso uno studio sulla presentazione dei periodici ed uno comparativo sui principali servizi di indicizzazione e analisi, mentre contatti sono stati presi con la International Organization for Standardization per la preparazione di una guida pratica alle norme ISO interessanti il settore. Riunioni di redattori cominciano a realizzarsi sul piano nazionale e regionale (in Gran Bretagna nel 1973, in Australia nel 1974) e su quello internazionale (nel corso

(1) « AIB Bollettino d'informazioni » 6 (1966), p. 83-91; 8 (1968), p. 114-19; 11 (1971), p. 116-20.

(2) Symposium of editors of documentation, library and archives journals. Parigi, Unesco, 1972. (a) *Working paper* by H. COBLANS. Feb. 1972; (b) *Summary report*. Aug. 1972.

(3) « AIB Bollettino d'informazioni » 12 (1972), p. 110-12.

della recente sessione della FIAB). Ai singoli paesi si chiede in particolare di concentrare gli sforzi sulla creazione di servizi nazionali di analisi (o di indicizzazione) e sull'uso di sommari in almeno una delle lingue più diffuse. E' rimasto per ora al di fuori delle raccomandazioni, e quindi dei tentativi di attuazione, il coordinamento dei servizi secondari, che pure è veramente necessario.

Come si è già detto, una seconda riunione internazionale di redattori ha avuto luogo il 28 agosto scorso a Grenoble, nel quadro della sessione annuale della FIAB. Le conclusioni formulate caldeggiavano l'attuazione delle risoluzioni del Simposio di Parigi (e in particolare di quelle relative ai servizi nazionali e ai sommari), propongono la costituzione di un centro per favorire i contatti fra i redattori dei periodici maggiori e quelli dei periodici giovani o a tiratura limitata, e infine suggeriscono riunioni annuali di redattori da tenersi nel corso delle sessioni FIAB.

Sempre nel quadro delle iniziative internazionali riveste particolare importanza la documentazione internazionale sui progetti di ricerca e sviluppo avviata dall'Unesco nel 1972, sotto la denominazione di International information system on research in documentation (ISORID). Il progetto, che intende fra l'altro concentrare analoghe iniziative già esistenti, è basato sulla collaborazione di centri nazionali appositamente designati (4).

Studi

Due studi eccellenti, e in larga parte ovviamente paralleli, sulla letteratura primaria e secondaria sono stati prodotti da H. Coblans nel 1972. Uno è il documento di lavoro presentato come base di discussione al Simposio di Parigi (2a); l'altro è una rassegna di aggiornamento pubblicata quasi contemporaneamente (5). Esaminiamo di preferenza il primo, che è più esteso, soprattutto per quanto concerne la letteratura primaria.

Nell'introduzione del documento si delimita il campo preso in considerazione e si determinano le categorie dei periodici rilevanti ai fini del Simposio. Segue un'analisi quantitativa dei 240 periodici di biblioteconomia, documentazione e archivistica attualmente esistenti (dal numero sono escluse le pubblicazioni di carattere locale o bibliografico e quelle irregolari o strettamente disciplinari); essi sono tabulati per paese, per lingua e per categorie funzionali. Sotto il profilo qualitativo si illustra poi il concetto, comune del resto a tutte le discipline, di un «nucleo» di periodici fondamentali, responsabili della massima percentuale degli articoli essenziali. La terza sezione del rapporto è dedicata al miglioramento della redazione

(4) Elenco in: «Bibliographie, documentation, terminologie» 13 (1973), p. 169-73.

(5) H. COBLANS, *The literature of librarianship and documentation: the periodicals and their bibliographical control*. «Journal of documentation» 28 (1972), p. 56-66.

e dell'edizione, e discute particolareggiatamente i problemi del contenuto dei periodici, della loro forma e presentazione e della produzione e distribuzione. La quarta sezione affronta il settore delle pubblicazioni secondarie. Un esame comparativo dei grandi servizi di analisi (*Library and information science abstracts*, *Information science abstracts*, *Referativnyj žurnal*, *Informatika* e *Bulletin signalétique*, 101) conferma l'esistenza di notevoli divergenze di copertura e di struttura, così che per una ricerca completa si deve tuttora prevedere l'uso concorrente dei quattro repertori. Per il settore degli aggiornamenti si rileva l'orientamento anglo-americano di quelli esistenti (*Advances in librarianship* e *Annual review of information science and technology*) e si auspica l'avvio di analoghe pubblicazioni «redatte in un'ottica francese, russa, tedesca o di altri paesi». Come soluzione per l'avvenire viene infine proposto un sistema unico di controllo bibliografico, basato su una rete di centri nazionali e sull'elaborazione automatica dei dati; esso dovrebbe provvedere tanto all'informazione corrente quanto alla documentazione retrospettiva. L'ultima parte del documento è dedicata alle possibili forme di cooperazione fra redattori.

La produzione di sommari «all'origine» è caldeggiata da H. Wellisch (6), con ampie considerazioni sulla loro struttura e presentazione, nonché sull'impiego di parole-chiave per una contemporanea indicizzazione all'origine. Segnaliamo infine uno studio di H. Novaková (7), che non era stato citato nella rassegna precedente; sulla base dell'analisi delle citazioni, vi si confrontano sei servizi secondari per l'anno 1967.

Servizi di analisi

Library and information science abstracts (LISA), *Information science abstracts* (ISA) e *Referativnyj žurnal*, *Informatika* proseguono regolarmente la pubblicazione. LISA è stato oggetto di varie considerazioni (8) (9) (10), utili anche per una visione generale dei problemi dell'informazione nel settore. Particolarmente interessanti le tesi di T. Edwards (10), che si possono così riassumere: calcolando a 10-12.000 i documenti prodotti annualmente, e a 5.000 quelli di essi che sono meritevoli di analisi, si dovrebbe prevedere all'incirca un raddoppio delle dimensioni di LISA

(6) H. WELLISCH, *Documentation-in-source for library and information science*. «Library resources and technical services» 15 (1971), p. 439-51.

(7) H. NOVAKOVA, *The analysis of secondary sources in informatics*. Prague, Charles University, Dept. of Librarianship and Scientific Information, 1969. (Report no. L-1-09-6/3).

(8) *Abstracting the literature of library science*. A. WHATLEY, *On using Library and information science abstracts 1969*; T. EDWARDS, *The case for LISA's present arrangement*. «Library Association record» 73 (1971), p. 45-48.

(9) R. HEINZKILL, *An American looks at LISA*. «International library review» 3 (1971), p. 251-56.

(10) T. EDWARDS, *LISA and the comprehensive control of library and information science literature*. «International library review» 4 (1972), p. 67-70.

(3177 analisi nel 1972); considerati i costi di produzione delle analisi, una prima soluzione potrebbe venire dall'uso regolare dei sommari originali, purché questi fossero pubblicati regolarmente e in forma valida; in una prospettiva più ampia si dovrebbe poi riproporre la collaborazione tra i grandi servizi esistenti e, in particolare, fra LISA e ISA. E' il tema della cooperazione, che per ora non trova una via operativa.

Resta da parlare del quarto « grande » dei servizi di analisi: il *Bulletin signalétique. 101: Science de l'information. Documentation*, che è pubblicato mensilmente dal Centre de Documentation del CNRS francese, come sezione indipendente e nella forma attuale dal 1970. Dal 1971 il servizio è prodotto dal sistema PASCAL (Programme appliqué à la sélection et à la compilation automatique de la littérature) (11); per i prossimi mesi si prevede una distribuzione parallela a stampa e su bande magnetiche, come già avviene per altre sezioni del *Bulletin signalétique*. Dei documenti citati (2701 nel 1972) si danno brevi sommari descrittivi; gli indici per soggetto (a permutazione, in francese e in inglese) e per autori sono cumulati annualmente. Nel quadro dei servizi esistenti il *Bulletin signalétique. 101* si segnala per la notevole proporzione del materiale non periodico (25% del totale citato) e per la buona copertura dei settori marginali e dei periodici di altre discipline che solo sporadicamente contengono articoli utili. Col Centre de Documentation del CNRS collaborano vari centri francesi e alcuni di altri paesi; la letteratura italiana è analizzata a cura del Laboratorio di studi sulla ricerca e sulla documentazione del CNR (12).

Aggiornamenti

Advances in librarianship ha pubblicato i volumi 2 (1971) e 3 (1972). La scelta degli argomenti è equilibrata, la trattazione di buon livello; il limite della colorazione anglo- e soprattutto americana permane, anche se è realistico pensare, con un autorevole recensore (13), che efficienti rassegne ad angolatura nazionale siano preferibili a uno « spurio internazionalismo ». Il v. 2 fa ampia parte a problemi di carattere generale: accesso all'informazione (W. S. Budington); censura, libertà intellettuale e biblioteche (E. Castagna); copyright (D. M. Schnader). Tra i capitoli più tecnici si segnalano i tre, ottimi, che trattano dell'automazione nel campo dei periodici (D. L. Bosseau), delle micropubblicazioni (A. B. Veaner) e dell'informazione nel campo medico (D. Bishop). Il v. 3 si apre con due capitoli sul servizio ai ragazzi (B. L. Tate; J. W. Liesener e M. E. Chisholm) e due sulle biblioteche per studenti (H. Genung e J. O. Wallace; M.

(11) J. H. d'OLIER e N. DUSOULIER, *Bulletin signalétique mechanisation - the PASCAL system*. « Program » 5 (1971), p. 228-38.

(12) « AIB Bollettino d'informazioni » 12 (1972), p. 129-30.

(13) H. COBLANS in « Journal of documentation » 28 (1972), p. 175.

Dudley). Seguono due rassegne sull'edilizia per le biblioteche universitarie nel Regno Unito (H. F. Brown) e negli USA (R. E. Ellsworth) e uno sul finanziamento federale delle biblioteche di pubblica lettura (J. G. Igoe). Tre capitoli sono dedicati a problemi di catalogazione: applicazione del Codice anglo-americano (E. L. Tate); studi sull'uso dei cataloghi (J. Krikelos) e conversione dei dati bibliografici in linguaggio di macchina (D. Sherman). Chiude il volume un capitolo dedicato alle collezioni archivistiche e di manoscritti (K. L. Brubaker).

Anche della *Annual review of information science and technology* (ARIST) sono stati regolarmente pubblicati due volumi: 6 (1971) e 7 (1972), che confermano nella struttura, nel contenuto e nella presentazione la qualità elevata delle annate precedenti. Un particolare riconoscimento è perciò dovuto agli autori e al redattore C. A. Cuadra; quest'ultimo ha pubblicato recentemente un'ampia presentazione del servizio (14). Lo schema dei volumi è stato ritoccato, ma gli argomenti fondamentali ricorrono regolarmente, con vantaggio per la continuità dell'informazione; d'altro lato emergono via via nuovi temi, come l'applicazione della scienza dell'informazione al diritto (v. 6), alle scienze umane (v. 7), alla giustizia penale (ancora v. 7), e sono prese in considerazione nuove tecnologie. Per quanto concerne l'«ottica» della pubblicazione, i redattori sono consapevoli dell'opportunità di un'apertura più internazionale. Si ha già qualcosa di pratico: cinque capitoli del v. 6 sono di autori europei (per l'esattezza, quattro inglesi e uno svedese), nel v. 7 si comincia a trovare citato un certo numero di lavori e di eventi non anglo-americani. E' un buon principio.

Dei due volumi pubblicati nel 1971-72 segnaliamo alcuni capitoli di particolare interesse per il bibliotecario: amministrazione delle biblioteche e dei centri di informazione (v. 7, F. F. Leimkuhler e A. Billingsley); costi, *budgeting* ed economia nel trattamento dell'informazione (v. 7, J. H. Wilson); reti bibliotecarie e d'informazione (v. 7, E. E. Olson ed altri); descrizione e rappresentazione dei documenti (v. 6, B. C. Vickery; v. 7, P. A. Richmond); automazione bibliotecaria (v. 6, H. D. Avram; v. 7, S. K. Martin); generazione e uso delle basi di dati bibliografici in linguaggio di macchina (v. 6, M. C. Gechman); servizi secondari d'informazione (v. 6, P. V. Parkins e H. E. Kennedy); tecnologia delle microriproduzioni (v. 6, C. E. Nelson). Rimane infine da segnalare la pubblicazione dell'indice cumulativo dei v. 1-7, che costituisce una valida chiave al materiale sinora pubblicato (91 capitoli, includenti fra l'altro oltre 10.000 riferimenti bibliografici).

MARIA VALENTI

(14) C. A. CUADRA, *The Annual review of information science and technology: its aims and impact*. «Drexel library quarterly» 8 (1972), p. 17-28.

GASKELL, PH., *A new introduction to bibliography*. Oxford, Clarendon Press, 1972, p. XXII, 438.

In quanto non si esaurisce nello studio del libro come oggetto, ma comprende anche lo studio delle tecniche della produzione e della trasmissione di qualsiasi testo — stampato o documento o disco o nastro o film o altro — la bibliografia diventa uno strumento indispensabile tanto a chi si prende cura di un libro quanto a chi intenda riprodurne il testo. E' perciò essenziale che la bibliografia conosca le tecniche della produzione e della distribuzione dei libri, cioè la storia e l'evoluzione del libro durante i secoli.

Da tali considerazioni trae origine questo importante volume di Philip Gaskell, che direttamente si innesta sul discorso di R. B. McKerrow (alla cui amicizia e stima è del resto dedicato), *An introduction to bibliography for literary students* (Oxford, 1928) e che, per la chiarezza dell'impostazione, il nitore dell'esposizione e l'abbondanza e l'eloquenza dei corredi documentari e illustrativi, si raccomanda all'attenzione degli studenti e degli studiosi di qualunque disciplina non meno che agli aspiranti bibliografi e bibliotecari. Per amore di semplicità e per evitare una trattazione che potrebbe fuorviare dalla sintesi normativa, giustificata anche ai fini didattici, il Gaskell esclude dal suo fuoco i decenni della prototipografia, cioè tutta l'incunabolistica e l'ultimo quarto di secolo (l'assestamento artigianale verso la conquista della tecnica tipografica della maturità di Aldo Manuzio e la rivoluzione del libro come mass-medium), e divide la storia del libro in due periodi, della stampa eseguita a mano (1500-1800) e della stampa ottenuta mediante procedimenti meccanici (1800-1950).

Il libro stampato a mano ci viene presentato, nella prima sezione del volume, come il prodotto di una lunga, complicata e anche rudimentale lavorazione; attraverso una disamina delle varie fasi della tecnica tipografica fra primo Cinquecento e fine Settecento, l'autore ci fa suggestivamente rivivere i tempi in cui la stampa era un'arte che si avvaleva molto più dell'abilità individuale che della ricchezza dei mezzi tecnici a disposizione. In base a rilevamenti e documenti delle maggiori stamperie europee (come quella Plantin-Moretus di Anversa e quelle universitarie inglesi) l'autore ricostruisce con dovizia di particolari l'ambiente di queste tipografie, descrivendoci gli strumenti e i procedimenti e intrattenendoci su varie questioni relative alla fabbricazione e alla preparazione della carta, degli inchiostri, alla composizione dei piombi, alla correzione delle bozze, alla tiratura, alla piegatura dei fogli, alla legatura, alla decorazione e illustrazione, ai tempi tecnici del lavoro, al rendimento degli stampatori e alle loro condizioni economiche e sociali durante i tre secoli. La storia del libro, ci ricorda il Gaskell, non deve essere considerata una materia di studio a sé stante, staccata dal contesto sociale e storico e dalla vita stessa dell'uomo, nelle varie epoche, ma deve essere invece vista entro

un'implicazione globale, e cioè strettamente legata alla storia dell'economia e allo sviluppo stesso dell'uomo e della sua tecnica.

La richiesta dei libri sul mercato (il capitolo *Patterns and production*, penultimo della prima sezione, è uno dei più nuovi ed entusiasmanti del volume) variava secondo diversi fattori, di ordine economico non meno che politico e sociale, e di conseguenza la produzione dei libri doveva essere notevolmente flessibile: per adeguarsi alle variazioni della domanda le stamperie adottavano il sistema più economico della lavorazione simultanea di parecchi libri. Nel caso di forti variazioni della richiesta, lo stampatore aveva anche la possibilità di aumentare o di ridurre la capacità produttiva della ditta, soprattutto modificando il numero degli operai. Pur nella varietà dei livelli di produzione, i libri erano di norma stampati in edizioni di circa millecinquecento copie in media, nella considerazione che un numero minore avrebbe comportato alti costi unitari e un numero maggiore avrebbe costretto lo stampatore a investire un maggior capitale e a pagare interessi più elevati sull'acquisto della carta, e che tutto ciò si sarebbe inevitabilmente tradotto, se l'aumento delle copie non si fosse accompagnato a un reale aumento della capacità produttiva, in costi più alti e più bassi profitti. Era d'altra parte conveniente stampare piccoli libri di poco prezzo e di sicura vendita in edizioni ad alto numero di copie per assicurarsi un rapido giro di capitali.

L'autore non manca di sottolineare l'assoluto disinteresse dei padroni per i loro lavoranti, trattati alla stessa stregua di qualunque altro strumento della stampa, assunti e licenziati a seconda che il lavoro lo richiedesse: lavoro duro e ripetitivo, che durava dodici ore al giorno per sei giorni la settimana, senza feste e con pochissimi incentivi; a tale disinteresse umano corrispondeva il disinteresse tecnico degli operai per il proprio lavoro, eseguito meccanicamente o svogliatamente, e comunque con scarsa o pochissima cura, per sopperire ai più immediati bisogni. La produzione artigianale, a misura dell'uomo, potuta sussistere nel tempo della stampa a mano, sfuma tuttavia a poco a poco verso un contesto che, recependo le istanze dei tempi nuovi, sull'inizio del secolo XIX diviene industriale.

Nel secondo periodo, caratterizzato dall'introduzione e diffusione delle macchine nella produzione della carta e della stampa (1800-1950), la stampa diventa industria e vi concorrono diversamente la meccanica, la chimica, la fotografia e varie altre tecniche. Il numero sempre maggiore di copie richieste concentra gli studi su presse sempre più veloci e potenti, mentre con le macchine da stampa a cilindri e poi con le compositrici a tastiera (*linotype* e *monotype*) aumentano le velocità di esecuzione. Anche la stampa viene coinvolta nello sviluppo industriale del XIX secolo; e, come accade per le altre industrie, mutano la qualità e le caratteristiche della mano d'opera. I pochi tecnici sono coadiuvati da personale non specializzato, male pagato per un lavoro ancora più duro che per l'addietro, svolto in condizioni sovente antigieniche; per prestazioni generiche sono ingaggiati sottocosto bambini e giovani apprendisti i quali, terminato l'apprendistato, sono licenziati e sostituiti con altri apprendisti.

L'ultima sezione del libro del Gaskell (*Bibliographical applications*) tratta delle questioni tecniche dell'identificazione e della descrizione del libro, preliminari alla bibliografia testuale (*textual bibliography*) che ha lo scopo di permettere la costituzione e la distribuzione di testi accurati e fedeli. Nei casi in cui manchino, anche dal *colophon* o da altre parti meno consuete, le indicazioni dell'autore e del titolo, i nomi dello stampatore e dell'editore, il luogo e la data di stampa e di edizione, l'esatta designazione del libro può esser dedotta da fonti esterne, quali i cataloghi degli editori e i registri dei venditori; possono infine essere ascritti a uno stampatore i libri nei quali si siano riconosciuti, attraverso un'analisi tipologica, i suoi propri caratteri di stampa; e possono anche esser d'aiuto nella ubicazione e datazione di uno stampato altri elementi, la carta, la filigrana, la legatura editoriale, e qualunque segno di possesso di un esemplare. Va detto comunque che è più facilmente e meglio identificabile un libro del periodo della stampa a mano piuttosto che uno stampato a macchina.

Una corretta descrizione analitica del libro (*bibliographical description*) si compone di cinque parti: trascrizione e riproduzione del frontespizio (*transcription and reproduction*), indicazione particolareggiata dei suoi diversi elementi compositivi (*formula*), note tecniche (numero delle linee, indicazione dei caratteri, presenza di iniziali incise, dimensioni in centimetri, ecc.), dettagli del contenuto (*contents*) e altre note (tavole fuori testo, legatura, notizie sull'autore, sullo stampatore, sull'editore, registro degli esemplari esaminati, ecc.).

Esattamente come la critica testuale esamina la *tradizione* dei manoscritti fino a risalire, nello studio fatto a ritroso della loro trasmissione, a quello più vicino alla volontà dell'autore (*archetipo*) e possibilmente all'autografo, per poter arrivare alla recensione (*recensio*) delle relazioni fra i vari testimoni e alla correzione (*emendatio*) degli errori prodottisi nel processo di trasmissione, così la bibliografia testuale (*textual bibliography*) ha il compito di individuare tra le varie copie del testo quella che più si avvicina a ciò che l'autore intendeva scrivere: la prima edizione (*princeps*) o l'ultima delle successive, sulla quale l'autore stesso sia intervenuto con un lavoro di revisione o di correzione: ma sarà necessario che il bibliografo riconosca e corregga gli errori immessi nel testo dal compositore o dal correttore di bozze, o comunque in altri stadi della produzione del libro.

Corredano il volume tre utili appendici, la ristampa di una puntuale analisi di McKerrow sui manoscritti inglesi del periodo elisabettiano, quattro esempi di descrizione bibliografica completa, due esempi di analisi di trasmissione del testo (*The merchant of Venice* e *David Copperfield*) e una essenziale aggiornata bibliografia che segue, capitolo per capitolo, le varie sezioni dell'opera.

NEREO VIANELLO

LUNATI, R., *La scelta del libro per la formazione e lo sviluppo delle biblioteche*. Firenze, Olschki, 1972, p. XIV, 282 (Biblioteconomia e bibliografia. Saggi e studi diretti da Francesco Barberi. 8).

Dalla constatazione che le biblioteche italiane non sono riuscite ad inserirsi in modo conveniente nello sviluppo della società moderna, l'autore ricava la spiegazione del motivo per cui i nostri bibliotecari, scoraggiati dallo scarso interesse che destano i problemi tecnici della loro professione, «finiscono col rifugiarsi nei più tranquilli studi bibliologici, bibliografici ed eruditi, nei quali possono, con le proprie capacità intellettuali, conseguire un risultato più sicuro e immediato. In tal modo molti di loro, vivendo nelle biblioteche ma non per le biblioteche, finiscono col perdere di vista quello che è in definitiva il compito proprio del bibliotecario» (p. IX). Ne deriva sovente, vorremmo aggiungere, una sorta di empirismo nel lavoro del bibliotecario: esso consegue dall'invenzione di un metodo di lavoro che varia da persona a persona e da luogo a luogo, anziché essere un patrimonio comune derivato da un'educazione professionale comune. Di un problema che in particolare ha sofferto e soffre di questo empirismo, la scelta del libro, il Lunati ha voluto trattare nella sua ampia e dotta opera.

La frequente mancanza di una linea direttiva nella scelta del libro causa la difficoltà di reperire opere anche rilevanti e la cattiva distribuzione dei libri stessi è una delle cause di una dispersione ulteriore, costituita dalla formazione di biblioteche di istituto a uso dei docenti (p. 4-5). Nel conflitto tra biblioteche universitarie e di istituto, che si rivela in particolare nel mancato coordinamento degli acquisti, emerge la frequente mortificazione della figura del bibliotecario. Se la scelta dei libri non è fatta dal bibliotecario, essa «resta sempre un procedimento estrinseco poiché il bibliotecario è, e deve essere, l'anima della biblioteca, ed ogni tentativo che si fa contro la sua indipendenza lo rende un corpo senz'anima e priva dell'anima anche la biblioteca» (p. 114). D'altra parte è difficile «in paesi come il nostro l'affermarsi di un tipo di bibliotecario rispondente ai tempi moderni» (p. 121); l'autore, nel commentare il pensiero di Maria Ortiz (1), vede una delle ragioni di questa difficoltà nel fatto che manca di solito al bibliotecario l'esperienza di formare completamente una biblioteca: le sue possibilità sono frenate dal fatto che egli si trova già inserito in un istituto preesistente.

Il criterio di acquisto che comporta la «scelta dei libri migliori» è sorpassato e inconcludente (p. 135-136), perché i libri non devono essere solo considerati nel loro valore oggettivo, ma anche e soprattutto rispetto al contenuto e alle finalità della biblioteca. Su questo punto l'autore, alla cui penna non sono ignoti gli spunti polemici, insiste in modo particolare e

(1) M. ORTIZ, *L'acquisto dei libri nelle biblioteche governative italiane*, in: «Accademie e biblioteche d'Italia», 6 (1932/33), p. 467-75.

disapprova i « professorucoli » che « si stupiscono di non trovare nella biblioteca... quelle... opere che a loro servono ». « Non pensano minimamente costoro — continua il Lunati — che una biblioteca ha una sua determinata funzione culturale, una sua linea storica e dei limiti necessari al conseguimento di un dato obiettivo » (p. 158). Il problema della scelta in funzione degli scopi della biblioteca è il punto centrale dell'opera, che comporta una serie di considerazioni, come quella sull'opportunità di esercitare un'ampia libertà di scarto rispetto ai doni, soprattutto se specializzati, che potrebbero snaturare la biblioteca (p. 170).

Il problema della scelta così impostato porta a considerare accanto ai valori oggettivi, che riguardano il libro di per sé (quello *bibliologico* si riferisce all'aspetto fisico di un libro, mentre quello *bibliografico* ne riguarda il contenuto), un valore *biblioteconomico*, secondo il quale un libro è considerato in relazione con la biblioteca. Ed è proprio questo aspetto relativo, variabile, che nella scelta del libro viene ad assumere un'importanza essenziale.

Responsabile della scelta dev'essere il bibliotecario; mentre tuttavia, per ragioni opposte, il bibliotecario opererà direttamente la selezione nelle biblioteche più piccole e in quelle specializzate, per le biblioteche pubbliche e per quelle universitarie il problema si presenta più complesso; più ancora per le prime, a causa degli elementi sociologici che intervengono nella valutazione (p. 232-233). Dopo aver fissato il « canone biblioteconomico » che permette di orientare la scelta con le caratteristiche della biblioteca, il bibliotecario sceglie gli strumenti bibliografici, sia segnaletici che critici, e compila un elenco di periodici da consultare: a questo proposito il Lunati, citando il Meritt (2), nota che « nonostante tutto, la recensione è, nella scelta dei libri, una guida di primo ordine per i bibliotecari » (p. 84). E' da notare poi che il Ferrari vede tra le funzioni odierne della stessa bibliografia l'« ufficio d'indicatrice sintetica ed immediata dei contenuti ideologici degli scritti: in luogo del suo antico servizio di elencazione libraria » (3). I collaboratori si ripartiscono gli strumenti bibliografici e compilano schede di proposta che, insieme con i desiderata dei lettori, ricevono indicazioni anche per soggetto e sono controllate ai cataloghi, per avere indicazioni su quanto dell'autore o sull'argomento è già posseduto dalla biblioteca. Le schede riceveranno appunti sul giudizio espresso dal recensore, sulle idee espresse nel libro, sulle opere di carattere affine già possedute e sulla conseguente opportunità di acquistare o meno quella proposta, nonché sul grado di conoscenza dell'argomento reso possibile dai libri già posseduti; in base a queste osservazioni il responsabile deci-

(2) C. LE ROY MERRITT, M. BOAZ e K. S. TISDEL, *Reviews in library book selection*. Detroit, Wayne State University Press, 1958.

(3) G. E. FERRARI, *L'ufficio della bibliografia di fronte ai requisiti degli studi moderni*, in « Accademia nazionale dei Lincei, Rendiconti della classe di scienze morali, storiche e filologiche », S. VIII, vol. VI, 5/6 (maggio/giugno 1951), p. 275-98 (p. 280).

derà sull'acquisto. Si darà luogo in tal modo a due cataloghi: uno delle opere da acquistare, l'altro di quelle rifiutate o il cui acquisto è stato deferito.

Questa parte del libro, l'unica a presentare una proposta concreta di lavoro, offre spunti e suggerimenti validi, che ci confermano sulla necessità non solo di dedicare alla scelta del libro più tempo di quanto non vi si dedichi di solito, ma anche di rendere tale lavoro più razionale. Il tempo a disposizione, il numero dei bibliotecari, gli altri lavori da eseguire consentiranno difficilmente le serie eterogenee di annotazioni consigliate, ma converrà prendere in considerazione almeno i suggerimenti sulla distribuzione del lavoro e sulla ricerca per soggetto. L'accentramento della responsabilità non implica che il lavoro debba essere svolto da una stessa persona; sarà tuttavia opportuno ricordare il pensiero di altri autori, come il von Kortzfleisch (4), che il Lunati non cita per ragioni cronologiche, i quali accentuano la decentralizzazione fino a una vera e propria delega di responsabilità che investe direttamente gli specialisti, senza che di solito intervengano i capi reparto — e tanto meno il direttore.

Altro punto fondamentale concernente la scelta dei libri è la cooperazione tra biblioteche, che si può verificare a livello locale, nazionale o internazionale ed è resa tanto più necessaria dall'impossibilità di mantenere l'autosufficienza delle biblioteche (p. 260). L'autore esamina la convenienza di sviluppare anche in Italia un piano coordinato di acquisti, come avviene negli Stati Uniti, in Gran Bretagna, nei paesi scandinavi, in Germania. Egli vorrebbe anche in questo caso valorizzata la figura del bibliotecario e non accetta quindi il metodo del piano Farmington, meno personale ma più pratico, che per gli acquisti all'estero affida a un bibliotecario o ad un libraio locali il compito di reperire il materiale pubblicato nel paese. L'autore vede nel Consiglio Nazionale delle Ricerche l'istituto più idoneo a coordinare gli acquisti di libri scientifici, mentre per l'editoria umanistica si creerebbe un « Centro nazionale bibliografico-biblioteconomico », il quale sarebbe destinato ad assorbire tutte le iniziative di carattere collettivo o centralizzato che riguardano le biblioteche, dal catalogo unico alla bibliografia nazionale, dalla scheda a stampa al Bollettino delle opere moderne straniere. La realizzazione di un superistituto di questo genere può apparire assai problematica e, così come è proposta, porterebbe ad un altro grave sdoppiamento; tuttavia le fiere parole contro la tendenza alla dispersione delle iniziative e al conseguente spreco di energie ci devono far meditare.

L'opera del Lunati rivela nell'autore un interesse appassionato ai problemi della sua professione e una profonda conoscenza della bibliografia relativa. Bibliografia ricchissima, che si è arricchita ulteriormente da quando il libro fu scritto a oggi. Tra le ultime pubblicazioni si vorrebbero ri-

(4) H. von KORTZFLEISCH, *Rationalisierungsreserven in wissenschaftlichen Bibliotheken*, in: « Zeitschrift für Bibliothekswesen und Bibliographie », 15 (1968), 5/6, p. 324-39.

cordare gli atti del convegno dell'Istituto Accademico di Roma (23-24 ottobre 1969), pubblicati a Roma nel 1971 con il titolo *Quali libri? Come costruire una biblioteca per l'uomo moderno*. Ricordiamo inoltre: *Melcher on acquisition*, by D. Melcher with M. Saul (Chicago, American Library Association, 1971) e D. Spiller, *Book selection: an introduction to principles and practice* (Hamden, Linnet Books, 1971).

CARLO REVELLI

ROXAS, S. A., *Library education in Italy: an historical survey, 1870-1969*. Metuchen N. J., Scarecrow Press, 1972, p. XII, 248.

Ecco un libro che tutti i docenti di bibliografia e biblioteconomia, nelle varie nostre sedi universitarie, e tutti i bibliotecari italiani ricercheranno e leggeranno con profitto, sempreché siano convinti che i problemi della formazione professionale sono fondamentali, gli uni nel loro insegnamento, gli altri nel loro lavoro e pregiudiziali a ogni sua implicazione.

L'opera della Roxas — anticipiamolo subito ad evitare ogni possibile equivoco — va vista e valutata per quello che è, e non per quello che alcuni « addetti ai lavori » italiani, forse molto più esigenti a parole che impegnati nei fatti, si sarebbero attesi, ma che non è ancora stato scritto, sui problemi e le prospettive dell'istruzione professionale per le attività e i servizi della biblioteca. Si tratta di uno studio, nel complesso esauriente e approfondito, su tutta la problematica retrospettiva, a vario titolo interessante e diversamente complessa, di un esame dello sviluppo storico, temi problemi soluzioni realizzazioni, dell'istruzione professionale dei bibliotecari italiani nei cent'anni dall'unità. Su un problema per il quale non si intravedono per il momento soluzioni valide, il libro sarà considerato per molto tempo, crediamo, un'opera standard. Che l'autrice sia straniera, è per lei motivo di maggior merito, occasione per noi di qualche considerazione non esattamente incoraggiante: l'interesse dei cultori di discipline comunque afferenti l'attività delle nostre biblioteche e dei bibliotecari italiani è stato dunque sino ad oggi tale da non riuscire a concepire e realizzare, come primo momento di ogni discorso professionale, un siffatto lavoro *made in Italy*.

Il libro — che si avvale di un'informazione documentata e di prima mano, raccolta per lo più da fonti ufficiali e nell'insieme sufficientemente precisa — si articola in sette capitoli e varie appendici. Il primo capitolo è dedicato a una brevissima introduzione storica, geografica ed economica dell'Italia ad uso del lettore nordamericano, il secondo a uno sguardo d'insieme sullo sviluppo storico dell'istruzione pubblica italiana (che rende interessante la lettura del volume a chiunque si occupi della nostra scuola professionale), il terzo tratta dello sviluppo delle biblioteche nell'Italia

postunitaria, il quarto degli esordi dell'istruzione professionale, da Tommaso Gar alla riforma Gentile, il quinto delle scuole superiori per bibliotecari (Padova, Bologna, Firenze, Roma, Milano, Napoli e, chissà perché, la Scuola Vaticana); nel settimo, infine, l'autrice espone le proprie conclusioni. Qualche riserva sul merito di alcune appendici, che occupano quasi metà del volume (p. 146-242) può senz'altro considerarsi riscattata dalla gran messe di dati che esse offrono a prime e anche successive istanze di ricerca, per le quali però sarà opportuno qualche controllo (per es.: p. 132 leggasi *Squassi*, non *Aquassi*, p. 134 *Apollonj*, non *Epolloni*, p. 136 *Carosella*, non *Carolsella*, p. 149 *Cichi*, non *Chichi*, pp. 150, 212 e 213 *Leporace*, non *Leporance* o *Le Porace*, p. 153 Biblioteca Berio, *Genova*, non *Ferrari*, p. 225 *Maltese*, non *Maltesi*, p. 242 *Stendardo*, non *Standardo*) e qualche aggiornamento (la *Guide for foreign students*, fonte delle appendici sesta (*Faculties in institutions of higher learning in Italy*) e settima (*Italian institutions of higher learning*) è del 1960 e alcuni dati potevano essere utilmente aggiornati).

Prescindendo da ogni altra considerazione, bisogna dire che è nel capitolo conclusivo della fatica della Roxas che si appunta il maggiore interesse del lettore italiano che abbia a cuore le sorti delle nostre biblioteche, da quelle antiche a quelle di nuova formazione. L'autrice ha parole di elogio per le varie scuole per bibliotecari esistenti e più o meno funzionanti in Italia, «of high calibre, with well planned curricula, competent faculties, and good training facilities» (p. 141); purtuttavia la situazione dell'istruzione professionale dei bibliotecari è ritenuta, in generale, nettamente insoddisfacente. Le cause, secondo l'autrice, vanno individuate nel sistema di inquadramento dei bibliotecari italiani come impiegati statali (il che ha permesso alcuni passaggi da altre carriere, con effetto evidentemente dequalificante per l'*officium* bibliotecario): particolarmente negativo sembra alla stessa autrice il fatto che per accedere alla carriera di bibliotecario non sia richiesto per legge, nel nostro ordinamento, un diploma delle nostre scuole di perfezionamento, e incredibile che non esista ancora da noi una laurea in *Library science*.

Pur concordando in molta parte con le conclusioni della Roxas, i bibliotecologi e i bibliotecari italiani rimangono, dopo la lettura del libro, nel contempo insoddisfatti e stimolati: essi si augurano cioè che qualcuno, sulla scorta dei dati raccolti ed elaborati dalla studiosa americana, esamini più a fondo e seriamente tutto il problema, non tanto dell'istruzione professionale bibliotecaria in astratto, ma piuttosto del miglioramento professionale dei bibliotecari nel contesto della realtà viva in cui operano le nostre biblioteche. Anche perché il problema dell'istruzione professionale non può esaurirsi — come tende a fare la Roxas — al livello direttivo, ma deve naturalmente coinvolgere la qualificazione del personale della carriera di concetto: che significa aiuto-bibliotecario nelle biblioteche maggiori e bibliotecario nelle minori, soprattutto in quelle consociate nei sistemi provinciali di pubblica lettura.

Come già da tempo altrove, anche in Italia le biblioteche nuove e le nuove implicazioni delle biblioteche di conservazione hanno bisogno di nuovi bibliotecari, che vogliono essere educati, formati e programmati nel loro lavoro. Il libro della Roxas sarà utilissimo a tutti loro, perché è la storia del passato; ma dovranno conoscere le esigenze nuove del presente ed essere preparati professionalmente alle legittime attese dell'avvenire.

NEREO VIANELLO

Elsevier's dictionary of library science, information and documentation. In six languages: English/American-French-Spanish-Italian-Dutch and German. Compiled and arranged on an English alphabetical basis by W. E. CLASON. Amsterdam/London/New York, Elsevier Scientific Publishing Company, 1973. ISBN 0-444-41018-X.

La professione del bibliotecario, del documentalista e di chiunque si interessi di informazione in generale è di prospettiva internazionale; ciò significa prima di tutto necessità di un linguaggio specifico in ogni lingua e quindi esigenza di adatti strumenti per ottenerlo. L'opera considerata avrebbe potuto inserirsi con una certa autorità, per la sua struttura, nel contesto delle pubblicazioni atte a facilitare un tipo di lavoro come quello documentativo: il condizionale usato troverà giustificazione più avanti.

La trattazione contemporanea di termini biblioteconomici, informativi e documentalistici in particolare, oltre a costituire una riprova della compenetrazione di queste scienze, si rivela utilissima anche grazie ad una opportuna serie di rimandi chiarificatori collegati a dizioni non necessariamente di importanza secondaria. Le lingue considerate (oltre all'inglese: francese, spagnolo, italiano, olandese, tedesco) sono ognuna in relazione con la «Basic table» alfabetica che, con le sue 5439 voci, costituisce la prima parte dell'opera. Sarebbe stato tuttavia augurabile l'inserimento di voci anche più specificamente tecniche, come *Filesearch*, *Filmorex*, *Videofile*, in relazione all'«information retrieval»; inoltre è sorprendente trovare la voce *peek-a-boo* con un suo sinonimo e cercare invano la voce *MeSH* relativa all'importantissimo «Medical subject headings».

Ma queste omissioni non sono le uniche imperfezioni che si rilevano dall'esame della «Basic table»; infatti questa, per quanto riguarda le voci in traduzione italiana, rivela un notevole numero di imprecisioni sia di significato (talvolta del tutto incomprensibile) sia ortografiche, tanto da sfiorare troppo spesso i limiti del ridicolo. Se ciò derivi da una semplicistica traduzione letterale (sembrerebbe dalle corrispondenti voci francesi e spagnole) o da altri equilibrismi linguistici non è facile sapere; è però un fatto che nessun consulente per la traduzione italiana ha par-

tecipato alla redazione dell'opera, per cui i ringraziamenti che l'Autore rivolge in fine di prefazione ai collaboratori non riguardano ovviamente nessun italiano, sia in patria sia all'estero. Sarebbe del pari molto interessante appurare se le voci nelle altre lingue sono state tradotte con uguale disinvoltura: in tal caso si potrebbe pensare che il «kaleidoscopic character» che l'Autore attribuisce alla sua opera sia riferibile alla traduzione spesso divertente di molte voci e che non sempre il contenimento dei «printing costs» espresso nella prefazione sia un buon affare.

In ogni caso la concezione dell'opera è di indubbio notevole valore: una edizione più curata sarebbe difficilmente sostituibile come attualissimo strumento di lavoro.

SALVATORE CAIAZZA

Giuseppe Piersantelli

A Genova il 21 aprile 1973 si è spento, nell'ancor valida età di sessantasei anni, il professor Giuseppe Piersantelli, bibliotecario capo del Comune dal 1947 al 1972. Il suo nome rimane legato alla ricostruzione della biblioteca Berio, semidistrutta durante l'ultimo conflitto, ed alla creazione di un efficiente servizio di biblioteche esteso a tutto il territorio cittadino. La settecentesca Biblioteca, fondata ed aperta a pubblico vantaggio dall'abate Berio, venne restituita a nuova vita dal Piersantelli superando non poche e non lievi difficoltà. Suo è il merito se poterono essere salvati molti libri antichi e di pregio recuperandoli dai coacervi lasciati in abbandono nelle aule malsicure, aperte ai venti e alla pioggia, del palazzo neoclassico di piazza De Ferrari; nel contempo egli procedeva oculatamente al rifornimento di nuove opere, il tutto nel quadro di un'aggiornata organizzazione bibliotecaria. Dell'operato suo e dei suoi collaboratori in quella fase preparatoria tracciò una breve sintesi in un opuscolo pubblicato nel 1956, quando venne riaperta al pubblico la Biblioteca, la quale continuò a segnare di anno in anno un costante progresso negli incrementi librari, nella sistemazione dei depositi e delle sale di lettura, nella catalogazione completamente rinnovata. Non tralasciò le occasioni di maggiormente diffondere la conoscenza delle ricchezze, ancora cospicue nonostante le falcidie, della Berio curandone la partecipazione a mostre importanti: a Roma, quelle «Nazionale della miniatura» e dei «Cinque secoli del libro italiano», a Milano quella dei «Manoscritti ebraici decorati», a Bruxelles quella de «La miniatures italiennes du X^e au XVI^e siècle»; a Genova organizzò nel 1969 una mostra di manoscritti e libri rari beriani.

Promosse il rinnovamento nella struttura e nella consistenza libraria delle altre biblioteche civiche: a Sestri Ponente della «Bruschi», a San Pier d'Arena della «Gallino» in un edificio appositamente costruito, a San Fruttuoso della «Lercari» nel restaurato palazzo cinquecentesco della Villa Imperiale; e qui creò pure una moderna biblioteca per ragazzi intitolata a Edmondo De Amicis. A servizio dei nuclei urbani periferici, dove in questo dopoguerra si era maggiormente addensata la popolazione, creò *ex novo* la Biblioteca «Aurelio Saffi» a Molassana, la «Federico Campanella» a Prato, la «Luigi Augusto Cervetto» a Rivarolo, la «Gaetano Poggi» a Coronata, la «Francesco Domenico Guerrazzi» a Cornigliano, la «Francesco Podestà» a Marassi.

Fu parte diligente nell'ottenere dall'amministrazione municipale la istituzione di un «Centro di studi sulla letteratura giovanile» e del premio annuale «Ancora d'oro» destinato agli autori di un racconto per ragazzi, inedito e di tema marinairesco. Fondò e diresse due periodici: *Il Minuzzolo* dedicato alla letteratura giovanile, e *La Berio, Bollettino d'informazioni bibliografiche* specialmente d'argomento genovese. La medaglia d'oro per i benemeriti della scuola, cultura, arte gli fu conferita nel 1963; non va infine taciuta la sua attività in campo umanitario la quale, due anni prima, nel 1961, aveva avuto il riconoscimento della medaglia d'oro per i benemeriti della redenzione sociale.

Temperamento dinamico, aperto a molteplici interessi culturali, il Piersantelli lascia un numero notevole di pubblicazioni; ci limitiamo, fra quelle attinenti le biblioteche, a rammentare: *Storia delle biblioteche civiche genovesi* (Firenze, 1964), *L'organizzazione bibliotecaria del Comune di Genova* (Firenze, 1966), *La Biblioteca Franzoniana degli Operai Evangelici* (Genova, 1967). Libero docente di biblioteconomia, per gli studenti del corso di cui teneva l'incarico presso la Facoltà di magistero dell'Università compose: *Il libro* (Genova, 1971), *Il manoscritto* (Genova, 1972), un terzo volume: *Le biblioteche* uscì postumo nel maggio del 1973.

Raggiunti i limiti di età, aveva lasciato la direzione delle biblioteche nel 1972; la sua esuberante e non di rado combattiva vitalità, la mente fervida, l'apparente robustezza della massiccia persona sembravano promettere ancora parecchi anni di fecondo lavoro ed egli stesso aveva fiduciosamente formulato progetti per l'avvenire; invece, una subdola affezione cardiaca manifestatasi con repentina violenza doveva in breve strapparli crudelmente alla famiglia ed agli amici. Ma restano durevoli i frutti della sua intelligenza e della sua operosità esemplare.

LUIGI MARCHINI

L'ordine alfabetico

Esiste una cultura letterale. Ma esiste un'altra cultura, che è spirituale.

La prima è quella che perseguita l'analfabetismo: la sua nemica. Oggi come oggi, apparentemente è la più generalizzata, ma non lo è stata ieri né lo sarà domani. E' la cultura che ha alterato l'ordine del mondo: che ha alterato tutte le cose, sopprimendo le gerarchie. Quando si perde razionalmente il senso delle gerarchie, occorre ordinare tutto per ordine alfabetico. L'ordine alfabetico è un falso ordine. L'ordine alfabetico è il maggior disordine spirituale: quello dei dizionari e dei vocabolari letterali, più o meno enciclopedici, a cui la cultura letterale cerca di ridurre l'universo.

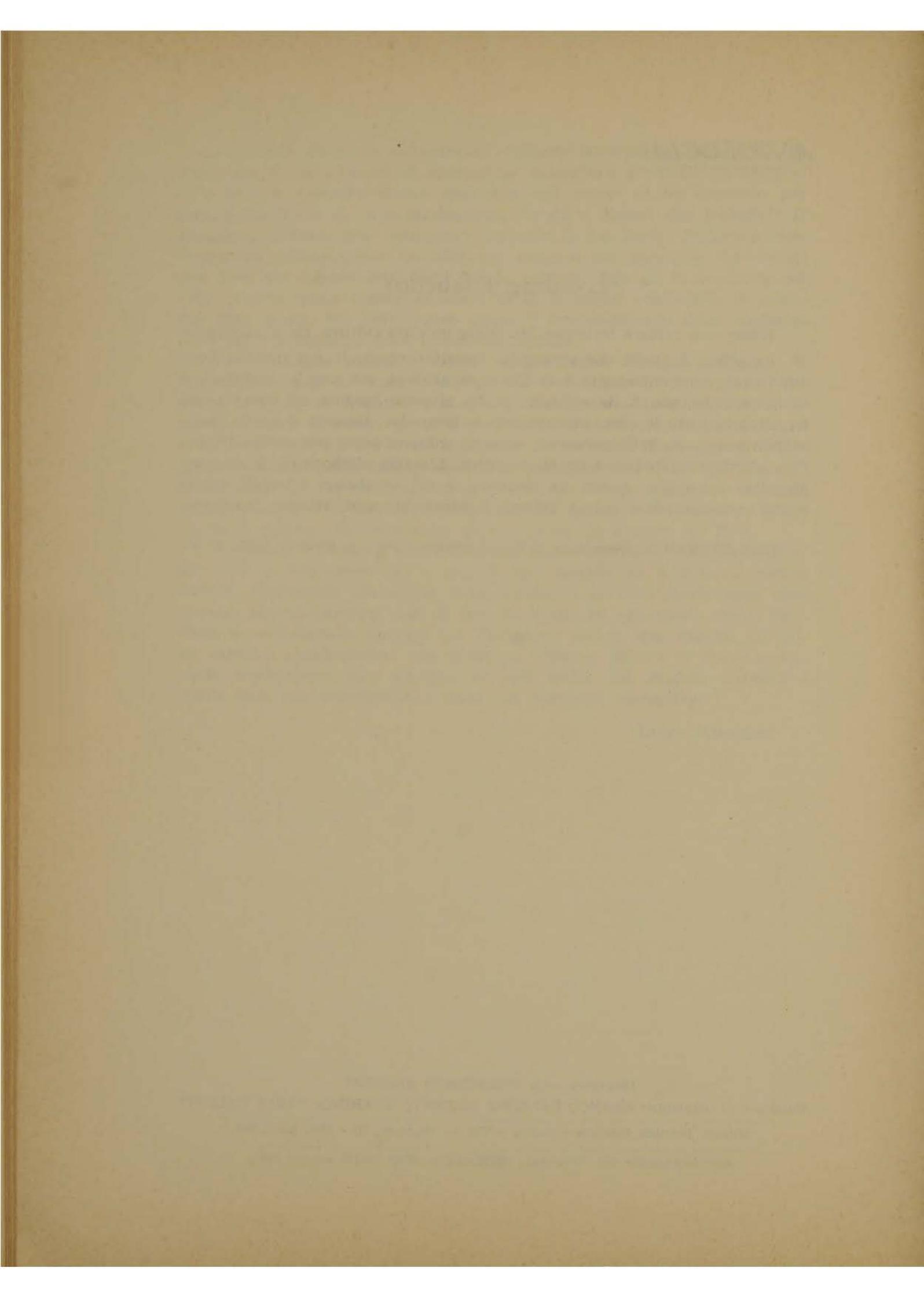
JOSE BERGAMIN, *Decadenza dell'analfabetismo*, Milano, Rusconi, 1972, p. 40.

Direttore resp. FRANCESCO BARBERI

Comitato di redazione: FRANCO BALBONI, ALBERTO GUARINO, MARIA VALENTI

Nuova Tecnica Grafica - Roma - Via L. Magrini, 10 - Tel. 5.571.304

Autorizzazione del Tribunale di Roma n. 7963 dell'8 marzo 1961



QUADERNI DEL BOLLETTINO D'INFORMAZIONI

- 1 - *La biblioteca pubblica in Italia. Compiti istituzionali e principi generali di ordinamento e funzionamento.* Roma, 1965, 8°, pp. V, 70, Lt. 700.
- 2 - VILMA ALBERANI - GRAZIELLA BORGIA. *Bibliografia degli scambi internazionali di pubblicazioni. 1961-1970.* Roma, 1972, 8°, pp. 36, Lt. 500.
- 3 - *La biblioteca pubblica nel mondo. Documenti dell'UNESCO e della FIAB.* (In corso di stampa).

PUBBLICAZIONI VARIE

AIB. GRUPPO DI LAVORO 7. *Progetti di automazione nelle biblioteche italiane.* A cura di M. P. CAROSELLA e M. VALENTI. Roma, 1973, 8°, pp. IV, 174, tavv. 35, Lt. 5000 (*multilit.*).

Spedizione in abbonamento postale Gruppo IV